

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA
REGLEMENTATION**

**RECUEIL DE TEXTES RELATIF
AUX STRUCTURES
DE L'ADMINISTRATION CENTRALE**

JUIN 2012

SOMMAIRE

DECRETS EXECUTIFS

- Décret exécutif n°90-12 du 1^{er} janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture. *JORA N° 2 du 10-01-1990. Page 55.*
- Décret exécutif n°91-133 du 11 mai 1991 portant création d'une inspection générale au ministère de l'agriculture. *JORA N° 23 du 22-05-1991. Page 671*
- Décret exécutif n°94-171 du 22 juin 1994 modifiant et complétant le décret exécutif n°91-133 du 11 mai 1991 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture. *JORA N° 41 du 26-06-1994. Page 4.*
- Décret exécutif n°95-200 du 25 juillet 1995 modifiant et complétant le décret exécutif n°92-493 du 28 décembre 1992 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture. *JORA N° 42 du 02-08-1995. Page 5.*
- Décret exécutif n°95-201 du 25 juillet 1995 portant organisation de l'administration centrale de la direction générale des forêts. *JORA N° 42 du 02-08-1995. Page 5.*
- Décret exécutif n°96-120 du 06 avril 1996 modifiant et complétant le décret exécutif n°92-493 du 28 décembre 1992 modifié et complété portant organisation de l'administration du ministère de l'agriculture. *JORA N° 22 du 10-04-1996. Page 6.*
- Décret exécutif n°96-468 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 portant création de l'inspection générale des forêts. *JORA N° 83 du 25.12.1996. Page 14*
- Décret exécutif n°2000-148 du 28 juin 2000 modifiant et complétant le décret exécutif n°90-12 du 1^{er} janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture. *JORA N° 39 du 04-07-2000. Page 6.*
- Décret exécutif n°2000-149 du 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture. *JORA N° 39 du 04-07-2000. Page 7.*
- Décret exécutif n°08-198 du 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'autorité phytosanitaire. *JORA N°38 du 09.07.2008. Page 10.*
- Décret exécutif n° 08-286 du 17 Ramadhan 1429 correspondant au 17 septembre 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture. *JORA N°53 du 17.09.2008. Page 5.*
- Décret exécutif n° 10-124 du 13 Joumada El Oula 1431 correspondant au 28 avril 2010 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps des médecins vétérinaires, des inspecteurs vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes. *JORA N°28 du 28.04.2010. Page 6.*

- Décret exécutif n° 11-127 du 17 Rabie Ethani 1432 correspondant au 22 mars 2011 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts, *JORA N°18 du 23.03.2011. Page 10.*
- Décret exécutif n° 11-225 du 19 Rajab 1432 correspondant au 21 juin 2011 instituant le régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps des médecins vétérinaires, des inspecteurs vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes. *JORA N°35 du 22.06.2011. Page 10.*
- Décret exécutif n° 11-254 du 12 Chaâbane 1432 correspondant au 14 juillet 2011 instituant le régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts. *JORA N°40 du 20.07.2011. Page 28.*
- Décret exécutif n° 11-257 du 28 Chaâbane 1432 correspondant au 30 juillet 2011 instituant le régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture. *JORA N°42 du 31.07.2011. Page 23.*
- Décret exécutif n° 11-258 du 28 Chaâbane 1432 correspondant au 30 juillet 2011 instituant le régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'autorité phytosanitaire. *JORA N°42 du 31.07.2011. Page 24.*

ARRETES INTERMINISTERIELS

- Arrêté interministériel du 10 Ramadhan 1417 correspondant au 19 janvier 1997 portant placement en position d'activité auprès des services de la Présidence de la République de certains personnels appartenant au corps des médecins vétérinaires, spécifique au ministère de l'agriculture et de la pêche. *JORA N° 13 du 12-03-1997. Page 21.*
- Arrêté interministériel du 29 Dhou EL Hidja 1418 correspondant au 26 avril 1998 portant classement en position d'activité auprès du ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement (direction générale de la sûreté nationale) du corps des médecins vétérinaires relevant de l'administration chargée de l'agriculture et de la pêche. *JORA N° 29 du 10-05-1998. Page 19.*
- Arrêté interministériel du 12 février 2002 portant organisation en bureaux de l'administration centrale du ministère de l'agriculture. *JORA N° 31 du 05-05-2002. Page 14.*
- Arrêté interministériel du 23 novembre 2003 fixant le nombre de postes supérieurs au niveau de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural. *JORA N°34 du 30.05.2004. Page 14.*
- Arrêté interministériel du 31 décembre 2003 fixant les programmes des concours sur épreuves et des examens professionnels pour l'accès aux grades spécifiques à l'administration chargée de l'agriculture. *JORA N°79 du 08.12.2004. Page 11.*
- Arrêté interministériel du 5 avril 2004 fixant le cadre d'organisation des stages de la formation spécialisée pour la confirmation dans les corps spécifiques à l'administration des forêts. *JORA N°58 du 13.09.2004. Page 11*

- Arrêté interministériel du 5 avril 2004 fixant les programmes de la formation spécialisée pour la confirmation dans les corps spécifiques à l'administration des forêts. *JORA N°58 du 13.09.2004. Page 13*
- Arrêté interministériel du 15 mars 2004 fixant les programmes des examens professionnels pour l'accès aux corps et grades spécifiques de l'administration chargée des forêts. *JORA N°80 du 12.12.2004. Page 13*
- Arrêté interministériel du 23 Joumada Ethania 1430 correspondant au 17 juin 2009 portant placement en position d'activité auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales de certains corps spécifiques au ministère de l'agriculture et du développement rural. *JORA N°49 du 30.08.2009. Page 19.*
- Arrêté interministériel du 17 Moharram 1431 correspondant au 3 janvier 2010 fixant le nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural. *JORA N°19 du 21.02.2010. Page 35*
- Arrêté interministériel du 4 Moharram 1431 correspondant au 21 décembre 2009 fixant le nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale de la direction générale des forêts. *JORA N°21 du 31.03.2010. Page 18*
- Arrêté interministériel du 15 Rajab 1430 correspondant au 8 juillet 2009 fixant les effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services centraux du ministère de l'agriculture et du développement rural. *JORA N°45 du 08.08. 2010. Page 12*
- Arrêté interministériel du 3 Joumada Ethania 1431 correspondant au 17 mai 2010 fixant le nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture. *JORA N°71 du 24.11.2010. Page 25.*
- Arrêté interministériel du 16 Dhou El Hidja 1431 correspondant au 22 novembre 2010 fixant les effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services extérieurs de la direction générale des forêts. *JORA N°27 du 11.05.2011. Page 17.*
- Arrêté interministériel du 6 Joumada Ethania 1432 correspondant au 9 mai 2011 fixant le nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appareilleurs au titre des services extérieurs de la direction générale des forêts. *JORA N°34 du 19.06.2011. Page 14.*
- Arrêté interministériel du 26 Rajab 1432 correspondant au 28 juin 2011 modifiant l'arrêté interministériel du 8 Joumada Ethania 1430 correspondant au 2 juin 2009 fixant les effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale de la direction générale des forêts. *JORA N°69 du 18.12.2011. Page 24.*

- Arrêté interministériel du 26 Rajab 1432 correspondant au 28 juin 2011 modifiant l'arrêté interministériel du 15 Rajab 1430 correspondant au 8 juillet 2009 fixant les effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services centraux du ministère de l'agriculture et du développement rural. *JORA N°69 du 18.12.2011. Page 25.*

ARRETES

- Arrêté du 20 juillet 2004 fixant les dates d'ouverture des stages de la formation spécialisée, le nombre de candidats par corps et par grade et le lieu de déroulement des stages pour l'année 2004. *JORA N°74 du 21.11.2004. Page 14*
- Arrêté du 8 janvier 2005 portant création de commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural. *JORA N°41 du 12.06.2005. Page 22.*
- Arrêté du 8 janvier 2005 fixant la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural. *JORA N°41 du 12.06.2005. Page 24.*
- Arrêté du 8 janvier 2005 portant création de commissions de recours compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural. *JORA N°41 du 12.06.2005. Page 26.*
- Arrêté du 8 janvier 2005 fixant la composition de commissions de recours compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural. *JORA N°41 du 12.06.2005. Page 26.*
- Arrêté du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 portant délégation de signature au directeur de la protection des végétaux et du contrôle technique. *JORA N°60 du 19.10.2008. Page 17*
- Arrêté du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 portant délégation de signature au directeur de la formation, de la recherche et de la vulgarisation. *JORA N°60 du 19.10.2008. Page 17*
- Arrêté du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 portant délégation de signature au directeur des services vétérinaires. *JORA N°60 du 19.10.2008. Page 18*
- Arrêté du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 portant délégation de signature au directeur de l'administration des moyens. *JORA N°60 du 19.10.2008. Page 18*
- Arrêtés du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 portant délégation de signature à des sous-directeurs. *JORA N°60 du 19.10.2008. Page 18*
- Arrêté du 2 juin 2010 modifiant l'arrêté du 8 janvier 2005 portant création de commissions paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires de l'administration centrale de l'agriculture et du développement. *JORA N°16 du 13.03.2011. Page 20*

- Arrêté du 2 juin 2010 portant renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires de l'administration centrale de l'agriculture et du développement. *JORA N°16 du 13.03.2011. Page 22*
- Arrêté du 21 Ramadhan 1431 correspondant au 31 août 2010 portant renouvellement de la composition de la commission ministérielle de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère de l'agriculture et du développement rural. *JORA N°27 du 11.05.2011. Page 22.*

Décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture.

Le Chef du Gouvernement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116,

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture,

Vu le décret présidentiel n° 89-171 du 9 septembre 1989 portant nomination du Chef du Gouvernement,

Vu le décret présidentiel n° 89-178 du 16 septembre 1989 portant nomination des membres du Gouvernement,

Décree :

Article 1er. — Dans le cadre de la politique générale du Gouvernement et de son programme d'action approuvés conformément aux dispositions de la Constitution, le ministre de l'agriculture propose les éléments de la politique nationale dans les domaines de l'agriculture, des forêts et de la pêche et en assure la mise en œuvre, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il rend compte des résultats de son activité au Chef du Gouvernement, au Conseil du Gouvernement, au Conseil des ministres selon les formes, modalités et échéances établies.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture exerce ses attributions sur :

- l'ensemble des activités liées à la préservation, la mise en valeur et l'extension du patrimoine foncier agricole, en vue d'assurer et de promouvoir la production,

- les activités liées à l'aménagement et à l'exploitation du fonds national forestier et à la protection de la flore et de la faune,

- les activités liées à la préservation et la valorisation du potentiel halieutique, à la régulation de l'exploitation des ressources;

- Le ministre de l'agriculture participe, avec le ministre chargé des industries, à la définition de la politique en matière d'industries agro-alimentaires,

- il définit également, en liaison avec le ministre chargé de l'équipement, la politique et les plans de développement en matière d'hydraulique agricole et les conditions de sa valorisation.

Le ministre de l'agriculture a l'initiative pour proposer et impulser toute mesure d'intégration économique par la promotion de la production nationale de produits, d'équipements et de matériel utile au développement des activités de son champ de compétence. Il participe, en ce qui le concerne, à l'élaboration de la politique générale en matière d'aménagement du territoire.

Art.3. — Pour assurer ses missions définies ci-dessus, le ministre de l'agriculture :

- propose et anime toute mesure de soutien de l'Etat aux producteurs,

- initie et met en œuvre toute mesure à caractère législatif ou réglementaire régissant son domaine de compétence et veille à son application,

- élabore les lois et règlements relatifs :

- à l'exploitation des domaines fonciers agricole, forestier, pastoral et halieutique,

- à l'application des règles régissant la production des semences, plants, animaux reproducteurs,

- à l'utilisation des parcours steppiques et forestiers,

- à l'exercice des activités vétérinaires et phytosanitaires,

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture impulse le développement des activités de son domaine de compétence.

A ce titre :

- il propose les formes et modalités de convergence entre les objectifs planifiés et les intérêts propres aux opérateurs économiques,

- il veille à la mise en place des instruments de régulation et de planification des activités,

- il propose les plans périodiques de développement et veille à l'articulation des processus de conception, de maturation et de réalisation des projets d'investissements,

- il initie toute étude prospective relative à l'évolution des activités de son domaine de compétence,

- il développe les politiques de complémentarité entre la forêt, l'élevage et l'agriculture dans l'utilisation de l'espace,

- il favorise la création de cadres de rencontres et d'échanges d'informations techniques et professionnelles qui concourent au renforcement de l'indépendance alimentaire du pays.

Art. 5. — Le ministre de l'agriculture veille à la valorisation des activités de son domaine de compétence.

A ce titre :

- il définit les modalités de soutien à l'élévation de la production,

- il participe à la formulation des politiques incitatives en vue d'orienter et de soutenir la production notamment en matière de prix des produits, de crédit, de financement, de fiscalité, de subvention et d'accès aux intrants,

— il définit les conditions d'élargissement de la couverture des besoins en financement,

— il adopte les formes et les niveaux d'incitation à l'élévation de la production en fonction des objectifs planifiés et des zones agro-écologiques,

— il arrête les mesures spécifiques, complémentaires à l'instrumentation globale de régulation de l'économie nationale,

— il assure l'initiation des mesures d'ajustement en matière d'amélioration de l'organisation et de l'action des services en amont et en aval de la production,

— il assure l'adaptation et le renforcement des réseaux de mise en marche de productions, notamment par la mise en œuvre d'infrastructures appropriées de collecte, de stockage, de conditionnement et des cadres organisationnels nécessaires,

— il développe les instruments d'action sur les prix des produits et facteurs de productions.

Art. 6. — Le ministre de l'agriculture encourage la recherche scientifique appliquée aux activités dont il a la charge et impulse la diffusion des résultats auprès des opérateurs concernés.

Il soutient les actions pour la constitution de la documentation utile aux activités de son domaine de compétence.

Il veille à la large diffusion et à la vulgarisation des connaissances et techniques agricoles.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture met en place le système d'information relatif aux activités relevant de sa compétence. Il en élabore les objectifs, les stratégies, l'organisation et en définit les moyens humains, matériels et financiers en cohérence avec le système national d'information à tous les échelons.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture veille au développement des ressources humaines qualifiées pour les besoins des activités dont il a la charge.

— il initie, propose et met en œuvre l'action de l'Etat à cet effet, notamment en matière de formation et de perfectionnement,

— il organise les professions et édicte la réglementation en la matière.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture assure le bon fonctionnement des structures centrales et déconcentrées ainsi que des établissements publics placés sous sa tutelle.

Art. 10. — Le ministre de l'agriculture a l'initiative de la mise en place du système de contrôle relatif aux activités relevant de sa compétence. Il en élabore les objectifs, les stratégies, l'organisation et en définit les moyens en cohérence avec le système national de contrôle à tous les échelons.

Art. 11. — Le ministre de l'agriculture :

— participe et apporte son concours aux autorités compétentes concernées dans toutes les négociations internationales, bilatérales et multilatérales liées aux activités relevant de sa compétence,

— veille à l'application des conventions et accords internationaux et met en œuvre, en ce qui concerne le département ministériel, les mesures relatives à la concrétisation des engagements contractés,

— assure, en concertation avec le ministre chargé des affaires étrangères, la représentation du secteur aux institutions internationales traitant de questions entrant dans le cadre de ses attributions.

Art. 12. — Pour assurer la mise en œuvre des missions et la réalisation des objectifs qui lui sont assignés, le ministre de l'agriculture propose l'organisation de l'administration centrale placée sous son autorité et veille à son fonctionnement dans le cadre des lois et règlements en vigueur :

— il a l'initiative pour proposer toute institution de concertation et/ ou de coordination interministérielle et de tout autre organe de nature à permettre une meilleure prise en charge des missions qui lui sont confiées,

— il participe à l'élaboration des règles statutaires applicables aux fonctionnaires du secteur,

— il évalue les besoins du ministère en moyens matériels, financiers et humains et prend les mesures appropriées pour les satisfaire dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

Art. 13. — Sont abrogées les dispositions du décret n° 84-118 du 19 mai 1984 susvisé.

Art. 14. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er janvier 1990.

Mouloud HAMROUCHE.

Décret exécutif n° 90-13 du 1er janvier 1990 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu le décret n° 85-119 du 21 mai 1985, modifié, déterminant les missions générales des structures et des organes de l'administration centrale des ministères ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 75-89 du 30 décembre 1975 portant code des postes et télécommunications ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 90-36 du 31 décembre 1990 portant loi de finances pour 1991 ;

Vu le décret exécutif n° 91-23 exécutif du 26 janvier 1991 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1991, au ministère des postes et télécommunications, au titre du budget annexe, pour les dépenses de fonctionnement.

Décète :

Article 1^{er}. — Il est annulé sur 1991, un crédit de quarante millions de dinars (40.000.000 DA) applicable au budget annexe des postes et télécommunications et au chapitre n° 69-41 : « Excédent d'exploitation affecté aux investissements ».

Art. 2. — Il est ouvert sur 1991, un crédit de quarante millions de dinars (40.000.000 DA) applicable au budget annexe des postes et télécommunications et au chapitre n° 69-43 : « Excédent affecté au fonds de revenus complémentaires des personnels ».

Art. 3. — Le ministre de l'économie et le ministre des postes et télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 mai 1991.

Mouloud HAMROUCHE.

Décret exécutif n° 91-133 du 11 mai 1991 portant création d'une inspection générale au ministère de l'agriculture.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu le décret présidentiel n° 89-171 du 9 septembre 1989 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 89-178 du 16 septembre 1989 modifié et complété portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1^{er} janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-13 du 1^{er} janvier 1990 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-188 du 23 juin 1990 déterminant les structures et les organes de l'administration centrale des ministères ;

Vu le décret exécutif n° 90-226 du 25 juillet 1990 fixant les droits et obligations des travailleurs exerçant des fonctions supérieures de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 90-227 du 25 juillet 1990 fixant la liste des fonctions supérieures de l'Etat au titre de l'administration, des institutions et organismes publics ;

Vu le décret exécutif n° 90-228 du 25 juillet 1990 fixant le mode de rémunération applicable aux travailleurs exerçant des fonctions supérieures de l'Etat ;

Décète :

Article 1^{er}. — En application de l'article 17 du décret n° 90-188 du 23 juin 1988 susvisé, il est créé au sein du ministère de l'agriculture, un organe permanent d'inspection, de contrôle et d'évaluation, dénommé ci-après « l'inspection générale ». L'inspection générale est placée sous l'autorité du ministre.

Art. 2. — L'inspection générale est chargée, dans le cadre de sa mission générale, du contrôle de l'application de la législation et de la réglementation en vigueur spécifique au secteur et de régulation du fonctionnement des organes, structures et établissements sous tutelle du ministère de l'agriculture ; à ce titre, elle a pour mission de :

- Veiller au respect des conditions d'application de la législation, de la réglementation en vigueur,

- Veiller au respect des conditions d'utilisation et de gestion des moyens mis à la disposition des organes, structures et établissements sous tutelle,

- Prévenir et constater les insuffisances et les défaillances dans la gestion et la marche des services de l'administration chargée de l'agriculture et de proposer les correctifs nécessaires,

- Veiller à la qualité des prestations offertes notamment aux agriculteurs,

- apporter son concours aux responsables de structures et d'établissements pour leur permettre d'exercer leurs prérogatives dans le respect des lois et règlements en vigueur,

- proposer les mesures de nature à lutter contre la bureaucratie et les lenteurs administratives dans le secteur,

- s'assurer de la concrétisation de l'impératif de rigueur dans l'organisation du travail,

- émettre des avis et recommandations visant l'amélioration de l'organisation et du fonctionnement des services, structures et autres organes,

— émettre des avis et recommandations visant l'amélioration des méthodes et procédures utilisées par les services publics agricoles dans les différents domaines,

— mener toute enquête ou toute mission ponctuelle rentrant dans le champ de ses compétences.

Art. 3. — L'inspection générale intervient sur la base d'un programme annuel d'inspection qu'elle soumet à l'approbation du ministre.

Elle peut également intervenir de manière inopinée à la demande du ministre.

Toute mission d'inspection ou de contrôle est sanctionnée par un rapport que l'inspecteur général soumet au ministre.

Art. 4. — L'inspection générale est dirigée par un inspecteur général assisté de quatre (4) inspecteurs.

Art. 5. — L'inspecteur général anime, coordonne et suit les activités des inspecteurs placés sous son autorité. L'inspecteur général rend compte régulièrement au ministre des activités menées par l'inspection générale.

— Il établit en outre, un rapport annuel d'activité de l'inspection générale qu'il soumet au ministre,

— La répartition des tâches entre les inspecteurs et le programme des travaux est fixé par le ministre, sur proposition de l'inspecteur général,

— Dans la limite de ses attributions, l'inspecteur général reçoit délégation de signature du ministre.

Art. 6. — L'inspecteur général et les inspecteurs sont nommés par décret exécutif sur proposition du ministre, il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Art. 7. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 mai 1991.

Mouloud HAMROUCHE.

Décret exécutif N° 91-134 du 11 mai 1991 érigeant l'institut de technologie agricole de mostaganem en institut national de formation supérieure en agronomie de Mostaganem.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre aux universités ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu l'ordonnance n° 69-82 du 15 octobre 1969 modifiée et complétée portant création d'un institut de technologie agricole de mostaganem ;

Vu la loi n° 84-05 du 7 janvier 1984 relative à la planification des effectifs du système éducatif ;

Vu le décret n° 81-122 du 13 juin 1981 portant réorganisation du régime des études à l'institut de technologie agricole de mostaganem ;

Vu le décret n° 83-363 du 28 mai 1983 relatif à l'exercice de la tutelle pédagogique sur les établissements de formation supérieure ;

Vu la décret n° 85-243 du 1er octobre 1985 portant statut type des instituts nationaux de formation supérieure ;

Vu le décret n° 87-70 du 17 mars 1987 portant organisation de la post-graduation ;

Vu le décret présidentiel n° 89-178 du 16 septembre 1989, modifiée et complétée, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article. 1^{er}. — L'institut de technologie agricole de mostaganem, objet de l'ordonnance n° 69-82 du 15 octobre 1969 susvisée est érigé en institut national de formation supérieure dénommé « Institut national de formation supérieure en agronomie de Mostaganem » régi par les dispositions du décret n° 85-243 du 1^{er} octobre 1985 susvisé et celles du présent décret.

Art. 2. — L'institut est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture.

Art. 3. — Outre les membres prévus par l'article 9 du décret n° 85-243 du 1^{er} octobre 1985 susvisé, le conseil d'orientation de l'institut comprend au titre des principaux secteurs utilisateurs :

- un (1) représentant du ministre de l'intérieur,
- un (1) représentant du ministre de l'équipement,
- un (1) représentant du ministre des mines et de l'industrie,
- un (1) représentant du ministre délégué à la recherche et à la technologie.

Art. 4. — Outre les postes prévus par l'article 18 du décret n° 85-243 susvisé, le directeur de l'institut est assisté dans sa tâche par un sous-directeur chargé de la gestion de l'exploitation agricole relevant de l'institut liée aux activités de formation de l'établissement.

Le sous-directeur chargé de la gestion de l'exploitation agricole est nommé par arrêté du ministre de tutelle sur proposition du directeur de l'institut, parmi les fonctionnaires du grade au moins d'ingénieur d'Etat ou d'un grade équivalent ayant cinq (5) années d'expérience professionnelle.

D E C R E T S

Décret exécutif n° 94-171 du 12 Moharram 1415 correspondant au 22 juin 1994 modifiant et complétant le décret exécutif n° 91-133 du 11 mai 1991 portant création d'une inspection générale au ministère de l'agriculture.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81- 4 et 116 (alinéa 2) ;

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire ;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1^{er} janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-188 du 23 juin 1990 déterminant les structures et les organes de l'administration centrale des ministères ;

Vu le décret exécutif n° 91-133 du 11 mai 1991 portant création d'une inspection générale au ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 92-493 du 28 décembre 1992 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Décrète :

Article 1^{er}. — Les dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 91-133 du 11 mai 1991 susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

"Art. 4. — L'inspection générale est dirigée par un inspecteur général assisté de sept (7) inspecteurs."

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Moharram 1415 correspondant au 22 juin 1994.

Mokdad SIFI.

Décret exécutif n° 94-172 du 12 Moharram 1415 correspondant au 22 juin 1994 modifiant et complétant le décret n° 85-260 du 29 octobre 1985 portant approbation d'un cahier des charges type relatif à l'octroi des concessions de gestion, d'exploitation et d'entretien des équipements hydrauliques dans les périmètres irrigués.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81- 4 et 116 (alinéa 2) ;

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire ;

Vu le décret n° 85-260 du 29 octobre 1985 portant approbation d'un cahier des charges type relatif à l'octroi des concessions de gestion, d'exploitation et d'entretien des équipements hydrauliques dans les périmètres irrigués.

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1^{er} janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Décrète :

Article 1^{er}. — L'annexe du décret n° 85-260 du 29 octobre 1985 susvisé est modifiée et complétée conformément aux dispositions ci-dessous.

Art. 2. — L'article 8 de l'annexe du décret n° 85-260 du 29 octobre 1985, susvisé est modifié comme suit :

« — Dans le point intitulé "le réseau d'assainissement-drainage" sont abrogées les lignes suivantes :

... sur la base d'un bordereau des prix annexé à l'original du présent cahier des charges ;

— Dans le point intitulé "le réseau de pistes et les servitudes d'accès" sont abrogées les lignes suivantes :

... basée sur un bordereau de prix annexé à l'original du présent cahier des charges ».

a) de l'indemnité d'expérience instituée par le décret n° 85-58 du 23 mars 1985, modifié et complété, susvisé.

b) de l'indemnité de sujétion spéciale instituée par le décret exécutif n° 91-121 du 4 mai 1991, modifié, susvisé.

c) de l'indemnité de l'amélioration des performances pédagogiques instituée par le décret exécutif n° 91-122 du 4 mai 1991, modifié, susvisé.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 Safar 1416 correspondant au 25 juillet 1995.

Mokdad SIFI.



Décret exécutif n° 95-200 du 27 Safar 1416 correspondant au 25 juillet 1995, modifiant et complétant le décret exécutif n° 92-493 du 28 décembre 1992 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture.

Le Chef du Gouvernement,

Sur rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4 et 116 (alinéa 2) ;

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire ;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-114 du 21 avril 1990, modifié, portant création de l'agence nationale des forêts ;

Vu le décret exécutif n° 90-188 du 23 juin 1990 déterminant les structures et les organes de l'administration centrale des ministères ;

Vu le décret exécutif n° 91-33 du 9 février 1991 portant réorganisation du Museum national de la nature en agence nationale pour la conservation de la nature ;

Vu le décret exécutif n° 92-493 du 28 décembre 1992 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Décrète :

Article 1er. — *L'article 1er* du décret exécutif n° 92-493 du 28 décembre 1992 susvisé est modifié et complété *in fine* par un alinéa ainsi rédigé.

"Article 1er. —

Outre les structures prévues ci-dessus, il est créé auprès du ministre de l'agriculture, une direction générale des forêts dont l'organisation est fixée par un texte particulier".

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 Safar 1416 correspondant au 25 juillet 1995.

Mokdad SIFI.



Décret exécutif n° 95-201 du 27 Safar 1416 correspondant au 25 juillet 1995, portant organisation de l'administration centrale de la direction générale des forêts.

Le Chef du Gouvernement,

Sur rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4 et 116 (alinéa 2) ;

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire ;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-114 du 21 avril 1990, modifié et complété, portant création de l'agence nationale des forêts ;

Vu le décret exécutif n° 90-188 du 23 juin 1990 déterminant les structures et les organes de l'administration centrale des ministères ;

Vu le décret exécutif n° 95-200 du 27 Safar 1415 correspondant au 25 juillet 1995, modifiant et complétant le décret exécutif n° 92-493 du 28 décembre 1992 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

a) de l'indemnité d'expérience instituée par le décret n° 85-58 du 23 mars 1985, modifié et complété, susvisé.

b) de l'indemnité de sujétion spéciale instituée par le décret exécutif n° 91-121 du 4 mai 1991, modifié, susvisé.

c) de l'indemnité de l'amélioration des performances pédagogiques instituée par le décret exécutif n° 91-122 du 4 mai 1991, modifié, susvisé.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 Safar 1416 correspondant au 25 juillet 1995.

Mokdad SIFI.



Décret exécutif n° 95-200 du 27 Safar 1416 correspondant au 25 juillet 1995, modifiant et complétant le décret exécutif n° 92-493 du 28 décembre 1992 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture.

Le Chef du Gouvernement,

Sur rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4 et 116 (alinéa 2) ;

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire ;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-114 du 21 avril 1990, modifié, portant création de l'agence nationale des forêts ;

Vu le décret exécutif n° 90-188 du 23 juin 1990 déterminant les structures et les organes de l'administration centrale des ministères ;

Vu le décret exécutif n° 91-33 du 9 février 1991 portant réorganisation du Museum national de la nature en agence nationale pour la conservation de la nature ;

Vu le décret exécutif n° 92-493 du 28 décembre 1992 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Décrète :

Article 1er. — *L'article 1er* du décret exécutif n° 92-493 du 28 décembre 1992 susvisé est modifié et complété *in fine* par un alinéa ainsi rédigé.

"Article 1er. —

Outre les structures prévues ci-dessus, il est créé auprès du ministre de l'agriculture, une direction générale des forêts dont l'organisation est fixée par un texte particulier".

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 Safar 1416 correspondant au 25 juillet 1995.

Mokdad SIFI.



Décret exécutif n° 95-201 du 27 Safar 1416 correspondant au 25 juillet 1995, portant organisation de l'administration centrale de la direction générale des forêts.

Le Chef du Gouvernement,

Sur rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4 et 116 (alinéa 2) ;

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire ;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-114 du 21 avril 1990, modifié et complété, portant création de l'agence nationale des forêts ;

Vu le décret exécutif n° 90-188 du 23 juin 1990 déterminant les structures et les organes de l'administration centrale des ministères ;

Vu le décret exécutif n° 95-200 du 27 Safar 1415 correspondant au 25 juillet 1995, modifiant et complétant le décret exécutif n° 92-493 du 28 décembre 1992 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer l'organisation de l'administration centrale de la direction générale des forêts.

Art. 2. — La direction générale des forêts comprend :

1. — La direction de la gestion du patrimoine forestier, qui comporte :

- la sous-direction des aménagements,
- la sous-direction des inventaires et de la propriété forestière,
- la sous-direction de la gestion et de la police forestière.

2. — La direction de la mise en valeur des terres et de la lutte contre la désertification, qui comporte :

- la sous-direction des reboisements et des pépinières,
- la sous-direction de la conservation des sols et de la mise en valeur des terres,
- la sous-direction de la lutte contre la désertification.

3. — La direction de la protection de la faune et de la flore, qui comporte :

- la sous-direction des parcs et des groupements végétaux naturels,
- la sous-direction de la chasse et des activités cynégétiques,
- la sous-direction de la protection du patrimoine forestier.

4. — La direction de la planification, qui comporte :

- la sous-direction des études et de la planification,
- la sous-direction de la documentation, des archives et des statistiques,
- la sous-direction de la normalisation.

5. — La direction de l'administration et des moyens, qui comporte :

- la sous-direction des ressources humaines et de la formation,
- la sous-direction de la comptabilité et du budget,
- la sous-direction des moyens.

Art. 3. — Le directeur général des forêts est assisté de deux (2) directeurs d'études chargés respectivement de :

- l'information, de la réglementation et du contentieux,
- la coopération internationale.

Art. 4. — Outre les structures prévues ci-dessus, la direction générale des forêts dispose de services déconcentrés dont l'organisation et le fonctionnement sont fixés par un texte particulier.

A titre transitoire, la direction générale des forêts s'appuie sur les services déconcentrés prévus à l'article 11, modifié du décret exécutif n° 90-114 du 21 avril 1990 susvisé.

Art. 5. — Sont transférés à la direction générale des forêts, le patrimoine, les moyens humains et matériels, ainsi que les droits et obligations relevant de l'agence nationale des forêts.

Le transfert donne lieu à l'établissement d'un inventaire qualitatif et quantitatif conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 6. — Les dispositions contraires du décret exécutif n° 90-114 du 21 avril 1990 sont abrogées.

Art. 7. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 Safar 1416 correspondant au 25 juillet 1995.

Mokdad SIFI.



Décret exécutif n° 95-202 du Aouel Rabie El Aouel 1416 correspondant au 29 juillet 1995 relatif au formulaire de souscriptions de signatures pour les candidats à l'élection à la Présidence de la République

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative:

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2) ;

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire;

Vu la loi n° 89-13 du 7 août 1989, modifiée et complétée, portant loi électorale, notamment son article 110;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer la liste des documents composant le dossier de restitution des terres agricoles ayant fait l'objet d'une nationalisation ou d'une donation au titre de la révolution agraire ou d'une mise sous protection de l'Etat.

Art. 2. — Les documents, prévus ci-dessus, sont :

- une demande de restitution des terres agricoles, formulée par l'intéressé ;
- l'arrêté de nationalisation, de donation ou de mise sous protection de l'Etat ou tout autre document le prouvant ;
- l'acte authentique de propriété ou tout autre titre légal qui confirme la propriété ou la possession des terres ;
- le formulaire retiré auprès de la direction des services agricoles de la wilaya et rempli par l'intéressé.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Dhou El Kaada 1416 correspondant au 6 avril 1996.

Ahmed OUYAHIA.



Décret exécutif n° 96-120 du 18 Dhou El Kaada 1416 correspondant au 6 avril 1996 modifiant et complétant le décret exécutif n° 92-493 du 28 décembre 1992, modifié et complété, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4 et 116 (alinéa 2);

Vu le décret présidentiel n° 95-450 du 9 Chaâbane 1416 correspondant au 31 décembre 1995 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-115 du 21 avril 1990 portant création de l'agence nationale pour le développement des pêches ;

Vu le décret exécutif n° 90-188 du 23 juin 1990 déterminant les structures et les organes de l'administration centrale des ministères ;

Vu le décret exécutif n° 91-33 du 9 février 1991 portant réorganisation du muséum national de la nature en agence nationale pour la conservation de la nature ;

Vu le décret exécutif n° 92-493 du 28 décembre 1992, modifié et complété, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Décète :

Article 1er. — *L'article 1er* du décret exécutif n° 92-493 du 28 décembre 1992 susvisé est modifié et complété *in fine* par un alinéa ainsi rédigé.

"Article 1er....."

Outre les structures prévues ci-dessus, il est créé auprès du ministère de l'agriculture et de la pêche, une direction générale des pêches dont l'organisation est fixée par un texte particulier".

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Dhou El Kaada 1416 correspondant au 6 avril 1996.

Ahmed OUYAHIA.



Décret exécutif n° 96-121 du 18 Dhou El Kaada 1416 correspondant au 6 avril 1996 fixant les conditions et les modalités d'exercice de la pêche.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 73-12 du 3 avril 1973, modifiée et complétée portant création du service national des garde-côtes ;

Vu l'ordonnance n° 76-80 du 23 octobre 1976 portant code maritime ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 83-17 du 16 juillet 1983 portant code des eaux ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

— de proposer l'organisation du marché des produits de la pêche et de l'aquaculture,

— de veiller à la qualité et la salubrité des produits de la pêche et de l'aquaculture,

— d'organiser et d'animer la profession et de promouvoir les conditions sociales de celle-ci,

— de collecter, de traiter et de diffuser les informations liées à son domaine de compétence et d'établir les bilans et rapports périodiques sur l'évaluation de ses activités,

— d'instruire les dossiers relatifs aux demandes d'autorisations prévues par la législation et la réglementation en matière de pêche et d'aquaculture,

— de mettre en œuvre des programmes de vulgarisation des techniques de pêche et d'aquaculture et de sensibilisation de la profession et du public sur la préservation du patrimoine halieutique et aquacole.

Art. 3. — La délégation des pêches de wilaya est dirigée par un délégué nommé par décret exécutif, sur proposition du ministre chargé des pêches.

La rémunération attachée à la fonction de délégué des pêches, est celle qui découle de la classification de directeur de wilaya.

Art. 4. — Le délégué des pêches gère les moyens humains, matériels et financiers mis à sa disposition ainsi que les opérations sectorielles d'équipement liées à son domaine de compétence.

A ce titre, il est ordonnateur secondaire des crédits qui lui sont affectés.

Art. 5. — La délégation des pêches est organisée en services et bureaux dont le nombre est fixé selon la spécificité de chaque wilaya et l'importance des tâches à assurer.

Le nombre des services ne peut excéder cinq (5) et trois (3) pour les bureaux.

Les dispositions du présent article sont mises en œuvre par arrêté conjoint des ministres chargés des pêches; des finances et de la fonction publique.

Art. 6. — La délégation des pêches de wilaya, dispose en tant que de besoin auprès des ports de pêche, d'antennes dont le nombre est fixé par arrêté conjoint des ministres chargés, des pêches; des finances et de la fonction publique.

Art. 7. — Les chefs de services et les chefs d'antennes ainsi que les chefs de bureaux sont nommés par arrêté du ministre chargé des pêches.

Art. 8. — Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 5 du décret exécutif n° 96-128 du 25 Dhou El Kaada 1416 correspondant au 13 avril 1996 susvisé sont abrogées.

Art. 9. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996.

Ahmed OUYAHIA.



Décret exécutif n° 96-468 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 portant création de l'inspection générale des forêts.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu le décret présidentiel n° 95-450 du 9 Chaâbane 1416 correspondant au 31 décembre 1995 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture;

Vu le décret exécutif n° 90-226 du 25 juillet 1990, modifié, fixant les droits et les obligations des travailleurs exerçant des fonctions supérieures de l'Etat;

Vu le décret exécutif n° 90-227 du 25 juillet 1990, modifié et complété, fixant la liste des fonctions supérieures de l'Etat au titre de l'administration, des institutions et organismes publics;

Vu le décret exécutif n° 90-228 du 25 juillet 1990 fixant le mode de rémunération applicable aux travailleurs exerçant des fonctions supérieures de l'Etat;

Vu le décret exécutif n° 92-493 du 28 décembre 1992, modifié et complété, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture;

Vu le décret exécutif n° 95-201 du 27 Safar 1416 correspondant au 25 juillet 1995 portant organisation de l'administration centrale de la direction générale des forêts.

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de créer l'inspection générale des forêts, ci-après désignée «inspection générale».

Art. 2. — L'inspection générale est chargée du contrôle de l'application de la législation et de la réglementation liées au secteur des forêts.

A ce titre, elle est notamment chargée :

— de s'assurer du fonctionnement normal et régulier des structures, établissements et organismes publics relevant du secteur des forêts,

— de veiller à la préservation et à l'utilisation rationnelle des ressources et des moyens du secteur des forêts ainsi que ceux qui sont mis à sa disposition;

— de s'assurer de la mise en œuvre et du suivi des décisions et orientations arrêtées par l'administration centrale des forêts,

— d'évaluer périodiquement les activités des structures déconcentrées des forêts et des organismes sous tutelle,

— de proposer toutes mesures susceptibles d'améliorer et de renforcer l'action des structures relevant du secteur des forêts en matière de gestion forestière.

Art. 3. — L'inspection générale intervient sur la base d'un programme annuel d'évaluation et de contrôle, qu'elle établit et soumet à l'approbation du directeur général des forêts.

Art. 4. — L'inspection générale peut être chargée en tant que de besoin, de toute enquête rendue nécessaire par une situation particulière.

Art. 5. — Toute mission d'évaluation ou de contrôle est sanctionnée par un rapport circonstancié établi par l'inspecteur général et adressé au directeur général des forêts.

Art. 6. — L'inspection générale est tenue d'établir un bilan annuel de ses activités qu'elle adresse au directeur général des forêts

Art. 7. — L'inspection générale est tenue de préserver la confidentialité des informations et des documents dont elle a la gestion, la connaissance et le suivi.

Art. 8. — L'inspection générale relève hiérarchiquement de la direction générale des forêts.

Art. 9. — L'inspection générale est dirigée par un inspecteur général assisté de quatre (4) inspecteurs.

L'inspecteur général anime, coordonne et répartit les tâches entre les inspecteurs, il en informe le directeur général des forêts.

Art. 10. — L'inspecteur général est nommé par décret exécutif sur proposition du ministre chargé des forêts.

Il a rang d'inspecteur général de ministère.

Art. 11. — Les inspecteurs sont nommés par décret exécutif sur proposition du ministre chargé des forêts.

Ils ont rang d'inspecteur de ministère.

Art. 12. — Les fonctions d'inspecteur général et d'inspecteur sont des fonctions supérieures de l'Etat et sont régies par les dispositions des décrets exécutifs n°s 90-226, 90-227 et 90-228 du 25 juillet 1990 susvisés.

Art. 13. — L'inspecteur général et les inspecteurs ont accès à toutes informations et documents jugés utiles pour l'exécution de leurs missions. Toutefois, dans l'exercice de leurs fonctions, l'inspecteur général et les inspecteurs doivent être munis d'un ordre de mission.

Art. 14. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996.

Ahmed OUYAHIA.



Décret exécutif n° 96-469 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 fixant les modalités d'application des dispositions de l'article 160 de l'ordonnance n° 95-27 du 8 Chaâbane 1416 correspondant au 30 décembre 1995 portant loi de finances pour 1996.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 95-27 du 8 Chaâbane 1416 correspondant au 30 décembre 1995 portant loi de finances pour 1996, notamment son article 160;

Vu la loi n° 88-17 du 10 mai 1988 relative à l'orientation et l'organisation des transports terrestres;

Vu le décret présidentiel n° 95-450 du 9 Chaâbane 1416 correspondant au 31 décembre 1995 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement.

Décret exécutif n° 2000-148 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 modifiant et complétant le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85 (1° et 4°) et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret présidentiel n° 99-299 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993 portant réaménagement des statuts de l'institut national de la protection des végétaux ;

Décète :

Article 1er — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions du décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, susvisé.

Art. 2 — *L'article 1er* du décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, susvisé, est modifié et rédigé comme suit :

"Article. 1er — Dans le cadre de la politique générale du Gouvernement et de son programme d'action approuvés conformément aux dispositions de la Constitution, le ministre de l'agriculture propose les éléments de la politique nationale dans les domaines de l'agriculture et des forêts et en assure la mise en œuvre, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il rend compte des résultats de son activité au Chef du Gouvernement, au conseil du Gouvernement et au conseil des ministres selon les formes, modalités et échéances établies ".

Art. 3 — *L'article 2* du décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, susvisé, est modifié, complété et rédigé comme suit :

"Art. 2. — Le ministre de l'agriculture exerce ses attributions sur :

— l'ensemble des activités liées à la préservation, la mise en valeur et l'extension du patrimoine foncier agricole, en vue d'assurer et de promouvoir la production ;

— les activités liées à l'aménagement et à l'exploitation du fonds national forestier et à la protection de la flore et de la faune.

Le ministre de l'agriculture participe, en liaison avec le ministre chargé des ressources en eau, à la définition de la politique en matière d'hydraulique agricole. Il définit les conditions de développement, de valorisation et d'utilisation des ressources en eau à usage agricole.

Le ministre de l'agriculture définit, avec les ministres concernés, la politique d'intégration agro-industrielle.

Le ministre de l'agriculture a l'initiative pour proposer et impulser toute mesure d'intégration économique par la promotion de la production nationale de produits, d'équipements et de matériels utiles au développement des activités relevant de son champ de compétence.

Il participe, en ce qui le concerne, à l'élaboration de la politique générale en matière d'aménagement du territoire.

Il développe toute action à même d'assurer la sécurité alimentaire du pays".

Art. 4. — *L'article 3* du décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, susvisé, est modifié et complété et rédigé comme suit :

"Art. 3. — Pour assurer ses missions définies ci-dessus, le ministre de l'agriculture :

— propose et anime toute mesure de soutien de l'Etat aux producteurs ;

— initie et met en œuvre toute mesure à caractère législatif ou réglementaire régissant son domaine de compétence et veille à son application ;

— élabore les projets de lois et les règlements relatifs notamment à :

* l'exploitation des domaines fonciers agricole, forestier et pastoral,

* l'application des règles régissant la production des semences, plants et animaux reproducteurs,

* l'utilisation des parcours steppiques et forestiers,

* l'exercice des activités vétérinaires et phytosanitaires,

et à l'orientation agricole de manière générale ".

Art. 5. — *L'alinéa 6 de l'article 4* du décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, susvisé, est modifié et rédigé comme suit :

"Art.4. —

— il favorise la création de cadres de rencontres et d'échanges d'informations techniques et professionnelles qui concourent au renforcement de la sécurité alimentaire du pays ".

Art. 6. — *L'article 5 du décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, susvisé, est modifié, complété et rédigé comme suit :*

"Art. 5. — Le ministre de l'agriculture veille à la valorisation des activités de son domaine de compétence.

A ce titre :

— il définit les modalités de mise en valeur et d'aménagement des zones arides et semi-arides,

— il définit les modalités de soutien à l'amélioration de la production ;

— il initie et met en œuvre les politiques incitatives en vue d'orienter et de soutenir la production ;

— il propose les mesures de fiscalité adaptées au secteur agricole et à son environnement ;

— il définit les conditions d'élargissement de la couverture des besoins en financement ;

— il adapte les formes et les niveaux d'incitation à l'augmentation de la production en fonction des objectifs planifiés et des zones naturelles homogènes ;

— il arrête les mesures spécifiques et complémentaires à l'instrumentation globale de régulation de l'économie nationale ;

— il assure l'initiation des mesures d'ajustement en matière d'amélioration de l'organisation et de l'action des services en amont et en aval de la production ;

— il assure l'adaptation et le renforcement des réseaux de mise en marche de productions, notamment par la mise en œuvre d'infrastructures appropriées de collecte, de stockage, de conditionnement et des cadres organisationnels nécessaires ;

— il développe les instruments d'action sur les prix des produits et facteurs de production".

Art. 7. — *L'alinéa 2 de l'article 8 du décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, susvisé, est modifié et rédigé comme suit :*

"Art. 8. —

— il suscite l'organisation des professions et édicte la réglementation en la matière".

Art. 8. — Il est inséré un *article 12 bis*, au décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, susvisé, rédigé comme suit :

"Art. 12 bis. — L'autorité phytosanitaire est assurée par l'administration centrale du ministère de l'agriculture".

Art. 9. — Sont abrogées les dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993, susvisé.

Art. 10. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000.

Ahmed BENBITOUR.

-----★-----

Décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret présidentiel n° 99-299 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-188 du 23 juin 1990, modifié et complété, déterminant les structures et les organes de l'administration centrale des ministères ;

Vu le décret exécutif n° 91-133 du 11 mai 1991, modifié et complété, portant création d'une inspection générale au ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 92-493 du 28 décembre 1992 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-201 du 27 Safar 1416 correspondant au 25 juillet 1995 portant organisation de l'administration centrale de la direction générale des forêts ;

Décète :

Article 1er. — Sous l'autorité du ministre, l'administration centrale du ministère de l'agriculture comprend :

— Le secrétaire général, assisté de deux (2) directeurs d'études ;

— Le chef de cabinet, assisté de huit (8) chargés d'études et de synthèse chargés ;

Art. 6. — *L'article 5 du décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, susvisé, est modifié, complété et rédigé comme suit :*

"Art. 5. — Le ministre de l'agriculture veille à la valorisation des activités de son domaine de compétence.

A ce titre :

— il définit les modalités de mise en valeur et d'aménagement des zones arides et semi-arides,

— il définit les modalités de soutien à l'amélioration de la production ;

— il initie et met en œuvre les politiques incitatives en vue d'orienter et de soutenir la production ;

— il propose les mesures de fiscalité adaptées au secteur agricole et à son environnement ;

— il définit les conditions d'élargissement de la couverture des besoins en financement ;

— il adapte les formes et les niveaux d'incitation à l'augmentation de la production en fonction des objectifs planifiés et des zones naturelles homogènes ;

— il arrête les mesures spécifiques et complémentaires à l'instrumentation globale de régulation de l'économie nationale ;

— il assure l'initiation des mesures d'ajustement en matière d'amélioration de l'organisation et de l'action des services en amont et en aval de la production ;

— il assure l'adaptation et le renforcement des réseaux de mise en marche de productions, notamment par la mise en œuvre d'infrastructures appropriées de collecte, de stockage, de conditionnement et des cadres organisationnels nécessaires ;

— il développe les instruments d'action sur les prix des produits et facteurs de production".

Art. 7. — *L'alinéa 2 de l'article 8 du décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, susvisé, est modifié et rédigé comme suit :*

"Art. 8. —

— il suscite l'organisation des professions et édicte la réglementation en la matière".

Art. 8. — Il est inséré un *article 12 bis*, au décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, susvisé, rédigé comme suit :

"Art. 12 bis. — L'autorité phytosanitaire est assurée par l'administration centrale du ministère de l'agriculture".

Art. 9. — Sont abrogées les dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993, susvisé.

Art. 10. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000.

Ahmed BENBITOUR.

-----★-----

Décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret présidentiel n° 99-299 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-188 du 23 juin 1990, modifié et complété, déterminant les structures et les organes de l'administration centrale des ministères ;

Vu le décret exécutif n° 91-133 du 11 mai 1991, modifié et complété, portant création d'une inspection générale au ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 92-493 du 28 décembre 1992 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-201 du 27 Safar 1416 correspondant au 25 juillet 1995 portant organisation de l'administration centrale de la direction générale des forêts ;

Décète :

Article 1er. — Sous l'autorité du ministre, l'administration centrale du ministère de l'agriculture comprend :

— Le secrétaire général, assisté de deux (2) directeurs d'études ;

— Le chef de cabinet, assisté de huit (8) chargés d'études et de synthèse chargés ;

- de la préparation des dossiers relatifs à l'activité gouvernementale ;
 - du suivi des dossiers relatifs :
 - à l'exploitation et à l'encadrement technique du secteur ;
 - aux relations avec les associations et organisations professionnelles ;
 - aux grands programmes de développement ;
 - aux activités de financement et de protection de la production agricole ;
 - à la préparation et à l'organisation de la communication ;
 - aux relations extérieures ;
 - de la mise en œuvre et du développement des dispositifs de la sûreté interne des établissements ;
- et de sept (7) attachés de cabinet.

L'inspection générale dont l'organisation et le fonctionnement sont fixés par décret exécutif.

Les structures suivantes :

- 1 - la direction de l'organisation foncière et de la protection des patrimoines,
- 2 - la direction du développement agricole dans les zones arides et semi-arides,
- 3 - la direction de la régulation et du développement des productions agricoles,
- 4 - la direction de la protection des végétaux et du contrôle technique,
- 5 - la direction des services vétérinaires,
- 6 - la direction de la programmation, des investissements et des études économiques,
- 7 - la direction des statistiques agricoles et des systèmes d'information,
- 8 - la direction de la formation, de la recherche et de la vulgarisation,
- 9 - la direction des affaires juridiques et de la réglementation,
- 10 - la direction de l'administration des moyens.

La direction générale des forêts demeure régie par le décret exécutif n° 95-201 du 27 Safar 1416 correspondant au 25 juillet 1995, susvisé.

Art. 2. — La direction de l'organisation foncière et de la protection des patrimoines est chargée de contribuer à la définition et à la mise en œuvre de la politique agricole en matière d'organisation foncière, de valorisation et d'extension du potentiel productif ainsi que de la protection des patrimoines immobiliers et génétiques.

Elle comprend trois (3) sous directions :

*** La sous-direction de l'organisation foncière, chargée :**

- d'élaborer et de suivre l'application des textes législatifs et réglementaires d'encadrement et d'organiser le patrimoine foncier agricole ;
- de suivre et d'évaluer l'application des instruments de régulation foncière ;
- de suivre les opérations d'assainissement des contentieux fonciers.

*** La sous-direction des concessions, chargée :**

- de suivre et d'évaluer la mise en œuvre du programme de mise en valeur des terres par la concession ;
- de suivre les concessions des ouvrages et infrastructures hydrauliques ;
- de gérer le fonds spécial de mise en valeur des terres par la concession.

*** La sous-direction de la protection des patrimoines génétiques, chargée :**

- d'orienter, d'organiser et de produire des animaux reproducteurs, semences et plants ;
- de normaliser l'utilisation des moyens et facteurs de production ;
- d'améliorer les performances du matériel génétique de reproduction végétale et animale ;
- d'harmoniser les contrôles, méthodes d'analyse et procédures d'échantillonnage et de les rendre transparents ;
- promouvoir les produits certifiés et labellisés.

Art. 3. — La direction du développement agricole dans les zones arides et semi-arides est chargée :

- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique de développement agricole durable dans les zones arides et semi-arides ;
- de mettre en œuvre des schémas d'aménagement des espaces agricoles ;
- de contribuer à la mise en œuvre des programmes de lutte contre la dégradation des sols ;
- de veiller à la valorisation et à l'utilisation rationnelle des ressources en eau d'irrigation et des sols en vue de leur durabilité ;
- de contribuer à l'identification des données de base à caractère agronomique, technique, économique, financier et sociologique en vue de mettre en place une banque de données sous forme d'un système d'information géographique.

Elle comprend quatre (4) sous-directions :

*** La sous-direction du développement de l'agriculture saharienne, chargée :**

- d'initier et de mettre en œuvre la politique de développement agricole durable dans les régions sahariennes ;

- de contribuer à l'élaboration des instruments juridiques et réglementaires nécessaires au développement des régions sahariennes ;

- d'initier et de contribuer à l'élaboration des études liées notamment aux schémas d'aménagement des espaces agricoles et de veiller à leur mise en œuvre ;

- d'initier et de mettre en œuvre les programmes de développement agricole visant notamment la préservation, la sauvegarde et la réhabilitation des oasis.

*** La sous-direction du développement agricole dans les zones steppiques, chargée :**

- de veiller à l'application du schéma d'aménagement de l'espace steppique ;

- d'élaborer, de suivre et d'évaluer les programmes de mise en valeur, d'aménagement et d'organisation des parcours steppiques ;

- de veiller à la préservation et à la protection de la steppe.

*** La sous-direction du développement de l'agriculture de montagne, chargée :**

- de contribuer à la préservation et à la valorisation des sols et de l'eau d'irrigation et au soutien des activités rurales annexes ;

- d'initier et de suivre les programmes annuels et pluriannuels de développement de l'agriculture de montagne ;

- de développer les politiques de complémentarité entre forêts, élevages, agriculture et écologie.

*** La sous-direction des techniques d'irrigation, chargée :**

- de définir, de mettre en œuvre et d'encadrer un programme national de vulgarisation, d'appui et de développement des techniques d'irrigation en liaison avec les institutions sectorielles concernées ;

- de participer et de contribuer aux programmes de recherche et d'application dans l'utilisation de ressources en eaux alternatives, aux fins de l'irrigation : dessalement et utilisation des eaux saumâtres, pluies artificielles, utilisation des eaux usées épurées, réutilisation des eaux de drainage ;

- de veiller à une valorisation maximale de l'utilisation des eaux d'irrigation ;

- de susciter et d'encadrer l'organisation des irrigants en associations professionnelles.

Art. 4. — La direction de la régulation et du développement des productions agricoles est chargée :

- de promouvoir les actions de développement des productions végétales et animales et d'organiser les opérateurs économiques autour d'objectifs communs ou complémentaires par filières ;

- de proposer, de suivre et d'évaluer les mécanismes relatifs aux conditions et modalités d'éligibilité aux aides publiques visant le développement des productions agricoles et d'en assurer le suivi ;

- d'encadrer et de soutenir le développement des productions agricoles par l'organisation et la régulation des marchés, la protection de la production nationale et la promotion des exportations.

Elle comprend quatre (4) sous-directions :

*** La sous-direction du développement des filières végétales, chargée :**

- de proposer les mécanismes favorisant le renforcement de l'organisation des opérateurs économiques autour d'objectifs communs ou complémentaires tendant à améliorer la production et la productivité en veillant à l'exploitation rationnelle des potentialités et des investissements productifs ;

- de promouvoir et suivre les actions de développement des productions végétales ;

- de proposer les critères et les paramètres d'éligibilité aux aides publiques tendant au développement des productions végétales et visant l'amélioration de la sécurité alimentaire ainsi que la promotion des exportations des produits agricoles à avantages comparatifs avérés.

*** La sous-direction du développement des filières animales, chargée :**

- d'élaborer la politique de développement des productions par filières ;

- de contribuer à l'élaboration et au suivi des programmes spécifiques des structures sous tutelle ;

- de proposer les mécanismes de nature à organiser les opérateurs économiques autour d'objectifs de production communs ou complémentaires pour un produit ou une filière dans le sens de la satisfaction des besoins et de l'exploitation rationnelle des potentialités et des investissements ;

- de promouvoir et de suivre les actions de développement des filières animales ;

- de contribuer à l'élaboration et à l'application de la réglementation relative à la valeur et à la qualité nutritionnelle des aliments destinés aux animaux d'élevage.

*** La sous-direction de l'organisation des marchés et de la régulation, chargée :**

- d'organiser et de réguler les marchés des produits agricoles et des facteurs de production ;
- d'organiser et d'animer l'interprofession agricole ;
- de promouvoir les exportations des produits agricoles.

*** La sous-direction de la gestion et de l'évaluation des aides de l'Etat, chargée :**

- de consolider, dans le cadre des plans annuels et pluriannuels, les programmes prioritaires et leur financement ;
- de mobiliser les fonds nécessaires à la mise en œuvre des programmes ou activités éligibles au soutien financier et de gérer les aides consenties aux agriculteurs ;
- de veiller au respect des conditions d'éligibilité aux ressources financières des fonds et d'analyser et évaluer l'impact des aides de l'Etat ;
- d'assurer l'information et la vulgarisation des aides de l'Etat.

Art. 5. — La direction de la protection des végétaux et des contrôles techniques est chargée :

- d'initier et de veiller à l'application de la législation et de la réglementation dans le domaine de l'exercice de l'autorité phytosanitaire nationale ;
- d'analyser et d'évaluer les risques phytosanitaires et phytotechniques ainsi que la gestion de leur incidence sur l'économie agricole nationale ;
- de définir et de mettre en œuvre des politiques de soutien pour la protection et la préservation des ressources végétales.

Elle comprend trois (3) sous-directions :

*** La sous-direction des contrôles techniques, chargée :**

- de coordonner, d'animer, d'analyser, d'évaluer et de gérer les risques liés aux activités de contrôle phytosanitaire et phyto-technique aux frontières et à l'intérieur et de la quarantaine végétale.

*** La sous-direction des homologations, chargée :**

- de gérer, d'animer et de valoriser les activités des homologations des variétés des produits phytosanitaires à usage agricole ;
- de contrôler l'utilisation des pesticides ;
- de gérer les catalogues officiels des pesticides et des variétés autorisés à l'emploi en Algérie.

*** La sous-direction de la veille phytosanitaire, chargée :**

- de la coordination nationale, de l'animation, de l'analyse et de l'évaluation des activités du dispositif de surveillance et de lutte contre les fléaux agricoles ;
- de la coopération phytosanitaire et phyto-technique.

Art. 6. — La direction des services vétérinaires est chargée :

- d'initier et de veiller à l'application de la législation et de la réglementation en matière de préservation et d'amélioration de la santé animale et de la santé publique vétérinaire ;
- d'exercer l'autorité vétérinaire nationale ;
- de veiller à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'importation, la fabrication, la distribution et l'utilisation du médicament vétérinaire ;
- d'organiser le développement et la protection des élevages équin et camelin ;
- de définir et de mettre en œuvre des politiques de soutien pour le développement et la protection de la santé animale.

Elle comprend quatre (4) sous-directions :

*** La sous-direction de la santé animale, chargée :**

- d'initier et de mettre en œuvre toutes mesures visant à améliorer la surveillance sanitaire et le contrôle sanitaire des mouvements des cheptels et de leur transport ;
- de veiller à l'application de la réglementation sanitaire en vigueur, notamment celle relative aux maladies à déclaration obligatoire ;
- d'élaborer, de suivre et d'évaluer les programmes de lutte contre les zoonoses et les maladies spécifiques aux animaux.

*** La sous-direction du contrôle sanitaire et de l'hygiène alimentaire, chargée :**

- d'assurer le contrôle vétérinaire aux frontières ;
- de délivrer les autorisations sanitaires à l'importation et à l'exportation des animaux, produits animaux et d'origine animale, y compris les produits de la pêche ;
- de suivre, en relation avec les organismes nationaux et internationaux spécialisés, l'évolution scientifique et technologique dans les domaines de la santé animale et de l'hygiène alimentaire ;

— de proposer les règlements et les normes sanitaires vétérinaires en matière de manipulation, de transformation, de stockage et de transport des produits animaux et d'origine animale, y compris les produits de la pêche, et de veiller à leur application notamment au niveau des lieux d'abattage, de transformation, de commercialisation et de stockage.

*** La sous-direction de la pharmacie vétérinaire, chargée :**

— de tenir à jour la nomenclature des produits pharmaceutiques et biologiques à usage vétérinaire ;

— de délivrer des autorisations de mise sur le marché national des médicaments à usage vétérinaire ;

— de coordonner et de contrôler les circuits de distribution des produits pharmaceutiques et produits biologiques à usage vétérinaire ;

— de proposer toute réglementation relative aux produits pharmaceutiques et aux produits biologiques à usage vétérinaire.

*** La sous-direction des haras, chargée :**

— de suivre et d'évaluer, annuellement, les plans de développement et de production des espèces équines et camelines ;

— de contrôler la tenue des livres généalogiques des équidés et d'en certifier les documents officiels ;

— de veiller à la préservation des races équines et camelines ;

— de contribuer à l'élaboration et à l'application de la réglementation en matière de courses hippiques ou d'équitation sportive, moderne ou traditionnelle, et de suivre ces activités.

Art. 7. — La direction de la programmation, des investissements et des études économiques est chargée :

— de mobiliser les ressources financières et de programmer les investissements sur la base des plans de développement du secteur et d'en évaluer l'état d'exécution ;

— de concevoir, d'harmoniser et d'évaluer les investissements d'encadrement économique et financier au bénéfice des productions agricoles ;

— d'initier toutes études susceptibles d'orienter les politiques agricoles ainsi que les investissements du secteur à partir du budget du secteur ou cofinancés par des institutions financières internationales.

Elle comprend trois (3) sous-directions :

*** La sous-direction des investissements, du financement et des interventions économiques, chargée :**

— d'élaborer le budget d'équipement du secteur ;

— d'exprimer les besoins du secteur dans le cadre de l'élaboration des lois de finances ;

— de suivre et d'évaluer le crédit agricole ;

— de veiller à l'application du code de la nomenclature des investissements publics.

*** La sous-direction des études économiques et de la prospective, chargée :**

— d'initier toutes études à caractère régional ou national susceptibles d'orienter les politiques agricoles et de mieux cibler les investissements du secteur ;

— d'élaborer et de mettre en place un dispositif de suivi des indicateurs économiques et financiers ;

— d'initier des études de prospective qui serviront de base aux projections des politiques agricoles et des investissements à court, moyen et long terme.

*** La sous-direction de la coopération, chargée :**

— de définir les axes de coopération technique et économique du secteur au niveau bilatéral et multilatéral, et d'en assurer la mise en œuvre ;

— de suivre l'intégration économique régionale et internationale ;

— de prospector les opportunités de financement extérieures pour la réalisation de projets de développement.

Art. 8. — La direction des statistiques agricoles et des systèmes d'information est chargée :

— d'organiser la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion de l'information économique relative au secteur et d'assurer l'appui méthodologique pour son élaboration ;

— d'initier des programmes d'enquêtes statistiques et de recensement et de les encadrer en collaboration avec les wilayas ;

— de coordonner les activités faisant appel aux techniques avancées de cartographie, d'imagerie par satellites et de systèmes d'informations géographiques ;

— de développer l'informatisation du secteur ;

— d'initier des enquêtes relatives à l'emploi agricole et de proposer des mesures pour son développement et d'évaluer l'impact des programmes de développement sur l'emploi.

Elle comprend trois (3) sous-directions :

*** La sous-direction des statistiques agricoles, chargée :**

— d'organiser le circuit de l'information statistique agricole ;

— d'analyser et d'élaborer les bilans de campagnes spécifiques aux principales cultures ;

- de mettre en place un système d'observation et de relevés en vue du suivi de l'indice de la production agricole et des autres indicateurs ;

- de concevoir, d'élaborer et de gérer les revues et publications statistiques ainsi que tout document cartographique et autre support de données statistiques économiques et sociales.

*** La sous-direction des systèmes d'information, chargée :**

- de mettre en place et de gérer les bases de données du secteur ;

- de développer les applications et les logiciels spécifiques à la demande des structures centrales et déconcentrées ;

- de normaliser l'information à travers l'étude et la conception des bases de données et d'assurer le fonctionnement permanent du réseau en place sur le plan matériel et logiciel ;

- d'assurer la maintenance du matériel et des logiciels utilisés par les différentes structures.

*** La sous-direction de l'emploi agricole, chargée :**

- de préparer et de suivre la mise en œuvre du programme d'enquêtes liées à l'emploi agricole ;

- d'évaluer l'impact des programmes de développement agricole sur l'emploi ;

- d'élaborer périodiquement les notes de conjoncture sur l'emploi dans le secteur agricole et d'en analyser les principaux paramètres.

Art. 9. — La direction de la formation, de la recherche et de la vulgarisation est chargée :

- d'assurer l'animation, la coordination, le suivi et l'évaluation de l'ensemble des activités de formation, de recherche et de vulgarisation initiées par le secteur.

Elle comprend trois (3) sous-directions :

*** La sous-direction de la formation, chargée :**

- d'assurer l'animation, la coordination, le suivi et l'évaluation de l'ensemble des activités des établissements de formation ;

- d'élaborer les bilans d'activités de l'appareil de formation sous tutelle ;

- d'assurer la mise en œuvre, la gestion et l'évaluation du programme sectoriel de formation à l'étranger ;

- de mettre en œuvre et d'assurer l'organisation, le contrôle et le suivi des programmes de perfectionnement au niveau des établissements de formation.

*** La sous-direction de la vulgarisation, chargée :**

- de définir la politique nationale de vulgarisation en concertation avec les organisations professionnelles concernées ;

- de mobiliser les ressources financières nécessaires au développement de la vulgarisation.

*** La sous-direction de la recherche, chargée :**

- de proposer les éléments de politique sectorielle de recherche scientifique et de développement technologique ;

- d'appliquer les orientations du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique ;

- d'étudier et de proposer toute mesure susceptible de favoriser la vulgarisation, la diffusion et la valorisation des résultats de recherche scientifique et du développement technologique.

Art. 10. — La direction des affaires juridiques et de la réglementation est chargée :

- d'élaborer et de mettre en forme les projets de textes juridiques du secteur ;

- d'étudier et d'analyser les textes initiés par les autres secteurs ;

- de contribuer à la promotion et à la consolidation du mouvement associatif et coopératif en agriculture.

Elle comprend trois (3) sous-directions :

*** La sous-direction de la législation agricole et du contentieux, chargée :**

- de mettre en forme définitive des textes propres au secteur et d'en assurer le suivi des procédures jusqu'à leur aboutissement ;

- d'instruire le contentieux impliquant l'administration de l'agriculture.

*** La sous-direction de l'organisation de la profession et des coopératives agricoles, chargée :**

- de proposer les règles qui régissent l'exercice de la profession agricole ;

- de promouvoir, animer et suivre les mouvements associatifs et coopératifs ;

- de susciter et proposer toutes mesures d'assistance en vue de renforcer les formes d'organisation professionnelles et coopératives ;

- de veiller au respect des dispositions réglementaires régissant l'ensemble des organes professionnels et coopératifs.

*** La sous-direction des études juridiques, chargée :**

- d'étudier, d'analyser et de formaliser l'avis du ministère concernant les projets de textes législatifs et réglementaires initiés par les autres secteurs ;
- de participer aux groupes de travail interministériels pour l'élaboration des textes législatifs et réglementaires ;
- d'assister les structures sous tutelle en matière réglementaire ;
- d'assurer la confection et la diffusion du bulletin officiel du ministère de l'agriculture.

Art. 11. — La direction de l'administration des moyens est chargée :

- d'assurer la gestion des supports humains, matériels et financiers nécessaires au fonctionnement de l'administration centrale ;
- d'assurer le suivi de la gestion des moyens humains, matériels et financiers des services décentralisés et des organismes à caractère administratif sous tutelle ;
- de pourvoir le secteur en cadres techniques et administratifs.

Elle comprend quatre (4) sous-directions :

*** La sous-direction des ressources humaines, chargée :**

- d'établir le plan annuel de gestion des ressources humaines et de veiller à son exécution ;
- d'assurer la gestion des personnels administratifs et techniques et le suivi des carrières ;
- d'assister les services déconcentrés et les structures sous tutelle dans la gestion de leur personnel ;
- de participer à l'élaboration de la législation et de la réglementation applicables aux fonctionnaires et de veiller à leur application.

*** La sous-direction du budget, chargée :**

- d'élaborer, de suivre et de contrôler le budget de fonctionnement du secteur ;
- de gérer le budget de fonctionnement, d'équipement et des marchés publics de l'administration centrale ;
- de la gestion et du suivi comptable des comptes d'affectation spéciale.

*** La sous-direction des moyens, chargée :**

- de gérer les biens meubles et immeubles affectés à l'administration centrale du ministère et d'en tenir l'inventaire ;
- de contrôler la gestion du patrimoine des services déconcentrés et structures sous tutelle ;
- de gérer, avec les structures concernées, les œuvres sociales du ministère ;
- d'assurer l'hygiène, la sécurité et l'entretien des immeubles de l'administration centrale du ministère.

*** La sous-direction des archives et de la documentation, chargée :**

- d'organiser et de tenir les archives ;
- d'assister et d'orienter les structures sous tutelle dans les opérations de pré-archivage et d'archivage ;
- de gérer le fonds documentaire du secteur.

Art. 12. — Les structures et organes de l'administration centrale du ministère de l'agriculture exercent, chacun en ce qui le concerne, sur les organismes du secteur, les attributions, les prérogatives et les tâches qui leur sont confiées dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Art. 13. — L'organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture en bureaux est fixée par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture, du ministre chargé des finances et de l'autorité chargée de la fonction publique dans la limite de deux (2) à quatre (4) bureaux par sous-direction.

Art. 14. — Sont abrogées les dispositions du décret exécutif n° 92-493 du 28 décembre 1992, susvisé.

Art. 15. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000.

Ahmed BENBITOUR.

Décret exécutif n° 08-197 du 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008 portant déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de la Mafrag, Canton Sebaa, lieu-dit Koudiat Ed Draouch, commune de Berrihane dans la wilaya d'El Tarf, du régime forestier national.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture et du développement rural et du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 08-186 du 19 Joumada Ethania 1429 correspondant au 23 juin 2008 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991, modifié et complété, fixant les conditions et les modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet le déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de la Mafrag, Canton Sebaa, lieu-dit Koudiat Ed Draouch, commune de Berrihane dans la wilaya d'El Tarf, du régime forestier national.

Art. 2. — La parcelle désignée à l'article 1er ci-dessus, telle que délimitée sur le plan annexé à l'original du présent décret, d'une superficie de quarante-deux (42) hectares et cinquante (50) ares, est incorporée au domaine privé de l'Etat pour la réalisation d'une centrale thermoélectrique.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 08-198 du 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'autorité phytosanitaire.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 87-17 du 1er août 1987 relative à la protection phytosanitaire ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique, notamment ses articles 3 et 11 ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 07-304 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires ;

Vu le décret présidentiel n° 07-307 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les modalités d'attribution de la bonification indiciaire aux titulaires de postes supérieurs dans les institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 08-186 du 19 Joumada Ethania 1429 correspondant au 23 juin 2008 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-36 du 23 janvier 1990, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps techniques spécifiques à l'administration chargée de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-99 du 27 mars 1999 relatif au pouvoir de nomination et de gestion administrative à l'égard des fonctionnaires et agents des administrations centrales, des wilayas et des communes, ainsi que des établissements publics à caractère administratif en relevant ;

Vu le décret exécutif n° 96-270 du 18 Rabie El Aouel 1417 correspondant au 3 août 1996 portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps techniques spécifiques à l'institut national de la protection des végétaux ;

Décrète :

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre Ier

Champ d'application

Article 1er. — En application des dispositions des articles 3 et 11 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, le présent décret a pour objet de préciser les dispositions particulières applicables aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'autorité phytosanitaire et de fixer les conditions d'accès aux divers grades et emplois correspondants.

Art. 2. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'autorité phytosanitaire sont en activité au sein des structures concernées de l'administration centrale, des services déconcentrés de l'administration chargée de l'agriculture ainsi que des établissements publics à caractère administratif assurant des activités phytosanitaires.

Art. 3. — Sont considérés comme corps spécifiques de l'autorité phytosanitaire, les corps suivants :

- inspecteurs phytosanitaires,
- contrôleurs phytosanitaires.

Chapitre II

Droits et obligations

Art. 4. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'autorité phytosanitaire sont soumis aux droits et obligations prévus par l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, aux dispositions de la loi n° 87-17 du 1er août 1987, susvisée, ainsi que tous autres droits et obligations prévus par la législation en vigueur.

Art. 5. — Les fonctionnaires appartenant aux corps des inspecteurs et des contrôleurs phytosanitaires sont commissionnés conformément à l'article 53 de la loi n° 87-17 du 1er août 1987, susvisée. Ils prêtent par devant le tribunal de leur résidence administrative, le serment suivant :

"أقسم بالله العلي العظيم أن أؤدي وظيفتي بكل أمانة وصدق وأحافظ على السر المهني وأن أراعي الواجبات المفروضة علي في كل الأحوال"

La transcription du serment est enregistrée au greffe du tribunal. Le serment n'est pas renouvelé tant qu'il n'y a pas interruption définitive de l'activité.

Art. 6. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'autorité phytosanitaire sont appelés à exercer leurs activités de jour comme de nuit.

Lorsque les impératifs de service l'exigent, les repos hebdomadaires et les congés annuels peuvent être différés.

Art. 7. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'autorité phytosanitaire sont tenus au secret professionnel, conformément aux dispositions de la loi n° 87-17 du 1er août 1987 et de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisées .

Art. 8. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'autorité phytosanitaire, bénéficient durant l'exercice de leurs missions de l'aide et de l'assistance des services et organismes concernés, conformément aux articles 54 et 57 de la loi n° 87-17 du 1er août 1987, susvisée.

Chapitre III

Recrutement, stage, titularisation,
promotion et avancement

Section 1

Recrutement et promotion

Art. 9. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'autorité phytosanitaire sont recrutés et promus selon les conditions et proportions prévues ci-après.

Les proportions applicables aux différents modes de promotion peuvent être modifiées, sur proposition du ministre chargé de l'agriculture, après avis de la commission administrative paritaire compétente, par décision de l'autorité chargée de la fonction publique.

Toutefois, ces modifications ne doivent pas excéder la moitié des taux fixés pour les modes de promotion par voie d'examen professionnel et d'inscription sur la liste d'aptitude, sans que ces taux ne dépassent le plafond de 50% des postes à pourvoir.

Section 2

Stage, titularisation et avancement

Art. 10. — En application des articles 83 et 84 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, les candidats recrutés dans les corps et grades régis par le présent statut particulier sont nommés en qualité de stagiaires par arrêté ou décision de l'autorité investie du pouvoir de nomination. Ils sont astreints à l'accomplissement d'un stage probatoire d'une durée d'une année.

Art. 11. — A l'issue de la période de stage, les stagiaires sont soit titularisés, soit astreints à une prorogation de stage une seule fois pour la même durée, soit licenciés sans préavis ni indemnité.

Art. 12. — Les rythmes d'avancement applicables aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'autorité phytosanitaire, sont fixés selon les trois (3) durées prévues à l'article 11 du décret présidentiel n° 07-304 du 29 septembre 2007, susvisé.

Chapitre IV

Positions statutaires

Art. 13. — En application de l'article 127 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, les proportions des fonctionnaires régis par le présent statut particulier susceptibles d'être placés sur leur demande, dans une position statutaire de détachement, de mise en disponibilité ou hors cadre sont fixées, pour chaque corps et chaque structure comme suit :

- détachement : 2%
- disponibilité : 2%
- hors cadre : 1%

Chapitre V

Dispositions générales d'intégration

Art. 14. — Les fonctionnaires appartenant aux corps et grades prévus par les décrets exécutifs n° 90-36 du 23 janvier 1990 et n° 96-270 du 3 août 1996, susvisés, sont intégrés, titularisés et reclassés à la date d'effet du présent décret, dans les corps et grades correspondants, prévus par le présent statut particulier.

Art. 15. — Les fonctionnaires visés à l'article 14 ci-dessus, sont rangés à l'échelon correspondant à celui qu'ils détiennent dans leur grade d'origine. Le reliquat d'ancienneté acquis dans le grade d'origine est pris en compte pour l'avancement dans le grade d'accueil.

Art. 16. — Les stagiaires nommés antérieurement au 1er janvier 2008, sont intégrés en qualité de stagiaires et confirmés après l'accomplissement de la période d'essai prévue par le décret exécutif n° 90-36 du 23 janvier 1990, susvisé.

Art. 17. — A titre transitoire et pendant une durée de cinq (5) années à compter de la date d'effet du présent décret, l'ancienneté exigée pour la promotion à un grade ou la nomination dans un poste supérieur, des fonctionnaires intégrés dans des grades autres que ceux correspondants aux grades précédemment créés par les décrets exécutifs n° 90-36 du 23 janvier 1990 et n° 96-270 du 3 août 1996, susvisés, est appréciée cumulativement au titre du grade d'origine et du grade d'intégration.

TITRE II

NOMENCLATURE DES CORPS

Chapitre Ier

Le corps des inspecteurs phytosanitaires

Art. 18. — Le corps des inspecteurs phytosanitaires comporte les quatre (4) grades suivants :

- inspecteurs phytosanitaires ;
- inspecteurs principaux phytosanitaires ;
- inspecteurs divisionnaires phytosanitaires ;
- inspecteurs phytosanitaires en chef.

Section 1

Définition des tâches

Art. 19. — Les inspecteurs phytosanitaires exercent des activités de contrôle et d'assistance. A ce titre, ils sont chargés, notamment :

- d'appliquer, à l'intérieur du pays et aux frontières, les lois et règlements phytosanitaires en vigueur ;
- de réaliser des opérations de dépistage et d'éradication des organismes nuisibles de quarantaine ;
- de mettre en place le dispositif de surveillance et de lutte contre les fléaux agricoles ;
- d'effectuer des diagnostics en relation avec la surveillance et la lutte contre les organismes nuisibles de quarantaine et des fléaux agricoles ;
- d'établir des plans d'approvisionnement pour les besoins de la lutte en matière phytosanitaire ;
- d'organiser les chantiers de préparation d'appâts ou de traitement généralisés par voie terrestre et aérienne pour la lutte contre les fléaux agricoles ;
- d'encadrer les activités d'appui technique en direction des agriculteurs et des associations professionnelles de défense des cultures ;
- d'encadrer les opérations de transfert des végétaux et des produits végétaux entre les wilayas.

Art. 20. — Outre les tâches dévolues aux inspecteurs phytosanitaires, les inspecteurs principaux phytosanitaires, exercent des activités de suivi et d'évaluation. A ce titre, ils sont chargés, notamment :

- de veiller à l'application, à l'intérieur du pays et aux frontières, des lois et règlements phytosanitaires en vigueur et de délivrer les documents officiels prévus par la réglementation ;
- de diriger et de coordonner les activités de surveillance et de lutte contre les organismes nuisibles de quarantaine et des fléaux agricoles ;
- d'ordonner la destruction, la désinfection ou la désinsectisation des végétaux, produits végétaux et du matériel végétal ;
- d'évaluer la situation phytosanitaire en matière d'organismes nuisibles de quarantaine et des fléaux agricoles ;
- d'élaborer les dispositifs de surveillance et de lutte contre les fléaux agricoles.

Art. 21. — Outre les tâches dévolues aux inspecteurs principaux phytosanitaires, les inspecteurs divisionnaires phytosanitaires exercent des activités de conception. A ce titre, ils sont chargés, notamment :

- d'élaborer la carte phytosanitaire des infestations d'organismes nuisibles, réglementés ;
- de concevoir des programmes d'études bioécologiques permettant d'améliorer la stratégie de lutte contre les organismes nuisibles ;

— de proposer à la tutelle des mesures visant à améliorer la protection phytosanitaire ;

— de suivre et d'évaluer les programmes phytosanitaires.

Art. 22. — Outre les tâches dévolues aux inspecteurs divisionnaires phytosanitaires, les inspecteurs phytosanitaires en chef exercent des activités d'orientation, de prévision et de prospective. A ce titre, ils sont chargés, notamment :

— de veiller à la mise en œuvre de la politique phytosanitaire régionale et/ou nationale ;

— de proposer toutes mesures réglementaires et organisationnelles visant à améliorer les missions dévolues à l'autorité phytosanitaire ;

— d'établir et de diffuser les rapports sur l'état d'évolution des organismes nuisibles de quarantaine et des fléaux agricoles.

Section 2

Conditions de recrutement

Art. 23. — Sont recrutés en qualité d'inspecteurs phytosanitaires par voie de concours sur titre, dont les critères de sélection seront fixés sur une instruction de l'autorité chargée de la fonction publique, les titulaires du diplôme d'études supérieures (DES) ou d'un titre reconnu équivalent, dans les spécialités suivantes :

- protection des végétaux ;
- biologie ;
- chimie.

D'autres spécialités peuvent être prévues, en cas de besoin, par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 24. — Sont promus sur titre, en qualité d'inspecteurs phytosanitaires, les contrôleurs principaux phytosanitaires titulaires, ayant obtenu après leur recrutement, le diplôme d'études supérieures (DES) ou un titre reconnu équivalent, dans les spécialités prévues à l'article 23 ci-dessus.

Art. 25. — Sont recrutés en qualité d'inspecteurs principaux phytosanitaires :

— par voie de concours sur épreuves, les candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur d'Etat, ou d'un titre reconnu équivalent, dans les spécialités prévues à l'article 23 ci-dessus ;

— par voie d'examen professionnel dans la limite de 30% des postes à pourvoir, les inspecteurs phytosanitaires justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

— au choix et après inscription sur une liste d'aptitude, dans la limite de 10% des postes à pourvoir, les inspecteurs phytosanitaires justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Art. 26. — Sont recrutés en qualité d'inspecteurs divisionnaires phytosanitaires :

— par voie de concours sur épreuves, les candidats titulaires d'un diplôme de magister, ou d'un titre reconnu équivalent, dans les spécialités prévues à l'article 23 ci-dessus ;

— par voie d'examen professionnel dans la limite de 30% des postes à pourvoir, les inspecteurs principaux phytosanitaires justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

— au choix et après inscription sur une liste d'aptitude, dans la limite de 10% des postes à pourvoir, les inspecteurs principaux phytosanitaires justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Art. 27. — Sont promus, sur titre, au grade d'inspecteur divisionnaire phytosanitaire, les inspecteurs principaux phytosanitaires titulaires, ayant obtenu après leur recrutement le diplôme de magister ou un titre reconnu équivalent, dans les spécialités prévues à l'article 23 ci-dessus.

Art. 28. — Sont promus en qualité d'inspecteurs phytosanitaires en chef :

— par voie d'examen professionnel, les inspecteurs divisionnaires phytosanitaires justifiant de sept (7) années de service effectif en cette qualité ;

— au choix et après inscription sur une liste d'aptitude, dans la limite de 20% des postes à pourvoir, les inspecteurs divisionnaires phytosanitaires, justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Section 3

Dispositions transitoires

Art. 29. — Sont intégrés dans le grade d'inspecteur phytosanitaire :

— les inspecteurs phytosanitaires titulaires ;

— sur leur demande, les ingénieurs d'application de l'agriculture titulaires et stagiaires, en activité au 31 décembre 2007 au sein des services phytosanitaires et exerçant les missions et tâches assignées à l'autorité phytosanitaire.

Art. 30. — Sont intégrés dans le grade d'inspecteur principal phytosanitaire :

— les inspecteurs principaux phytosanitaires titulaires ;

— sur leur demande, les ingénieurs d'Etat de l'agriculture titulaires et stagiaires, en activité au 31 décembre 2007 au sein des services phytosanitaires et exerçant les missions et tâches assignées à l'autorité phytosanitaire.

Chapitre II

Le corps des contrôleurs phytosanitaires

Art. 31. — Le corps des contrôleurs phytosanitaires comporte les deux (2) grades suivants :

- contrôleurs phytosanitaires,
- contrôleurs principaux phytosanitaires.

Section 1

Définition des tâches

Art. 32. — Les contrôleurs phytosanitaires sont chargés, notamment :

— d'exécuter les programmes de surveillance et de lutte contre les organismes nuisibles de quarantaine et des fléaux agricoles ;

— de réaliser les prospections dans les aires d'habitat des fléaux agricoles ;

— de prélever les échantillons aux fins d'analyse et appliquer les mesures phytosanitaires appropriées ;

— de procéder à la destruction des substrats contaminés par les organismes nuisibles de quarantaine ;

— de mettre en place et de suivre les chantiers de préparation d'appâts ou de traitement généralisés par voie terrestre et aérienne pour la lutte contre les fléaux agricoles.

Art. 33. — Outre les tâches dévolues aux contrôleurs phytosanitaires, les contrôleurs principaux phytosanitaires sont chargés, notamment :

— de veiller à la mise en œuvre des programmes de surveillance et de lutte contre les organismes nuisibles de quarantaine et des fléaux agricoles ;

— de diriger les équipes d'assainissement et de traitement phytosanitaire contre les organismes nuisibles de quarantaine et des fléaux agricoles ;

— de mettre en place et de suivre les programmes destinés à l'expérimentation des produits phytosanitaires à usage agricole ;

— de réaliser les études bioécologiques des organismes nuisibles pour la mise au point et le développement des techniques de lutte.

Section 2

Conditions de recrutement

Art. 34. — Sont recrutés en qualité de contrôleurs phytosanitaires par voie de concours sur épreuves les candidats titulaires d'un diplôme de technicien de l'agriculture, dans les spécialités prévues à l'article 23 ci-dessus.

Art. 35. — Sont recrutés en qualité de contrôleurs principaux phytosanitaires :

— par voie de concours sur épreuves, les candidats titulaires d'un diplôme de technicien supérieur de l'agriculture, dans les spécialités prévues à l'article 23 ci-dessus ;

— par voie d'examen professionnel dans la limite de 30% des postes à pourvoir, les contrôleurs phytosanitaires justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

— au choix après inscription sur une liste d'aptitude, dans la limite de 10% des postes à pourvoir, les contrôleurs phytosanitaires, justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité ;

— les candidats retenus en application des alinéas 2 et 3 ci-dessus sont astreints, préalablement à leur promotion, à suivre avec succès une formation dont la durée, le contenu et les modalités d'organisation sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Section 3

Dispositions transitoires

Art. 36. — Sont intégrés sur leur demande, dans le grade de contrôleur principal phytosanitaire, les techniciens supérieurs de l'agriculture titulaires et stagiaires, en activité au 31 décembre 2007 au sein des services phytosanitaires et exerçant les missions et tâches assignées à l'autorité phytosanitaire.

Art. 37. — Sont intégrés sur leur demande, dans le grade de contrôleur phytosanitaire, les techniciens de l'agriculture titulaires et stagiaires, en activité au 31 décembre 2007 au sein des services phytosanitaires et exerçant les missions et tâches assignées à l'autorité phytosanitaire.

TITRE III

**DISPOSITIONS APPLICABLES
AUX POSTES SUPERIEURS**

Art. 38. — En application de l'article 11 (alinéa 1er) de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Jomada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, les postes supérieurs sont fixés comme suit :

— responsable de la quarantaine végétale ;

— responsable de la veille phytosanitaire.

Les responsables de la quarantaine végétale cités ci-dessus, sont en position d'activité au sein des services déconcentrés de l'administration chargée de l'agriculture.

Art. 39. — Le nombre de postes supérieurs prévus à l'article 38 ci-dessus, est déterminé par arrêté conjoint du ministre des finances, du ministre chargé de l'agriculture, et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Chapitre I

Définition des tâches

Art. 40. — Le responsable de la quarantaine végétale est chargé, notamment :

— de mettre en place les outils permettant le dépistage des organismes nuisibles de quarantaine ;

— de prendre les mesures réglementaires pour circonscrire les foyers de contamination contre les organismes nuisibles de quarantaine et d'éviter leur dissémination ;

— de mettre en place les mécanismes de contrôle permettant d'éviter l'introduction des organismes nuisibles de quarantaine.

Art. 41. — Le responsable de la veille phytosanitaire est chargé, notamment :

— de mettre au point les outils permettant la mise en œuvre des dispositifs de surveillance et de lutte contre les fléaux agricoles ;

— de coordonner les opérations de surveillance et de lutte contre les fléaux agricoles inter-wilaya visant à assurer des interventions rapides et efficaces ;

— de mettre en place un système de prévention et d'alerte précoce visant le maintien des populations de ravageurs à des seuils économiquement acceptables.

Chapitre II

Conditions de nomination

Art. 42. — Les responsables de la quarantaine végétale sont nommés parmi :

- les inspecteurs phytosanitaires en chef ;
- les inspecteurs divisionnaires phytosanitaires titulaires justifiant de trois (3) années d'ancienneté en qualité de fonctionnaire ;
- les inspecteurs principaux phytosanitaires titulaires justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;
- les inspecteurs phytosanitaires titulaires justifiant de huit (8) années de service effectif en cette qualité.

Art. 43. — Les responsables de la veille phytosanitaire sont nommés parmi :

- les inspecteurs phytosanitaires en chef ;
- les inspecteurs divisionnaires phytosanitaires titulaires justifiant de trois (3) années d'ancienneté en qualité de fonctionnaire ;
- les inspecteurs principaux phytosanitaires titulaires justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;
- les inspecteurs phytosanitaires titulaires justifiant de huit (8) années de service effectif en cette qualité.

TITRE IV

CLASSIFICATION DES GRADES ET BONIFICATION INDICIAIRE

Chapitre I

Classification des grades

Art. 44. — En application des dispositions de l'article 118 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, la classification des grades spécifiques de l'autorité phytosanitaire relevant de l'administration chargée de l'agriculture, est fixée conformément au tableau ci-après :

CORPS	GRADES	CATEGORIE	INDICE MINIMAL
Inspecteurs phytosanitaires	Inspecteur phytosanitaire	11	498
	Inspecteur principal phytosanitaire	13	578
	Inspecteur divisionnaire phytosanitaire	14	621
	Inspecteur phytosanitaire en chef	16	713
Contrôleurs phytosanitaires	Contrôleur phytosanitaire	8	379
	Contrôleur principal phytosanitaire	10	453

Chapitre II

Bonification indiciaire

Art. 45 – En application de l'article 3 du décret présidentiel n° 07-307 du 29 septembre 2007, susvisé, la bonification indiciaire applicable aux postes supérieurs appartenant à l'autorité phytosanitaire relevant de l'administration chargée de l'agriculture est fixée conformément au tableau ci-après :

POSTES SUPERIEURS	BONIFICATION INDICIAIRE	
	Niveau	Indice
Responsable de la quarantaine végétale	8	195
Responsable de la veille phytosanitaire	8	195

TITRE V

DISPOSITIONS PARTICULIERES ET FINALES

Art. 46. — Sont abrogées les dispositions contraires au présent décret, notamment celles du décret exécutif n° 96-270 du 3 août 1996, susvisé.

Art. 47. — Le présent décret prend effet à compter du 1er janvier 2008.

Art. 48 – Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 08-285 du 17 Ramadhan 1429 correspondant au 17 septembre 2008 modifiant le décret exécutif n° 06-235 du 8 Joumada Ethania 1427 correspondant au 4 juillet 2006 portant déclaration d'utilité publique l'opération relative à l'aménagement du parc des Grands Vents.

— — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 08-186 du 19 Joumada Ethania 1429 correspondant au 23 juin 2008 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 06-235 du 8 Joumada Ethania 1427 correspondant au 4 juillet 2006 portant déclaration d'utilité publique l'opération relative à l'aménagement du parc des Grands Vents ;

Décète :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 06-235 du 8 Joumada Ethania 1427 correspondant au 4 juillet 2006, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

«Art. 2. — La superficie globale des biens immobiliers et/ou droits réels immobiliers servant d'emprise à la réalisation de l'opération visée à l'article 1er ci-dessus est de huit cents (800) hectares située sur le territoire de la wilaya d'Alger et délimitée conformément au plan annexé à l'original du présent décret et répartie comme suit :

- (sans changement)
- (sans changement)
- commune d'El Achour, quatre cent quarante-sept (447) hectares».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Ramadhan 1429 correspondant au 17 septembre 2008.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 08-286 du 17 Ramadhan 1429 correspondant au 17 septembre 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture.

— — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique, notamment ses articles 3 et 11 ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 07-304 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires ;

Vu le décret présidentiel n° 07-307 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les modalités d'attribution de la bonification indiciaire aux titulaires de postes supérieurs dans les institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 08-186 du 19 Joumada Ethania 1429 correspondant au 23 juin 2008 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-36 du 23 janvier 1990, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps techniques spécifiques à l'administration chargée de l'agriculture ;

Décète :

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre I

Champ d'application

Article 1er . — En application des dispositions des articles 3 et 11 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique, le présent décret a pour objet de préciser les dispositions particulières applicables aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture, et de fixer la nomenclature des filières y afférentes ainsi que les conditions d'accès aux divers grades et emplois correspondants.

Art. 2. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture, sont en position d'activité au sein des services centraux et des services déconcentrés de l'administration chargée de l'agriculture ainsi que dans les établissements publics à caractère administratif, scientifique et technologique qui en relèvent.

Ils peuvent être mis en position d'activité dans d'autres secteurs par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture, de l'autorité chargée de la fonction publique et du ministre concerné.

Chapitre II

Recrutement, promotion, stage, titularisation et avancement

Section 1

Recrutement et promotion

Art. 3. — Les fonctionnaires régis par le présent statut, sont recrutés et promus selon les conditions et les proportions prévues ci-dessous.

Les proportions applicables aux différents modes de promotion peuvent être modifiées, sur proposition du ministre chargé de l'agriculture, après avis de la commission administrative paritaire compétente, par décision de l'autorité chargée de la fonction publique.

Toutefois, ces modifications ne doivent pas excéder la moitié des taux fixés par les modes de promotion par voie d'examen professionnel et d'inscription sur liste d'aptitude, sans que ces taux ne dépassent le plafond de 50% des postes à pourvoir.

Section 2

Stage, titularisation et avancement

Art. 4. — En application des dispositions des articles 83 et 84 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, les candidats recrutés dans les corps et grades régis par le présent statut, sont nommés en qualité de stagiaire par arrêté ou décision de l'autorité investie du pouvoir de nomination. Ils sont astreints à l'accomplissement d'un stage probatoire d'une durée d'une année.

Art. 5. — A l'issue de la période de stage, les stagiaires sont soit titularisés, soit astreints à une prorogation de stage une seule fois pour la même durée, soit licenciés sans préavis ni indemnité.

Art. 6. — Les rythmes d'avancement applicables aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture, sont fixés selon les trois durées prévues à l'article 11 du décret présidentiel n° 07-304 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007, susvisé.

Chapitre III

Positions statutaires

Art. 7. — En application des dispositions de l'article 127 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, les proportions maximales de fonctionnaires régis par le présent statut particulier susceptibles d'être placés sur leur demande, dans une position statutaire de détachement, de mise en disponibilité ou hors cadre, sont fixées pour chaque corps et chaque structure comme suit :

- détachement : 5 % ;
- mise en disponibilité : 5 % ;
- hors cadre : 2 %.

Chapitre IV

Dispositions générales d'intégration

Art. 8. — Les fonctionnaires appartenant aux corps et grades prévus par le décret exécutif n° 90-36 du 23 janvier 1990, susvisé, sont intégrés, titularisés et reclassés, à la date d'effet du présent décret, dans les corps et grades correspondants, prévus par le présent statut particulier.

Art. 9. — Les fonctionnaires visés à l'article 8 ci-dessus sont rangés à l'échelon correspondant à celui qu'ils détiennent dans leur grade d'origine. Le reliquat d'ancienneté acquis dans le grade d'origine est pris en compte pour l'avancement dans le grade d'accueil.

Art. 10. — Les stagiaires nommés antérieurement au 1er janvier 2008, sont intégrés en qualité de stagiaires et titularisés après accomplissement de la période d'essai prévue par le décret exécutif n° 90-36 du 23 janvier 1990, susvisé.

Art. 11. — A titre transitoire et pendant une durée de cinq (5) années à compter de la date d'effet du présent décret, l'ancienneté exigée pour la promotion à un grade ou la nomination dans un poste supérieur des fonctionnaires intégrés dans des grades autres que ceux correspondant aux grades précédemment créés par le décret exécutif n° 90-36 du 23 janvier 1990, susvisé, sont appréciées cumulativement au titre du grade d'origine et du grade d'intégration.

TITRE II

NOMENCLATURE DES CORPS

Art. 12. — Sont considérés comme corps spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture, les corps ci-après :

- ingénieurs en agronomie ;
- techniciens de l'agriculture ;
- adjoints techniques de l'agriculture.

Chapitre I

Dispositions applicables au corps des ingénieurs en agronomie

Art. 13. — Le corps des ingénieurs en agronomie comporte les quatre (4) grades suivants :

- ingénieur d'application en agronomie, mis en voie d'extinction ;
- ingénieur d'Etat en agronomie ;
- ingénieur principal en agronomie ;
- ingénieur en chef en agronomie.

Section 1

Définition des tâches

Art. 14. — Les ingénieurs d'application en agronomie sont chargés notamment :

- d'organiser et de réaliser diverses actions techniques dans les domaines agricole, rural et de l'élevage ;
- de participer à l'exécution d'opérations ou de projets de développement agricole et rural ;
- de participer aux actions de protections végétale et animale ;
- de contribuer à la mise en œuvre et à l'évaluation des programmes de développement agricole et rural.

Art. 15. — Les ingénieurs d'Etat en agronomie sont chargés notamment :

- de participer à la mise en œuvre de toute mesure à caractère technique, économique ou sociologique susceptible de favoriser l'essor de la production agricole et du développement rural ;
- de contribuer au développement agricole et à la promotion de l'élevage ;
- de veiller à la mise en valeur rationnelle des terres, à leurs contrôles et à la réglementation de leurs utilisations ;
- de mener des études à caractère économique relatives au développement agricole et rural ;
- de participer aux études liées au secteur de l'agro-alimentaire.

Art. 16. — Outre les tâches dévolues aux ingénieurs d'Etat en agronomie, les ingénieurs principaux en agronomie sont chargés notamment :

- de concevoir les méthodes et les techniques liées à l'amélioration de la production ;
- de promouvoir tout projet de développement agricole et rural à l'échelle régionale et nationale ;
- d'analyser et d'évaluer les projets et programmes de développement agricole et rural.

Art. 17. — Outre les tâches dévolues aux ingénieurs principaux en agronomie, les ingénieurs en chef en agronomie sont chargés notamment :

- d'initier des études prospectives et d'élaborer des modèles liés à la production agricole et au développement rural ;
- de définir tous les instruments et paramètres nécessaires à l'élaboration de grands projets de développement agricole et rural ;
- d'évaluer les impacts des programmes de développement agricole et rural initiés par les pouvoirs publics.

Section 2

Conditions de recrutement

Art. 18. — Sont recrutés ou promus en qualité d'ingénieur d'Etat en agronomie :

1 - par voie de concours sur épreuves, les candidats titulaires du diplôme d'ingénieur d'Etat en agronomie ou d'un titre reconnu équivalent ;

2 - par voie d'examen professionnel, dans la limite de 30% des postes à pourvoir, les ingénieurs d'application en agronomie justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité.

Art. 19. — Sont promus sur titre en qualité d'ingénieur d'Etat en agronomie, les ingénieurs d'application en agronomie titulaires et les techniciens supérieurs de l'agriculture titulaires, ayant obtenu après leur recrutement, le diplôme d'ingénieur d'Etat en agronomie ou un titre reconnu équivalent.

Art. 20. — Sont recrutés ou promus en qualité d'ingénieur principal en agronomie :

1. par voie de concours sur épreuves, les candidats titulaires d'un magister en agronomie ou d'un titre reconnu équivalent ;

2. par voie d'examen professionnel dans la limite de 30% des postes à pourvoir, les ingénieurs d'Etat en agronomie, justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

3. au choix et après inscription sur une liste d'aptitude, dans la limite de 10% des postes à pourvoir, les ingénieurs d'Etat en agronomie justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Art. 21. — Sont promus sur titre en qualité d'ingénieur principal en agronomie, les ingénieurs d'Etat en agronomie titulaires, ayant obtenu après leur recrutement, le diplôme de magister en agronomie ou un titre reconnu équivalent.

Art. 22. — Sont promus en qualité d'ingénieur en chef en agronomie :

1 - par voie d'examen professionnel, les ingénieurs principaux en agronomie justifiant de sept (7) années de service effectif en cette qualité ;

2 - au choix et après inscription sur une liste d'aptitude, dans la limite de 20% des postes à pourvoir, les ingénieurs principaux en agronomie justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Section 3

Dispositions transitoires

Art. 23. — Sont intégrés dans le grade d'ingénieur d'application en agronomie, les ingénieurs d'application en agronomie titulaires et stagiaires.

Art. 24. — Sont intégrés dans le grade d'ingénieur d'Etat en agronomie, les ingénieurs d'Etat en agronomie titulaires et stagiaires.

Art. 25. — Sont intégrés dans le grade d'ingénieur principal en agronomie, les ingénieurs principaux en agronomie titulaires et stagiaires.

Art. 26. — Sont intégrés dans le grade d'ingénieur en chef en agronomie, les ingénieurs en chef en agronomie titulaires et stagiaires.

Chapitre II

Dispositions applicables au corps des techniciens de l'agriculture

Art. 27. — Le corps des techniciens de l'agriculture comporte les deux (2) grades suivants :

- technicien de l'agriculture ;
- technicien supérieur de l'agriculture.

Section 1

Définition des tâches

Art. 28. — Les techniciens de l'agriculture sont chargés notamment :

- d'encadrer les activités du personnel d'exécution ;
- d'exécuter les travaux techniques relevant de leur domaine d'activité (labours/semences, plantations, récoltes, élevages) ;
- de participer au contrôle technique des opérations culturales.

Art. 29. — Outre les tâches dévolues aux techniciens de l'agriculture, les techniciens supérieurs de l'agriculture sont chargés notamment :

- de réaliser des travaux techniques agricoles spécialisés ;
- de suivre le déroulement des campagnes agricoles ;
- d'élaborer les bilans de production.

Section 2

Conditions de recrutement et de promotion

Art. 30. — Sont recrutés ou promus en qualité de technicien de l'agriculture :

1 - par voie de concours sur épreuves, les candidats titulaires du diplôme de technicien de l'agriculture ou d'un titre reconnu équivalent ;

2 - par voie d'examen professionnel dans la limite de 30% des postes à pourvoir, les adjoints techniques de l'agriculture justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

3 - au choix et après inscription sur une liste d'aptitude, dans la limite de 10% des postes à pourvoir, les adjoints techniques de l'agriculture justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Art. 31. — Sont promus sur titre en qualité de technicien de l'agriculture, les adjoints techniques de l'agriculture titulaires, ayant obtenu après leur recrutement, le diplôme de technicien de l'agriculture ou un titre reconnu équivalent.

Art. 32. — Sont recrutés ou promus en qualité de technicien supérieur de l'agriculture :

1 - par voie de concours sur épreuves, les candidats titulaires du diplôme de technicien supérieur de l'agriculture ou d'un titre reconnu équivalent ;

2 - par voie d'examen professionnel dans la limite de 30% des postes à pourvoir, les techniciens de l'agriculture justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

3 - au choix et après inscription sur une liste d'aptitude, dans la limite de 10% des postes à pourvoir, les techniciens de l'agriculture justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Les candidats retenus en application des cas 2 et 3 ci-dessus, sont astreints préalablement à leur promotion, à suivre avec succès une formation dont la durée, le contenu et les modalités d'organisation, sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 33. — Sont promus sur titre en qualité de technicien supérieur de l'agriculture, les techniciens de l'agriculture titulaires, ayant obtenu après leur recrutement, le diplôme de technicien supérieur de l'agriculture ou un titre reconnu équivalent.

Section 3

Dispositions transitoires

Art. 34. — Sont intégrés dans le grade de technicien de l'agriculture, les techniciens de l'agriculture titulaires et stagiaires.

Art. 35. — Sont intégrés dans le grade de technicien supérieur de l'agriculture, les techniciens supérieurs de l'agriculture titulaires et stagiaires.

Chapitre III

Dispositions applicables au corps des adjoints techniques de l'agriculture

Art. 36. — Le corps des adjoints techniques de l'agriculture comporte le grade unique d'adjoint technique de l'agriculture.

Section 1

Définition des tâches

Art. 37. — Les adjoints techniques de l'agriculture sont chargés notamment :

- de réaliser des tâches et des travaux techniques liés aux activités agricoles et au développement rural ;
- de suivre l'état d'exécution des opérations culturales.

Section 2

Conditions de recrutement

Art. 38. — Sont recrutés en qualité d'adjoint technique de l'agriculture par voie de concours sur épreuves, les candidats titulaires d'un diplôme d'adjoint technique de l'agriculture.

Section 3

Dispositions transitoires

Art. 39. — Sont intégrés dans le grade des adjoints techniques de l'agriculture, les adjoints techniques de l'agriculture titulaires et stagiaires.

TITRE III

**DISPOSITIONS APPLICABLES
AUX POSTES SUPERIEURS AU TITRE
DE L'ADMINISTRATION CHARGÉE
DE L'AGRICULTURE**

Art. 40. — En application des dispositions de l'article 11 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, la liste des postes supérieurs relevant de l'administration chargée de l'agriculture est fixée comme suit :

- expert en agronomie ;
- chargé de programme de vulgarisation agricole ;
- conseiller technique agricole.

Les experts en agronomie, les chargés de programme de vulgarisation agricole et les conseillers techniques agricoles cités ci-dessus, sont en position d'activité au sein des services déconcentrés de l'administration chargée de l'agriculture.

Art. 41. — Le nombre de postes supérieurs prévus à l'article 40 ci-dessus, est déterminé par arrêté conjoint du ministre chargé des finances, du ministre chargé de l'agriculture et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Section 1

Définition des tâches

Art. 42. — Les experts en agronomie, sont investis de missions d'expertise dans les domaines :

— des techniques de productions agricoles, de mise en valeur et d'aménagement rural ;

— de la préparation de documents sur des sujets d'actualité ;

— de l'analyse et du diagnostic des actions de production, d'investissement et d'appui technique ;

— des études d'opportunité des projets ;

— d'évaluation et de contrôle.

Ils peuvent participer à la conception des stratégies agricoles.

Art. 43. — Les chargés de programme de vulgarisation agricole, sont chargés notamment :

— de concevoir et de contribuer à la mise en œuvre des programmes de vulgarisation agricole ;

— de proposer les instruments méthodologiques et mesures nécessaires à la gestion des programmes de vulgarisation agricole ;

— d'initier et de coordonner les études d'impact des programmes de vulgarisation agricole.

Art. 44. — Les conseillers techniques agricoles, sont chargés notamment :

— d'appuyer et d'accompagner les programmes opérationnels de vulgarisation agricole ;

— de suivre et de superviser l'organisation et l'animation des sessions de vulgarisation agricole ;

— de participer à l'organisation des manifestations scientifiques, techniques et campagnes d'intérêt national.

Section 2

Conditions de nomination

Art. 45. — Les experts en agronomie sont nommés parmi :

— les fonctionnaires titulaires appartenant au moins au grade d'ingénieur principal en agronomie, justifiant de trois (3) années d'ancienneté en qualité de fonctionnaire ;

— les fonctionnaires titulaires appartenant au grade d'ingénieur d'Etat en agronomie, justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

— les fonctionnaires titulaires appartenant au grade d'ingénieur d'application en agronomie, justifiant de huit (8) années de service effectif en cette qualité.

Art. 46. — Les chargés de programme de vulgarisation agricole sont nommés parmi :

— les fonctionnaires titulaires appartenant au moins au grade d'ingénieur principal en agronomie, justifiant de trois (3) années d'ancienneté en qualité de fonctionnaire ;

— les fonctionnaires titulaires appartenant au grade d'ingénieur d'Etat en agronomie, justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

— les fonctionnaires titulaires appartenant au grade d'ingénieur d'application en agronomie, justifiant de huit (8) années de service effectif en cette qualité.

Les candidats au poste supérieur de chargé de programme de vulgarisation agricole sont astreints à suivre avec succès une formation préalable à la nomination dont la durée, le contenu et les modalités d'organisation, sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 47. — Les conseillers techniques agricoles sont nommés parmi :

— les techniciens supérieurs de l'agriculture justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

— les techniciens de l'agriculture justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Les candidats au poste supérieur de conseiller technique agricole, sont astreints à suivre avec succès une formation préalable à la nomination dont la durée, le contenu et les modalités d'organisation, sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture et de l'autorité chargée de la fonction publique.

TITRE IV

CLASSIFICATION DES GRADES ET BONIFICATION INDICIAIRE DES POSTES SUPERIEURS

Chapitre I

Classification des corps et grades

Art. 48. — En application des dispositions de l'article 118 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, la classification des corps et grades techniques de l'administration chargée de l'agriculture, est fixée conformément au tableau ci-après :

CORPS	GRADE	CATEGORIE	INDICE
Ingénieur	Ingénieur d'application	11	498
	Ingénieur d'Etat	13	578
	Ingénieur principal	14	621
	Ingénieur en chef	16	713
Technicien	Technicien	8	379
	Technicien supérieur	10	453
Adjoint technique	Adjoint technique	7	348

Chapitre II

Bonification indiciaire des postes supérieurs

Art. 49. — En application des dispositions de l'article 3 du décret présidentiel n° 07-307 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007, susvisé, la bonification indiciaire applicable aux postes supérieurs au titre de l'administration chargée de l'agriculture est fixée conformément au tableau ci-après :

POSTES SUPERIEURS	BONIFICATION INDICIAIRE	
	NIVEAU	INDICE
Expert en agronomie	8	195
Chargé de programme de vulgarisation agricole	8	195
Conseiller technique agricole	5	75

TITRE V

DISPOSITIONS PARTICULIERES ET FINALES

Art. 50. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent décret, notamment celles du décret exécutif n° 90-36 du 23 janvier 1990, susvisé.

Art. 51. — Le présent décret prend effet à compter du 1er janvier 2008.

Art. 52. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Ramadhan 1429 correspondant au 17 septembre 2008.

Ahmed OUYAHIA.

Art. 17. — Le secrétariat du comité de commune est assuré par le délégué communal, chargé de la réalisation du recensement économique.

Art. 18. — Les responsables des services statistiques de wilayas et les délégués communaux sont requis et affectés exclusivement aux travaux du recensement économique, pendant toute sa durée.

Art. 19. — Le comité technique opérationnel visé à l'article 4 ci-dessus est chargé de la conduite de l'ensemble des travaux techniques du recensement économique qu'il présente pour approbation au comité national. Il est présidé par le directeur général de l'office national des statistiques et comprend les directeurs de l'office national des statistiques.

Art. 20. — Le recensement économique est réalisé, sous l'égide du comité national, par le comité technique opérationnel avec le concours des administrations, institutions et collectivités locales concernées, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en la matière.

Art. 21. — Pour les besoins du recensement économique, des agents sont recrutés et rémunérés conformément aux dispositions de l'article 21 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Jomada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 et du décret présidentiel n° 07-308 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 susvisés.

Art. 22. — Une indemnité forfaitaire spécifique est allouée, pour chaque phase du recensement économique, aux responsables des services statistiques de wilayas et aux délégués communaux appelés à accomplir des tâches temporaires dans le cadre de l'exécution du recensement économique.

Le montant de cette indemnité est fixé conformément au tableau ci-après :

Fonctions	Montants (DA)
Responsable des services statistiques de wilaya	30.000
Délégué communal	25.000

Art. 23. — Les moyens matériels nécessaires à l'exécution du recensement économique sont mobilisés par les autorités locales habilitées, selon les procédures légales en vigueur.

Art. 24. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Jomada El Oula 1431 correspondant au 28 avril 2010.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 10-124 du 13 Jomada El Oula 1431 correspondant au 28 avril 2010 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps des médecins vétérinaires, des inspecteurs vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Jomada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique, notamment ses articles 3 et 11 ;

Vu la loi n° 09-03 du 29 Safar 1430 correspondant au 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes ;

Vu le décret présidentiel n° 07-304 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires ;

Vu le décret présidentiel n° 07-307 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les modalités d'attribution de la bonification indiciaire aux titulaires de postes supérieurs dans les institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 jomada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 jomada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995 portant statut particulier des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre 1

Champ d'application

Article 1er. — En application des dispositions des articles 3 et 11 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique, le présent décret a pour objet de préciser les dispositions particulières applicables aux fonctionnaires appartenant aux corps des médecins vétérinaires, des inspecteurs vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes et de fixer la nomenclature y afférente ainsi que les conditions d'accès aux différents grades et emplois correspondants.

Art. 2. — Les fonctionnaires régis par le présent statut particulier sont en activité au sein des services déconcentrés et des établissements publics ayant des activités de médecine vétérinaire, relevant du ministère chargé de l'agriculture.

Ils peuvent, en outre, être en activité auprès de l'administration centrale.

Toutefois, les fonctionnaires appartenant aux corps des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes peuvent être placés en position d'activité auprès d'une institution ou d'une administration publique relevant d'autres ministères et ayant des activités similaires à celles prévues à l'alinéa 1er ci-dessus.

Un arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture, du ministre concerné et de l'autorité chargée de la fonction publique fixe la liste des grades, ainsi que les effectifs concernés pour chaque institution et administration.

Chapitre 2

Droits et obligations

Art. 3. — Outre les droits et obligations prévus par l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, les fonctionnaires régis par le présent statut particulier sont soumis aux droits et obligations cités par la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988, susvisée.

Ils sont, en outre, assujettis au règlement intérieur de l'établissement dans lequel ils exercent.

Art. 4. — Les fonctionnaires appartenant au corps des inspecteurs vétérinaires sont commissionnés et avant d'entrer en fonction ils prêtent, par devant le tribunal de leur résidence administrative, le serment suivant :

« أقسم بالله العلي العظيم أن أقوم بأعمال وظيفتي بأمانة وصدق، وأن أحافظ على السر المهني، وأراعي في كل الأحوال الواجبات المفروضة عليّ ».

Le serment n'est pas renouvelé tant qu'il n'y a pas interruption définitive de la fonction.

Art. 5. — Les fonctionnaires régis par le présent statut particulier sont astreints, dans le cadre de l'exercice des missions qui leur sont dévolues :

- à une disponibilité permanente ;
- aux permanences sanitaires réglementaires organisées au sein du service ou de l'établissement ;
- aux déplacements fréquents dans le cadre des opérations de contrôle et de surveillance sanitaire.

Art. 6. — Les fonctionnaires régis par le présent statut particulier bénéficient, à l'occasion et durant l'exercice de leurs fonctions, du soutien des services compétents, conformément aux dispositions des articles 14 et 15 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988, susvisée.

Art. 7. — Les fonctionnaires régis par le présent statut particulier sont tenus au secret professionnel, conformément aux dispositions de l'article 26 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 et de l'article 48 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisées.

Art. 8. — Dans le cadre de l'exercice de leurs missions, les fonctionnaires régis par le présent statut particulier bénéficient :

- de l'habillement spécifique adéquat ;
- de la couverture médicale préventive dans le cadre de la médecine du travail ;
- du transport lorsqu'ils sont astreints à des déplacements fréquents dans le cadre des opérations de contrôle et de surveillance sanitaire.

Un arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture et du ministre chargé des finances détermine les conditions dans lesquelles sont assurés l'habillement et le transport.

Art. 9. — Les fonctionnaires régis par le présent statut particulier bénéficient d'autorisations d'absence, sans perte de rémunération, pour participer à des congrès et séminaires à caractère national ou international en rapport avec leurs activités professionnelles, selon les modalités et les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Chapitre 3

Recrutement, stage, titularisation,
promotion et avancement

Section 1

Recrutement et promotion

Art. 10. — Les fonctionnaires régis par le présent statut particulier sont recrutés et promus selon les conditions et les proportions fixées par les dispositions du présent décret.

Les proportions applicables aux différents modes de promotion peuvent être modifiées, sur proposition de l'autorité ayant pouvoir de nomination, après avis de la commission administrative paritaire compétente, par décision de l'autorité chargée de la fonction publique.

Toutefois, ces modifications ne doivent pas excéder la moitié des taux fixés pour les modes de promotion par voie d'examen professionnel et d'inscription sur liste d'aptitude, sans que ces taux ne dépassent le plafond de 50% des postes à pourvoir.

Section 2

Stage, titularisation et avancement

Art. 11. — En application des dispositions des articles 83 et 84 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, les candidats recrutés dans les corps et grades régis par le présent statut particulier sont nommés en qualité de stagiaire par arrêté ou décision, selon le cas, de l'autorité investie du pouvoir de nomination. Ils sont astreints à l'accomplissement d'un stage probatoire d'une durée d'une année.

Art. 12. — A l'issue de la période de stage, les stagiaires sont soit titularisés, soit astreints à une prorogation de stage une seule fois pour la même durée, soit licenciés, sans préavis ni indemnités.

Art. 13. — Les rythmes d'avancement applicables aux fonctionnaires régis par le présent statut particulier sont fixés selon les trois durées prévues à l'article 11 du décret présidentiel n° 07-304 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007, susvisé.

Chapitre 4

Positions statutaires

Art. 14. — En application des dispositions de l'article 127 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, les proportions maximales des fonctionnaires régis par le présent statut particulier, susceptibles d'être placés, sur leur demande, dans l'une des positions statutaires de détachement, de mise en disponibilité ou de hors cadre, sont fixées, pour chaque corps et pour chaque institution et administration publique, comme suit :

- détachement : 5 % ;
- mise en disponibilité : 5 % ;
- hors cadre : 2 %.

Chapitre 5

Formation

Art. 15. — L'organisme employeur est tenu d'assurer :

- la formation, le perfectionnement et le recyclage des fonctionnaires régis par le présent statut particulier, en vue d'une amélioration constante de leur qualification et de leur promotion ;

— l'actualisation de leurs connaissances en vue de l'acquisition de nouvelles compétences liées aux besoins du secteur de la santé animale et de la santé publique vétérinaire.

Art. 16. — Les fonctionnaires régis par le présent statut particulier sont tenus de participer aux différents cycles de formation organisés par l'administration dont ils relèvent.

Chapitre 6

Evaluation

Art. 17. — En application des dispositions de l'article 97 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, le pouvoir d'évaluation relève de l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Art. 18. — Outre les critères prévus à l'article 99 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, l'évaluation des fonctionnaires régis par le présent statut particulier est fondée sur :

- la faculté d'adaptation ;
- les méthodes et la qualité du travail ;
- l'esprit d'initiative ;
- les travaux de recherche, publications et communications à caractère scientifique.

Chapitre 7

Dispositions générales d'intégration

Art. 19. — Les fonctionnaires appartenant aux corps et grades prévus par les dispositions du décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995, susvisé, sont intégrés, titularisés et reclassés, à la date d'effet du présent décret, dans les corps et grades correspondants prévus par le présent statut particulier.

Art. 20. — Les fonctionnaires cités à l'article 19 ci-dessus sont rangés à l'échelon correspondant à celui qu'ils détiennent dans leur grade d'origine. Le reliquat d'ancienneté acquis dans le grade d'origine est pris en compte pour l'avancement dans le grade d'accueil.

Art. 21. — Les stagiaires nommés antérieurement à la date de publication du présent décret au *Journal officiel* sont intégrés en qualité de stagiaire et titularisés après accomplissement de la période d'essai prévue par les dispositions du décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995, susvisé.

Art. 22. — A titre transitoire et pendant une durée de cinq (5) années à compter de la date d'effet du présent décret, l'ancienneté exigée pour la promotion à un grade ou la nomination à un poste supérieur des fonctionnaires intégrés dans des grades autres que ceux correspondant aux grades précédemment créés par les dispositions du décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995, susvisé, est appréciée cumulativement au titre du grade d'origine et du grade d'intégration.

TITRE II

NOMENCLATURE DES CORPS

Art. 23. — Sont régis par le présent statut particulier les corps ci-après :

- le corps des médecins vétérinaires ;
- le corps des inspecteurs vétérinaires ;
- le corps des médecins vétérinaires spécialistes.

Chapitre 1

Dispositions applicables au corps des médecins vétérinaires

Art. 24. — Le corps des médecins vétérinaires comprend trois (3) grades :

- le grade de médecin vétérinaire ;
- le grade de médecin vétérinaire principal ;
- le grade de médecin vétérinaire en chef.

Section 1

Définition des tâches

Art. 25. — Les médecins vétérinaires sont chargés d'assurer, notamment :

- le diagnostic ;
- la prophylaxie sanitaire et médicale des maladies animales ;
- le contrôle des denrées alimentaires d'origine animale ;
- l'éducation sanitaire vétérinaire ;
- le contrôle de la distribution et de l'utilisation des produits pharmaceutiques et biologiques à usage vétérinaire ;
- le diagnostic expérimental au niveau du laboratoire.

Art. 26. — Outre les tâches dévolues aux médecins vétérinaires, les médecins vétérinaires principaux sont chargés, notamment :

- d'effectuer des enquêtes épidémiologiques ;
- d'assurer la sécurité sanitaire des aliments ;
- de proposer des stratégies et l'organisation des programmes de prophylaxie ;
- de procéder à l'analyse et à la gestion des risques liés à la santé publique et à la santé animale.

Art. 27. — Outre les tâches dévolues aux médecins vétérinaires principaux, les médecins vétérinaires en chef sont chargés, notamment, du contrôle et de la supervision de l'activité des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires principaux.

Section 2

Conditions de recrutement et de promotion

Art. 28. — Les médecins vétérinaires sont recrutés, par voie de concours sur épreuves, parmi les candidats titulaires du diplôme de docteur vétérinaire ou d'un titre reconnu équivalent.

Art. 29. — Sont promus en qualité de médecin vétérinaire principal :

1 — par voie d'examen professionnel, les médecins vétérinaires justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

2 — au choix et après inscription sur une liste d'aptitude, dans la limite de 20% des postes à pourvoir, les médecins vétérinaires justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Art. 30. — Sont promus en qualité de médecin vétérinaire en chef :

1 — par voie d'examen professionnel, les médecins vétérinaires principaux justifiant de sept (7) années de service effectif en cette qualité ;

2 — au choix et après inscription sur une liste d'aptitude, dans la limite de 20% des postes à pourvoir, les médecins vétérinaires principaux justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Section 3

Dispositions transitoires d'intégration

Art. 31. — Sont intégrés dans le grade de médecin vétérinaire les docteurs vétérinaires titulaires et stagiaires.

Art. 32. — Sont intégrés dans le grade de médecin vétérinaire principal les docteurs vétérinaires justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Chapitre 2

Dispositions applicables au corps des inspecteurs vétérinaires

Art. 33. — Le corps des inspecteurs vétérinaires comprend trois (3) grades :

- le grade d'inspecteur vétérinaire ;
- le grade d'inspecteur vétérinaire principal ;
- le grade d'inspecteur vétérinaire en chef.

Section 1

Définition des tâches

Art. 34. — Les fonctionnaires relevant du corps des inspecteurs vétérinaires exercent, dans le cadre du mandat sanitaire, tel que prévu par les dispositions de l'article 9 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988, susvisée, les prérogatives d'inspection, de contrôle, d'investigation, de recherche et de constatation des infractions à la législation et à la réglementation en vigueur.

Art. 35. — Les inspecteurs vétérinaires sont chargés, notamment :

- d'effectuer des constatations médico-légales ;
- de veiller à l'application des textes législatifs et réglementaires en matière vétérinaire.

Art. 36. — Outre les tâches dévolues aux inspecteurs vétérinaires, les inspecteurs vétérinaires principaux sont chargés, notamment, de contrôler et de superviser l'activité des inspecteurs vétérinaires.

Art. 37. — Outre les tâches dévolues aux inspecteurs vétérinaires principaux, les inspecteurs vétérinaires en chef sont chargés, notamment :

- d'exercer leurs attributions sur tout le territoire national, dans le cadre des missions dévolues à l'autorité vétérinaire nationale ;
- d'effectuer des études sur l'organisation et le fonctionnement des services vétérinaires.

Section 2

Conditions de promotion

Art. 38. — Sont promus en qualité d'inspecteur vétérinaire :

1 — par voie d'examen professionnel, les médecins vétérinaires justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

2 — au choix et après inscription sur une liste d'aptitude, dans la limite de 20% des postes à pourvoir, les médecins vétérinaires justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Art. 39. — Sont promus en qualité d'inspecteur vétérinaire principal :

1 — par voie d'examen professionnel, les inspecteurs vétérinaires et les médecins vétérinaires principaux justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

2 — au choix et après inscription sur une liste d'aptitude, dans la limite de 20% des postes à pourvoir, les inspecteurs vétérinaires et les médecins vétérinaires principaux justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Art. 40. — Sont promus en qualité d'inspecteur vétérinaire en chef :

1 — par voie d'examen professionnel, les inspecteurs vétérinaires principaux et les médecins vétérinaires en chef justifiant de sept (7) années de service effectif en cette qualité ;

2 — au choix et après inscription sur une liste d'aptitude, dans la limite de 20% des postes à pourvoir, les inspecteurs vétérinaires principaux et les médecins vétérinaires en chef justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Section 3

Dispositions transitoires d'intégration

Art. 41. — Sont intégrés dans le grade d'inspecteur vétérinaire :

- les inspecteurs vétérinaires ;
- sur leur demande, les docteurs vétérinaires justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité, en activité au sein de l'administration chargée de l'agriculture.

Art. 42. — Sont intégrés dans le grade d'inspecteur vétérinaire principal :

- les inspecteurs vétérinaires principaux ;
- les inspecteurs vétérinaires justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Art. 43. — Sont intégrés dans le grade d'inspecteur vétérinaire en chef :

- les inspecteurs vétérinaires principaux en chef ;
- les inspecteurs vétérinaires principaux justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Chapitre 3

Dispositions applicables au corps des médecins vétérinaires spécialistes

Art. 44. — Le corps des médecins vétérinaires spécialistes comprend trois (3) grades :

- le grade de médecin vétérinaire spécialiste du 1er degré ;
- le grade de médecin vétérinaire spécialiste du 2ème degré ;
- le grade de médecin vétérinaire spécialiste du 3ème degré.

Section 1

Définition des tâches

Art. 45. — Les médecins vétérinaires spécialistes du 1er degré assurent, dans les structures vétérinaires, suivant leur spécialité et leur domaine de compétence, notamment les activités suivantes :

- le diagnostic de laboratoire ;
- la gestion et la mise à niveau d'un service technique ou d'un poste spécifique ;
- la participation à la formation continue du personnel vétérinaire et des techniciens placés sous leur autorité ;
- l'élaboration d'études à caractère technique et scientifique susceptibles de favoriser le développement des méthodes de diagnostic de laboratoire.

Art. 46. — Outre les tâches dévolues aux médecins vétérinaires spécialistes du 1er degré, les médecins vétérinaires spécialistes du 2ème degré assurent, notamment, les activités suivantes :

— la conception et la réalisation d'enquêtes épidémiologiques ;

— le contrôle et la recherche en matière de prévention des principales maladies animales ;

— la mise en place des systèmes de suivi et de contrôle des activités au sein des laboratoires vétérinaires.

Art. 47. — Outre les tâches dévolues aux médecins vétérinaires spécialistes du 2ème degré, les médecins vétérinaires spécialistes du 3ème degré assurent, notamment, les activités suivantes :

— l'orientation, l'évaluation et la valorisation des travaux de recherche ;

— la participation à la réalisation d'études en vue de recueillir des données épidémiologiques et de favoriser la publication des travaux de recherche ;

— les expertises et les audits techniques et scientifiques ;

— l'établissement des cartes zoo-sanitaires ;

— la conception et la réalisation de divers projets de recherche.

Section 2

Conditions de recrutement et de promotion

Art. 48. — Les médecins vétérinaires spécialistes du 1er degré sont recrutés par voie de concours sur épreuves, parmi les candidats titulaires d'un magistère en sciences vétérinaires ou d'un titre reconnu équivalent.

Art. 49. — Sont promus en qualité de médecin vétérinaire spécialiste du 2ème degré :

1 — par voie d'examen professionnel, les médecins vétérinaires spécialistes du 1er degré justifiant de (5) années de service effectif en cette qualité ;

2 — au choix et après inscription sur une liste d'aptitude, dans la limite de 20% des postes à pourvoir, les médecins vétérinaires spécialistes du 1er degré, justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Art. 50. — Sont recrutés ou promus en qualité de médecin vétérinaire spécialiste du 3ème degré :

1 — sur titre, les titulaires du diplôme de doctorat d'Etat es- sciences vétérinaires ou d'un titre reconnu équivalent ;

2 — par voie d'examen professionnel, les médecins vétérinaires spécialistes du 2ème degré justifiant de (7) années de service effectif en cette qualité ;

3 — au choix, après inscription sur une liste d'aptitude, dans la limite de 20% des postes à pourvoir, les médecins vétérinaires spécialistes du 2ème degré justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Art. 51. — Sont promus sur titre, en qualité de médecin vétérinaire spécialiste du 3ème degré, les médecins vétérinaires spécialistes du 2ème degré ayant obtenu, après leur recrutement, le doctorat d'Etat es-sciences vétérinaires ou un titre reconnu équivalent.

Section 3

Dispositions transitoires d'intégration

Art. 52. — Sont intégrés dans le grade de médecin vétérinaire spécialiste du 2ème degré les médecins vétérinaires spécialistes du 1er et du 2ème degrés.

Art. 53. — Sont intégrés dans le grade de médecin vétérinaire spécialiste du 3ème degré :

— les médecins vétérinaires spécialistes du 3ème degré ;

— les médecins vétérinaires spécialistes du 2ème degré justifiant d'au moins cinq (5) années de service effectif en cette qualité.

TITRE III

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX POSTES SUPERIEURS

Art. 54. — En application des dispositions de l'article 11 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, la liste des postes supérieurs au titre des corps des inspecteurs vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes est fixée comme suit :

— inspecteur vétérinaire responsable d'unité de base ;

— inspecteur vétérinaire des abattoirs ;

— inspecteur vétérinaire des postes frontières ;

— inspecteur vétérinaire de wilaya ;

— contrôleur général des services vétérinaires.

Art. 55. — Le nombre de postes supérieurs prévus à l'article 54 ci-dessus est déterminé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture, du ministre chargé des finances et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Chapitre 1

Définition des tâches

Art. 56. — Outre les tâches dévolues à son grade d'origine par le présent décret, l'inspecteur vétérinaire responsable d'unité de base assure la responsabilité technico-administrative d'une unité de base.

Il est entendu par unité de base : une unité de surveillance épidémiologique, un centre de pharmaco-vigilance, un centre de quarantaine, une unité de contrôle sanitaire des halles à la marée ou une unité chargée de l'hygiène alimentaire.

A ce titre, il est chargé :

En matière de surveillance épidémiologique : du suivi des déclarations obligatoires des maladies, de l'élaboration du bulletin sanitaire vétérinaire, de la tenue à jour de la carte épidémiologique de la wilaya, du suivi de l'application des plans de prophylaxie obligatoire, du suivi de l'application des programmes de lutte contre les zoonoses et de la proposition de toutes mesures de nature à garantir la couverture sanitaire à l'échelle de la wilaya.

Il met en œuvre et propose toutes mesures visant à améliorer la surveillance et le contrôle sanitaire des mouvements du cheptel et de leur transport.

En matière de pharmaco-vigilance : de recueillir les notifications des effets indésirables des médicaments vétérinaires et de procéder à une mission d'évaluation et d'expertise.

En matière de quarantaine : de la mise en quarantaine des animaux destinés à l'importation et à l'exportation, de l'identification zootechnique, de l'examen clinique et individuel des animaux, des prélèvements sérologiques pour analyse et du suivi sanitaire et du bien-être des animaux.

En matière de contrôle sanitaire des halles à la marée : de l'inspection des produits de la pêche au niveau de l'infrastructure conçue exclusivement pour la vente en gros de ces produits, de la vérification de l'état de salubrité et d'hygiène des produits de la pêche ainsi que du respect des conditions de leur transport, conformément à la réglementation en vigueur.

En matière d'hygiène alimentaire : de contrôler toutes les entités de commercialisation des produits alimentaires d'origine animale, de veiller à ce que tous ces produits soient salubres pour la consommation humaine et de procéder à la saisie et/ou à la destruction de tout produit susceptible de nuire à la santé humaine.

Art. 57. — L'inspecteur vétérinaire des abattoirs est chargé de l'inspection et du contrôle sanitaire vétérinaire par :

— l'inspection *ante mortem* qui consiste en une auscultation préalable des animaux vivants qui détermine l'autorisation ou non de l'abattage ;

— l'inspection *post mortem* qui consiste en une inspection approfondie de la carcasse et de ses abats afin d'éliminer tout organe, partie, ou toute la carcasse présentant une anomalie qui pourrait nuire à la santé humaine.

Il est chargé, en outre, de surveiller la conformité des prescriptions d'hygiène et de désinfection de l'abattoir et des moyens de transport ainsi que les conditions de transport des animaux vivants et des produits animaux.

Art. 58. — L'inspecteur vétérinaire des postes frontières est chargé du contrôle vétérinaire des animaux, des produits animaux et d'origine animale, y compris les produits de la pêche et les médicaments vétérinaires à l'importation et à l'exportation au niveau des postes frontières.

Art. 59. — L'inspecteur vétérinaire de wilaya assure la responsabilité technico-administrative d'une inspection vétérinaire de wilaya. A ce titre, il représente l'autorité vétérinaire nationale au niveau de la wilaya et coordonne les actions entre les différents vétérinaires sur le terrain.

Art. 60. — Le contrôleur général des services vétérinaires exerce ses fonctions au niveau de l'administration centrale. Il est chargé de missions d'inspection, d'évaluation et de contrôle concernant les activités et le fonctionnement des services vétérinaires. Il peut, en outre, être chargé de missions spécifiques auprès de l'autorité vétérinaire nationale.

Chapitre II

Conditions de nomination

Art. 61. — Les inspecteurs vétérinaires responsables d'unité de base, les inspecteurs vétérinaires des abattoirs et les inspecteurs vétérinaires des postes frontières sont nommés parmi :

- les inspecteurs vétérinaires principaux au moins ;
- les inspecteurs vétérinaires justifiant d'au moins trois (3) années de service effectif en cette qualité.

Art. 62. — Les inspecteurs vétérinaires de wilayas sont nommés parmi :

- les inspecteurs vétérinaires en chef ;
- les inspecteurs vétérinaires principaux justifiant d'au moins trois (3) années de service effectif en cette qualité ;
- les inspecteurs vétérinaires justifiant d'au moins cinq (5) années de service effectif en cette qualité.

Art. 63. — Les contrôleurs généraux des services vétérinaires sont nommés parmi :

- les inspecteurs vétérinaires en chef justifiant d'au moins deux (2) années de service effectif en cette qualité ;
- les médecins vétérinaires spécialistes du 3ème degré justifiant d'au moins deux (2) années de service effectif en cette qualité.

TITRE IV

CLASSIFICATION DES GRADES ET BONIFICATION INDICIAIRE DES POSTES SUPERIEURS

Chapitre 1

Classification des grades

Art. 64. — En application des dispositions de l'article 118 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, la classification des grades relevant des corps des médecins vétérinaires, des inspecteurs vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes est fixée conformément au tableau ci-après :

CORPS	GRADES	CLASSIFICATION	
		Catégorie	Indice minimal
Médecins vétérinaires	Médecin vétérinaire	13	578
	Médecin vétérinaire principal	15	666
	Médecin vétérinaire en chef	17	762
Inspecteurs vétérinaires	Inspecteur vétérinaire	15	666
	Inspecteur vétérinaire principal	17	762
	Inspecteur vétérinaire en chef	Sub 1	930
Médecins vétérinaires spécialistes	Médecin vétérinaire spécialiste du 1er degré	14	621
	Médecin vétérinaire spécialiste du 2ème degré	16	713
	Médecin vétérinaire spécialiste du 3ème degré	Sub 1	930

Chapitre 2

Bonification indiciaire des postes supérieurs

Art. 65. — En application des dispositions de l'article 3 du décret présidentiel n° 07-307 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007, susvisé, la bonification indiciaire des postes supérieurs spécifiques aux corps des inspecteurs vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes est fixée conformément au tableau ci-après :

POSTES SUPERIEURS	BONIFICATION INDICIAIRE	
	Niveau	Indice
Inspecteur vétérinaire, responsable d'unité de base	8	195
Inspecteur vétérinaire des abattoirs	8	195
Inspecteurs vétérinaire des postes frontières	8	195
Inspecteurs vétérinaire de wilaya	9	255
Contrôleur général des services vétérinaires	10	325

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Art. 66. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret, notamment le décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995, portant statut particulier des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes.

Art. 67. — Le présent décret prend effet à compter du 1er janvier 2008.

Art. 68. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Joumada El Oula 1431 correspondant au 28 avril 2010.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 11-126 du 17 Rabie Ethani 1432 correspondant au 22 mars 2011 modifiant et complétant le décret exécutif n° 10-30 du 5 Safar 1431 correspondant au 21 janvier 2010 portant déclaration d'utilité publique l'opération relative à la construction du barrage de Djedra dans les communes de Souk Ahras et Mechrouha, wilaya de Souk Ahras.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des ressources en eau,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 10-30 du 5 Safar 1431 correspondant au 21 janvier 2010 portant déclaration d'utilité publique l'opération relative à la construction du barrage de Djedra dans les communes de Souk Ahras et Mechrouha, wilaya de Souk Ahras ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions des articles 1 et 2 du décret exécutif n° 10-30 du 5 Safar 1431 correspondant au 21 janvier 2010 portant déclaration d'utilité publique l'opération relative à la construction du barrage de Djedra dans les communes de Souk Ahras et Mechrouha, wilaya de Souk Ahras.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 1er du décret exécutif n° 10-30 du 5 Safar 1431 correspondant au 21 janvier 2010, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Article. 1er. — En application des dispositions de l'article 12 bis de la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, complétée, susvisée, et conformément aux dispositions de l'article 10 du décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993, complété, susvisé, le présent décret a pour objet de déclarer d'utilité publique l'opération relative à la construction du barrage de Djedra dans les communes de Souk Ahras, Mechrouha et Ouled Driss, wilaya de Souk Ahras, en raison du caractère d'infrastructure d'intérêt général, d'envergure nationale et stratégique de ces travaux ».

Art. 3. — Les dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 10-30 du 5 Safar 1431 correspondant au 21 janvier 2010, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 2. — La superficie globale des biens immobiliers et/ou droits réels immobiliers servant d'emprise à la réalisation de l'opération visée à l'article 1er ci-dessus est de sept cents (700) hectares, situés sur le territoire des communes de Souk Ahras, Mechrouha et Ouled Driss, wilaya de Souk Ahras, et délimités conformément au plan annexé à l'original du présent décret ».

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Rabie Ethani 1432 correspondant au 22 mars 2011.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 11-127 du 17 Rabie Ethani 1432 correspondant au 22 mars 2011 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure pénale ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique, notamment ses articles 3 et 11 ;

Vu la loi n° 06-14 du 22 Chaoual 1427 correspondant au 14 novembre 2006 relative à la protection et à la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition ;

Vu la loi n° 07-06 du 25 Rabie Ethani 1428 correspondant au 13 mai 2007 relative à la gestion, à la protection et au développement des espaces verts ;

Vu le décret n° 81-275 du 17 octobre 1981 portant création d'une commission interministérielle permanente d'homologation des tenues et de leurs attributs pour les personnels autres que les militaires de l'Armée Nationale Populaire ;

Vu le décret n° 87-44 du 10 février 1987 relatif à la prévention contre les incendies dans le domaine forestier national ;

Vu le décret n° 87-45 du 10 février 1987 portant organisation et coordination des actions en matière de lutte contre les incendies de forêts dans le domaine forestier national ;

Vu le décret présidentiel n° 07-304 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires ;

Vu le décret présidentiel n° 07-307 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les modalités d'attribution de la bonification indiciaire aux titulaires de postes supérieurs dans les institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 91-255 du 27 juillet 1991 portant statut particulier applicable aux travailleurs appartenant aux corps spécifiques à l'administration des forêts ;

Vu le décret exécutif n° 08-04 du 11 Moharram 1429 correspondant au 19 janvier 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps communs, aux institutions et administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 08-05 du 11 Moharram 1429 correspondant au 19 janvier 2008 portant statut particulier des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appareilleurs ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre 1er

Champ d'application

Article 1er. — En application des articles 3 et 11 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, le présent décret a pour objet de préciser les dispositions particulières applicables aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts et de fixer la nomenclature des spécialités y afférentes ainsi que les conditions d'accès aux divers grades et emplois correspondants auxdits corps.

Art. 2. — Les corps spécifiques de l'administration des forêts reposent sur une hiérarchie de grades et sont organisés en corps d'officiers supérieurs, d'officiers, de sous-officiers et d'agents.

Art. 3. — Sont considérés comme corps spécifiques de l'administration chargée des forêts les corps et grades suivants :

Le corps des officiers supérieurs des forêts comprend les grades suivants :

- conservateur général des forêts ;
- conservateur principal des forêts ;
- conservateur divisionnaire des forêts.

Le corps des officiers des forêts comprend les grades suivants :

- inspecteur en chef des forêts ;

- inspecteur principal des forêts ;
- inspecteur des forêts ;
- inspecteur de brigade des forêts.

Le corps des sous-officiers des forêts comprend les grades suivants :

- brigadier principal des forêts ;
- brigadier des forêts.

Le corps des agents des forêts comprend le grade suivant :

- agent des forêts.

Art. 4. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts exercent leurs fonctions au sein des services centraux, des services déconcentrés de l'administration des forêts et des établissements publics à caractère administratif.

Art. 5. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts interviennent dans le cadre de leurs attributions, notamment en matière de police forestière.

En cas de constatation d'infraction, les fonctionnaires des forêts sont tenus d'intervenir même en dehors des heures de service. De ce fait ils sont considérés comme étant en service et doivent aviser immédiatement leur hiérarchie.

Chapitre 2

Droits et obligations

Art. 6. — Outre les droits et obligations prévus par l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 et par la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, susvisées, et les textes pris pour leur application, les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts sont soumis aux dispositions du présent statut particulier et au règlement intérieur de l'administration des forêts.

Le règlement intérieur de l'administration des forêts est fixé par arrêté du ministre chargé des forêts.

Section 1

Droits

Art. 7. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts bénéficient, dans la limite des disponibilités, de logements concédés par nécessité absolue de service ou pour utilité de service conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 8. — Conformément aux dispositions de l'article 30 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts sont protégés contre toute forme de pression ou d'intervention de nature à nuire à l'accomplissement de leurs missions ou à porter atteinte à leur dignité.

Ils bénéficient de la protection de l'Etat contre les menaces, outrages, injures, diffamations ou toute autre attaque de quelque nature que ce soit dont ils peuvent faire l'objet, dans le cadre du service, à l'occasion du service ou du fait de leur appartenance aux corps des fonctionnaires de l'administration des forêts.

L'administration des forêts est, dans ces conditions, subrogée aux droits du fonctionnaire victime et dispose d'une action directe qu'elle peut exercer, au besoin, devant les juridictions compétentes avec constitution de partie civile, pour obtenir réparation du préjudice causé.

Art. 9. — Conformément aux dispositions de l'article 31 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, lorsque les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts font l'objet d'une poursuite pénale et/ ou civile sur l'action d'un tiers pour des faits perpétrés lors du service, ne revêtant pas le caractère d'une faute professionnelle, l'administration des forêts doit leur accorder son assistance et les couvrir des condamnations prononcées à leur encontre par les juridictions civiles.

Art. 10. — Conformément aux dispositions de l'article 159 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts, mutés d'office par nécessité de service, bénéficient du remboursement des frais de déménagement et d'installation conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 11. — Un dédommagement est accordé par l'administration des forêts aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts qui ont subi, lors d'événements exceptionnels, des dommages dans leur personne ou des pertes dans leurs biens, à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ou du fait de leur appartenance aux corps de l'administration des forêts.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé des forêts.

Art. 12. — L'astreinte durant la campagne de prévention et de lutte contre les incendies de forêts ouvre droit à la restauration, à la charge de l'administration des forêts, pour les effectifs mobilisés.

Art. 13. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts, décédés en service commandé, bénéficient à titre posthume d'une promotion au grade immédiatement supérieur ou d'une bonification indiciaire.

Les frais d'obsèques et de transport au lieu de sépulture sont pris en charge sur le budget de l'administration des forêts.

Les modalités de mise en œuvre des dispositions du présent article sont précisées par instruction de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 14. — Outre les distinctions honorifiques et les récompenses prévues par les dispositions des articles 112 et 113 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts peuvent bénéficier, à titre exceptionnel, d'une promotion pour mérite particulier en récompense d'un acte de bravoure dûment établi ou pour efforts exceptionnels ayant contribué à l'amélioration de la performance du service.

Les modalités de mise en œuvre des dispositions du présent article sont précisées par instruction de l'autorité chargée de la fonction publique.

Section 2

Obligations

Art. 15. — Lors de leur première nomination et avant leur installation dans leurs fonctions, les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts prêtent, devant le tribunal de leur résidence administrative, le serment suivant :

" أقسم بالله العلي العظيم أن أقوم بأعمال وظيفتي بأمانة وصدق وأحافظ على السر المهني وأراعي في كل الأحوال الواجبات المفروضة عليّ "

La prestation de serment est enregistrée au greffe du tribunal et transcrite sur la commission d'emploi prévue à l'article 16 ci-dessous. Le serment n'est pas renouvelé tant qu'il n'y a pas d'interruption définitive de la relation de travail.

Art. 16. — Dans l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts doivent être munis d'une commission d'emploi et d'une carte d'identité professionnelle délivrées par l'autorité ayant pouvoir de nomination.

Ils bénéficient du concours des autorités civiles et militaires dans l'accomplissement de leurs missions.

Art. 17. — Les officiers supérieurs, officiers et sous-officiers de l'administration des forêts interviennent dans le cadre de leurs attributions et de leur qualité d'agent ou d'officier de police judiciaire, selon le cas.

Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts peuvent également intervenir, sur ordre de service ou en vertu d'une réquisition délivrée par une autorité légalement habilitée, pour constater les infractions à la législation et à la réglementation qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 18. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts qui cessent définitivement leurs fonctions sont tenus de restituer leur commission d'emploi, leur carte professionnelle, leur uniforme, leur arme, ainsi que tout autre équipement et matériel appartenant à l'administration des forêts.

Art. 19. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts sont tenus, dans l'exercice de leurs fonctions, au port de l'uniforme sauf dispense expresse de l'autorité hiérarchique.

Les caractéristiques, les conditions et les modalités de port et de renouvellement de l'uniforme, des insignes du corps, de coiffe et de grade sont fixées conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 20. — Conformément aux dispositions de l'article 64 de la loi n°84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts et pour l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts sont tenus au port d'arme.

Les conditions d'attribution et de détention de l'arme de service sont fixées par arrêté conjoint du ministre de la défense nationale, du ministre de l'intérieur et du ministre chargé des forêts.

L'autorisation du port d'arme est transcrite sur la commission d'emploi.

Art. 21. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts sont astreints à servir en toute heure, de jour comme de nuit, et même au-delà des heures légales du travail. Ils doivent répondre à toute réquisition de leur chef hiérarchique. Ils bénéficient, dans ce cas, de repos compensateur de durée égale.

Art. 22. — Conformément aux dispositions de l'article 54 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, il est interdit aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts, sauf autorisation écrite délivrée par l'autorité hiérarchique, d'engager des démarches auprès de particuliers, de commerçants, d'industriels, de sociétés et de toute autre institution, en vue de recueillir des dons de quelque nature que ce soit.

Art. 23. — Dans le cadre de l'accomplissement de leurs missions et en application des articles 40 et 41 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts doivent obéissance à leurs supérieurs hiérarchiques. Ils sont tenus de servir avec loyauté et dans le respect des lois et des règlements en vigueur.

Art. 24. — Conformément aux dispositions des articles 42 et 48 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de réserve en tout lieu et en toute circonstance.

Ils doivent s'abstenir de tout acte ou comportement de nature à compromettre l'honneur et la dignité de leur fonction ou à porter atteinte à l'autorité et à l'image de marque de l'institution.

Il leur est interdit de manifester en service, de quelque manière que ce soit, leurs opinions politiques ou idéologiques.

Ils ne peuvent faire aucune déclaration publique ou publier tout article de presse ou d'ouvrage sans l'autorisation expresse de l'autorité hiérarchique habilitée.

Cette interdiction ne s'applique pas à la production d'œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques. Toutefois, l'autorité investie du pouvoir de nomination peut, si l'intérêt du service l'exige, interdire au fonctionnaire de faire suivre son nom sur lesdites œuvres de la mention de son grade ou de sa fonction.

Art. 25. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts sont tenus au respect des règles de l'éthique professionnelle fixées par le règlement intérieur prévu par les dispositions de l'article 6 du présent décret.

Sous peine de poursuites judiciaires, il leur est formellement interdit de solliciter, d'exiger ou de recevoir, directement ou par personne interposée, en contrepartie d'une prestation effectuée dans le cadre de leurs fonctions, des présents, dons, gratifications ou avantages quelconques de quelque nature que ce soit.

A ce titre, ils sont tenus d'informer immédiatement leur autorité hiérarchique de tout acte de corruption en relation avec le service dont ils prennent connaissance ou de toute tentative de corruption dont ils font l'objet.

Chapitre 3

Recrutement, stage, titularisation, promotion et avancement

Section 1

Recrutement et promotion

Art. 26. — Outre les conditions, prévues par l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, nul ne peut être recruté dans les corps et grades régis par le présent statut particulier s'il ne remplit pas les conditions suivantes :

— avoir une taille minimale de 1,66 m pour les hommes et 1,58 m pour les femmes ;

— présenter une acuité visuelle totalisée de 15/10, sans correction par des verres ou lentilles, sans que l'acuité visuelle minimale pour un seul œil ne soit inférieure à 7/10èmes ;

— avoir les aptitudes physiques et psychiques compatibles avec l'emploi postulé ;

— justifier de la position vis-à-vis du service national et ne pas être dispensé pour des raisons médicales.

Art. 27. — Les fonctionnaires régis par le présent statut particulier sont recrutés et promus selon les conditions et les proportions prévues par le présent décret.

Art. 28. — Le recrutement dans les corps des officiers des forêts et des officiers supérieurs des forêts s'effectue parmi les candidats titulaires de diplômes dans les spécialités suivantes :

- foresterie ;
- écologie et protection de la nature ;
- biodiversité et gestion durable des milieux naturels ;
- conservation de la nature et de l'environnement ;
- valorisation des ressources végétales ;
- biologie végétale et animale ;
- aménagement rural ;
- génie rural.

La liste des spécialités prévues ci-dessus peut être modifiée ou complétée, le cas échéant, par arrêté conjoint du ministre chargé des forêts et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 29. — Les proportions applicables aux différents modes de promotion, prévues par le présent statut particulier, peuvent être modifiées sur proposition de l'autorité investie du pouvoir de nomination, après avis de la commission administrative paritaire compétente, par décision de l'autorité chargée de la fonction publique.

Toutefois, ces modifications ne doivent excéder la moitié des taux fixés pour les modes de promotion par voie d'examen professionnel et d'inscription sur liste d'aptitude, sans que ces taux ne dépassent le plafond de 50% des postes à pourvoir.

Section 2

Stage, titularisation et avancement

Art. 30. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts sont soumis à une enquête administrative préalablement à leur titularisation.

Lorsque l'enquête administrative aboutit à un avis défavorable, le fonctionnaire concerné est licencié sans préavis ni indemnité.

Art. 31. — Conformément aux dispositions des articles 83 à 91 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, les candidats recrutés dans les corps et grades régis par le présent statut particulier sont nommés en qualité de stagiaire par arrêté de l'autorité investie du pouvoir de nomination. Ils sont astreints à l'accomplissement d'un stage probatoire d'une durée d'une année.

Art. 32. — A l'issue de la période de stage, les stagiaires sont, soit titularisés, soit astreints à une prorogation de stage une seule fois pour la même durée, soit licenciés sans préavis ni indemnité.

Art. 33. — Les rythmes d'avancement applicables aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts sont fixés selon deux durées, minimale et moyenne, prévues à l'article 12 du décret présidentiel n° 07-304 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007, susvisé. L'avancement est effectué respectivement selon deux (2) proportions : 6 et 4 sur dix (10) fonctionnaires.

Chapitre 4

Positions statutaires

Art. 34. — En application des dispositions de l'article 127 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, les proportions maximales de fonctionnaires régis par le présent statut particulier, susceptibles d'être placés, sur leur demande, dans une position statutaire de détachement, hors cadre ou de mise en disponibilité, sont fixées pour chaque corps comme suit :

- détachement : 5 % ;
- hors cadre : 1 % ;
- mise en disponibilité : 5 %.

Chapitre 5

Mouvement

Art. 35. — En application des dispositions des articles 156 à 159 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts peuvent faire l'objet d'un mouvement périodique.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par arrêté de l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Art. 36. — L'inscription au tableau de mouvement s'effectue comme suit :

- à la demande du fonctionnaire ayant exercé pendant au moins trois (3) années dans le même poste ;
- à l'initiative de l'autorité ayant pouvoir de nomination dans la limite des impératifs de service.

Art. 37. — En application des dispositions de l'article 158 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, et lorsque les nécessités de service le commandent, la mutation du fonctionnaire hors mouvement peut être prononcée d'office. L'avis de la commission administrative paritaire compétente doit être recueilli même après l'intervention de la décision de mutation. L'avis de la commission s'impose à l'autorité ayant prononcé la mutation.

Chapitre 6

Formation

Art. 38. — L'administration des forêts organise, chaque fois que nécessaire, des cycles de formation et de perfectionnement pour l'actualisation des connaissances professionnelles des fonctionnaires régis par le présent statut particulier.

Les fonctionnaires proposés sont tenus de participer avec assiduité à tout cycle de formation.

Les modalités d'organisation, le programme et la durée de ces formations, relatifs à chaque grade, sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des forêts et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 39. — La formation intervient par désignation lorsque l'intérêt du service l'exige ou à la demande du fonctionnaire lorsque la compatibilité avec l'intérêt du service est avérée.

Chapitre 7

Evaluation

Art. 40. — Outre les dispositions de l'article 99 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, l'évaluation des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'administration des forêts est fondée également sur les critères spécifiques ci-après :

- l'organisation du travail ;
- l'esprit d'initiative ;
- la performance dans l'accomplissement des missions qui leur sont confiées.

Les modalités d'évaluation sont fixées par le règlement intérieur prévu par les dispositions de l'article 6 du présent décret.

Chapitre 8

Discipline

Art. 41. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'administration des forêts, quelle que soit leur position statutaire, doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec la nature de leurs fonctions. Ils sont tenus d'avoir, en toutes circonstances, une conduite digne et respectable.

Art. 42. — Tout manquement aux obligations professionnelles, toute atteinte à la discipline, toute faute ou irrégularité commise par un fonctionnaire appartenant aux corps spécifiques à l'administration des forêts, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, constituent une faute professionnelle et exposent leur auteur à une sanction disciplinaire sans préjudice, le cas échéant, de poursuites pénales.

Art. 43. — La détermination de la sanction disciplinaire applicable aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'administration des forêts est fonction du degré de gravité de la faute, des circonstances dans lesquelles elle a été commise, de la responsabilité du fonctionnaire concerné, des conséquences de la faute sur le fonctionnement du service et du préjudice causé au service.

Art. 44. — L'action disciplinaire est exercée par l'autorité investie du pouvoir de nomination conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée.

Art. 45. — Nonobstant les dispositions de l'article 163 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, les sanctions disciplinaires susceptibles d'être infligées aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'administration des forêts sont classées en fonction de la gravité des fautes commises, en quatre (4) degrés :

Sanctions du 1er degré :

- le rappel à l'ordre ;
- l'avertissement écrit ;
- le blâme.

Sanctions du 2ème degré :

- la mise à pied de 1 à 3 jours ;
- la radiation du tableau d'avancement pendant une année.

Sanctions du 3ème degré :

- la mise à pied de 4 à 8 jours ;
- l'abaissement d'un (1) ou de deux (2) échelons.

Sanctions du 4ème degré :

- la rétrogradation dans le grade immédiatement inférieur ;
- le licenciement.

Art. 46. — Nonobstant les dispositions des articles 177 à 181 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, les fautes professionnelles commises par les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'administration des forêts les exposant à l'une des sanctions disciplinaires visées à l'article 45 ci-dessus sont déterminées par le règlement intérieur prévu par les dispositions de l'article 6 du présent décret.

Chapitre 9

Dispositions générales d'intégration

Art. 47. — Les fonctionnaires appartenant aux corps et aux grades prévus par le décret exécutif n° 91-255 du 27 juillet 1991, susvisé, sont intégrés, titularisés et reclassés, à la date d'effet du présent décret, dans les corps et grades correspondants prévus par le présent statut particulier.

Art. 48. — Les fonctionnaires appartenant aux corps et grades prévus par les décrets exécutifs n°s 08-04 et 08-05 du 11 Moharram 1429 correspondant au 19 janvier 2008, susvisés, sont, sur leur demande, intégrés, titularisés et reclassés conformément aux dispositions de l'article 55 ci-dessous dans le corps et le grade prévus par le présent statut particulier.

Art. 49. — Les fonctionnaires visés à l'article 47 ci-dessus sont rangés à l'échelon correspondant à celui qu'ils détiennent dans leur grade d'origine. Le reliquat d'ancienneté, acquis dans le grade d'origine, est pris en compte pour l'avancement dans le grade d'accueil.

Art. 50. — Les stagiaires nommés antérieurement au 1er janvier 2008 sont intégrés en qualité de stagiaire et titularisés après accomplissement de la période d'essai prévue par le décret exécutif n° 91-255 du 27 juillet 1991, susvisé.

Art. 51. — A titre transitoire et pendant une durée de cinq (5) ans, à compter de la date d'effet du présent décret, l'ancienneté exigée pour la promotion à un grade immédiatement supérieur ou la nomination dans un poste supérieur, pour les fonctionnaires intégrés dans des grades autres que ceux correspondant aux grades précédemment créés par le décret exécutif n° 91-255 du 27 juillet 1991, susvisé, est appréciée cumulativement au titre du grade d'origine et du grade d'intégration.

TITRE II

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CORPS SPECIFIQUES DE L'ADMINISTRATION DES FORETS

Chapitre 1er

Corps des agents des forêts

Art. 52. — Le corps des agents des forêts comprend un grade unique :

- agent des forêts

Section 1

Définition des tâches

Art. 53. — Sous l'autorité de leurs chefs hiérarchiques, les agents des forêts sont chargés notamment :

- d'intervenir dans les opérations de protection des forêts, notamment la lutte contre les incendies, les parasites et les maladies des forêts ;
- de participer aux tâches de contrôle de la circulation des produits forestiers ;
- de participer aux opérations de contrôle des activités cynégétiques ;
- d'assurer la surveillance au niveau des postes de vigie ;
- d'accomplir les menus travaux d'exploitation forestière ;
- de conduire et d'entretenir les véhicules et engins d'intervention ;
- d'exécuter les tâches de soutien en matière d'intervention ;
- d'assurer les tâches d'entretien et de maintenance des matériels.

Section 2

Conditions de recrutement et de promotion

Art. 54. — Sont recrutés au grade d'agent des forêts :

Sur titre, les candidats ayant suivi avec succès une formation d'une année auprès d'un établissement de formation spécialisée.

L'accès à la formation spécialisée s'effectue par voie de concours sur épreuves parmi les candidats âgés de dix neuf (19) ans au moins et de vingt-huit (28) ans au plus à la date du concours et justifiant du niveau de la 4ème année moyenne accomplie ou d'un niveau équivalent.

Les modalités d'organisation et le contenu de la formation spécialisée sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des forêts et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Section 3

Dispositions transitoires d'intégration

Art. 55. — Pour la constitution initiale du grade, sont intégrés en qualité d'agent des forêts :

1 – sur leur demande, les agents de bureau, agents de saisie et aides-comptables exerçant au sein de l'administration chargée des forêts et justifiant de trois (3) années de service effectif en cette qualité à la date d'effet du présent décret ;

2 – sur leur demande, les ouvriers professionnels et les conducteurs d'automobiles exerçant au sein de l'administration chargée des forêts et justifiant du niveau de la 4ème année moyenne ou d'un niveau équivalent et de trois (3) années de service effectif en cette qualité à la date d'effet du présent décret.

Les fonctionnaires intégrés en application des cas 1 – et 2 – ci-dessus sont astreints, après leur intégration, à suivre une formation dont la durée, le contenu et les modalités d'organisation sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des forêts et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Chapitre 2

Corps des sous-officiers des forêts

Art. 56. — Le corps des sous-officiers des forêts comprend deux (2) grades :

- brigadier des forêts ;
- brigadier principal des forêts.

Section 1

Définition des tâches

Art. 57. — Sous l'autorité de son chef hiérarchique, le brigadier des forêts est chargé notamment :

- de rechercher et de constater les infractions à la législation et à la réglementation que l'administration des forêts est chargée d'appliquer ;

- de participer aux actions de protection du patrimoine forestier ;
- d'encadrer des équipes de travaux d'exploitation et d'entretien des ouvrages forestiers ;
- de participer au contrôle de la circulation des produits forestiers et des activités de chasse ;
- d'encadrer la surveillance au niveau des postes de vigie.

Art. 58. — Outre les missions dévolues au brigadier des forêts et sous l'autorité de son chef hiérarchique, le brigadier principal des forêts est chargé notamment :

- de rechercher et de constater les infractions à la législation et à la réglementation que l'administration des forêts est chargée d'appliquer ;
- d'encadrer et de coordonner les équipes de surveillance, de prévention et d'intervention dans le cadre de dispositifs de protection des forêts ;
- de conduire l'exécution des travaux forestiers de toute nature ;
- d'entreprendre toute action de sensibilisation et de vulgarisation en matière de prévention et de lutte contre toute forme de dégradation du milieu forestier ;
- d'assurer le rôle de facilitateur dans la formulation des projets de développement rural.

Section 2

Conditions de recrutement et de promotion

Art. 59. — Sont promus au grade de brigadier des forêts :

1 — par voie d'examen professionnel, dans la limite des postes à pourvoir, les agents des forêts justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

2 — au choix, par voie d'inscription sur liste d'aptitude, dans la limite de 20% des postes à pourvoir et après avis de la commission administrative paritaire compétente, les agents des forêts justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Les candidats retenus en application des cas 1 — et 2 — ci-dessus sont astreints, préalablement à leur promotion, à suivre avec succès une formation spécialisée dont la durée, le contenu et les modalités d'organisation sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des forêts et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 60. — Sont promus au grade de brigadier principal des forêts :

1 — par voie d'examen professionnel, dans la limite des postes à pourvoir, les brigadiers des forêts justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

2 — au choix, par voie d'inscription sur liste d'aptitude, dans la limite de 20% des postes à pourvoir et après avis de la commission administrative paritaire compétente, les brigadiers des forêts justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Section 3

Dispositions transitoires d'intégration

Art. 61. — Sont intégrés dans le grade de brigadier des forêts les agents de protection des forêts titulaires et stagiaires.

Les fonctionnaires susvisés sont astreints, après leur intégration, à suivre une formation spécialisée dont la durée, le contenu et les modalités d'organisation sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des forêts et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 62. — Pour la constitution initiale du grade, sont intégrés dans le grade de brigadier principal des forêts les brigadiers des forêts titulaires et stagiaires.

Les fonctionnaires susvisés sont astreints, après leur intégration, à suivre une formation spécialisée dont la durée, le contenu et les modalités d'organisation sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des forêts et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Chapitre 3

Corps des officiers des forêts

Art. 63. — Le corps des officiers des forêts comprend quatre (4) grades :

- inspecteur de brigade des forêts ;
- inspecteur des forêts ;
- inspecteur principal des forêts ;
- inspecteur en chef des forêts.

Section 1

Définition des tâches

Art. 64. — Sous l'autorité de son chef hiérarchique, l'inspecteur de brigade des forêts est chargé notamment :

— de rechercher et de constater les infractions à la législation et à la réglementation que l'administration des forêts est chargée d'appliquer ;

— d'assurer le contrôle des pratiques cynégétiques et la circulation des produits forestiers ;

— d'assurer la mise en œuvre des dispositifs de prévention et de protection du patrimoine forestier ;

— d'effectuer les opérations de contrôle relatives à l'exécution des travaux forestiers de toute nature ;

— de participer à la mise en œuvre des prescriptions techniques fixées par les études en rapport avec ses activités ;

— d'assurer le rôle de facilitateur dans la formulation des projets de développement rural.

Art. 65. — Outre les missions dévolues à l'inspecteur de brigade des forêts et sous l'autorité de son chef hiérarchique, l'inspecteur des forêts est chargé notamment :

- de rechercher et de constater les infractions à la législation et à la réglementation que l'administration des forêts est chargée d'appliquer ;
- de superviser les opérations de contrôle et de suivi des travaux de protection ;
- de participer à l'élaboration et à l'exécution du dispositif de prévention et de lutte contre les différents fléaux menaçant le patrimoine forestier, la faune et la flore ;
- de participer aux opérations de martelage ;
- de participer aux activités d'information et de sensibilisation dans le cadre de programmes d'éducation environnementale.

Art. 66. — Outre les missions dévolues à l'inspecteur des forêts et sous l'autorité de son chef hiérarchique, l'inspecteur principal des forêts est chargé, notamment :

- de rechercher et de constater les infractions à la législation et à la réglementation que l'administration des forêts est chargée d'appliquer ;
- de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes d'information et de sensibilisation sur les aspects liés à la protection du patrimoine forestier et au développement rural durable ;
- de conduire les opérations de martelage ;
- de participer à la mise en œuvre des études techniques d'ouvrages complexes ou de projets de développement ;
- de mettre en application des plans d'actions dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de développement ;
- de participer à des travaux de recherche appliquée dans les services spécialisés.

Art. 67. — Outre les missions dévolues à l'inspecteur principal des forêts et sous l'autorité de son chef hiérarchique, l'inspecteur en chef des forêts est chargé notamment :

- de participer à l'élaboration des plans d'actions dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de développement ;
- de coordonner et de veiller à la conformité des opérations de martelage ;
- de rechercher et de constater les infractions à la législation et à la réglementation que l'administration des forêts est chargée d'appliquer ;
- de veiller à la mise en œuvre des travaux de recherche appliquée dans les services spécialisés ;
- d'élaborer les programmes d'information et de sensibilisation sur les aspects liés à la protection du patrimoine forestier et au développement rural durable.

Section 2

Conditions de recrutement et de promotion

Art. 68. — Sont recrutés ou promus au grade d'inspecteur de brigade des forêts :

1 — sur titre, les candidats ayant suivi avec succès une formation de deux (2) années dans un établissement de formation spécialisée.

L'accès à la formation spécialisée s'effectue par voie de concours sur épreuves parmi les candidats âgés de 21 ans au moins et de 30 ans au plus à la date du concours et justifiant du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Les modalités d'organisation et le contenu de la formation spécialisée sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des forêts et de l'autorité chargée de la fonction publique ;

2 — par voie d'examen professionnel, dans la limite de 30% des postes à pourvoir, parmi les brigadiers principaux des forêts justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

3 — au choix, après inscription sur une liste d'aptitude, dans la limite de 10% des postes à pourvoir, et après avis de la commission administrative paritaire compétente, les brigadiers principaux des forêts justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Les candidats retenus en application des cas 2 — et 3 — ci-dessus sont astreints, préalablement à leur promotion, à suivre avec succès une formation spécialisée dont la durée, le contenu et les modalités d'organisation sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des forêts et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 69. — Sont recrutés ou promus au grade d'inspecteur des forêts :

1 — par voie de concours sur épreuves, dans la limite des postes à pourvoir, les candidats titulaires d'un diplôme d'études universitaires appliquées ou d'un diplôme de technicien supérieur ou d'un titre reconnu équivalent dans l'une des spécialités prévues à l'article 28 ci-dessus ;

2 — par voie d'examen professionnel, dans la limite de 30% des postes à pourvoir, les inspecteurs de brigade des forêts justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

3 — au choix, par voie d'inscription sur une liste d'aptitude, dans la limite de 10% des postes à pourvoir et après avis de la commission administrative paritaire compétente, les inspecteurs de brigade des forêts justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Les candidats retenus en application du cas 1 — ci-dessus sont astreints, durant la période de stage et préalablement à leur titularisation, à suivre avec succès une formation d'imprégnation dont les modalités d'organisation, la durée et le contenu sont fixés par arrêté du ministre chargé des forêts.

Sont promus, sur titre, en qualité d'inspecteur des forêts, les inspecteurs de brigade ayant obtenu, après leur recrutement, un diplôme d'études universitaires appliquées ou de technicien supérieur dans l'une des spécialités prévues à l'article 28 ci-dessus.

Art. 70. — Sont recrutés ou promus au grade d'inspecteur principal des forêts :

1 – par voie de concours sur épreuves, dans la limite des postes à pourvoir, les candidats titulaires d'une licence de l'enseignement supérieur ou d'un diplôme équivalent dans l'une des spécialités prévues à l'article 28 ci-dessus ;

2 – par voie d'examen professionnel, dans la limite de 30% des postes à pourvoir, les inspecteurs des forêts justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

3 – au choix, après inscription sur une liste d'aptitude, dans la limite de 10% des postes à pourvoir, les inspecteurs des forêts justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Les candidats retenus au titre du cas 1 – ci-dessus sont astreints, durant la période de stage et préalablement à leur titularisation, à suivre avec succès une formation d'imprégnation dont les modalités d'organisation, la durée et le contenu sont fixés par arrêté du ministre chargé des forêts.

Les candidats retenus en application des cas 2 – et 3 – ci-dessus sont astreints, préalablement à leur promotion, à suivre avec succès une formation spécialisée dont la durée, le contenu et les modalités d'organisation sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des forêts et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Sont promus, sur titre, en qualité d'inspecteur principal des forêts les inspecteurs des forêts ayant obtenu, après leur recrutement, une licence d'enseignement supérieur ou un titre reconnu équivalent dans l'une des spécialités prévues à l'article 28 ci-dessus.

Art. 71. — Sont recrutés ou promus au grade d'inspecteur en chef des forêts :

1 – par voie de concours sur épreuves, dans la limite des postes à pourvoir, les candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur d'Etat ou d'un titre reconnu équivalent dans l'une des spécialités prévues à l'article 28 ci-dessus ;

2 – par voie d'examen professionnel, dans la limite de 30% des postes à pourvoir, les inspecteurs principaux des forêts justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

3 – au choix, après inscription sur une liste d'aptitude, dans la limite de 10% des postes à pourvoir, les inspecteurs principaux des forêts justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité ;

Les candidats retenus au titre du cas 1 – ci-dessus sont astreints, durant la période de stage et préalablement à leur titularisation, à suivre avec succès une formation d'imprégnation dont les modalités d'organisation, la durée et le contenu sont fixés par arrêté du ministre chargé des forêts.

Sont promus, sur titre, en qualité d'inspecteur en chef des forêts les inspecteurs principaux ayant obtenu, après leur recrutement, un diplôme d'ingénieur d'Etat ou un titre reconnu équivalent dans l'une des spécialités prévues à l'article 28 ci-dessus.

Section 3

Dispositions transitoires d'intégration

Art. 72. — Pour la constitution initiale du grade, sont intégrés dans le grade d'inspecteur de brigade des forêts les brigadiers chefs des forêts, titulaires et stagiaires.

Les fonctionnaires cités ci-dessus sont astreints, après leur intégration, à suivre une formation spécialisée dont la durée, le contenu et les modalités d'organisation sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des forêts et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 73. — Sont intégrés dans le grade d'inspecteur des forêts les inspecteurs des forêts, titulaires et stagiaires.

Les fonctionnaires cités ci-dessus sont astreints, après leur intégration, à suivre une formation spécialisée dont la durée, le contenu et les modalités d'organisation sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des forêts et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 74. — Sont intégrés dans le grade d'inspecteur principal des forêts les inspecteurs subdivisionnaires des forêts titulaires et stagiaires.

Art. 75. — Pour la constitution initiale du grade, sont intégrés dans le grade d'inspecteur en chef des forêts :

1 – les inspecteurs subdivisionnaires des forêts justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité à la date d'effet du présent décret.

2 – les inspecteurs subdivisionnaires des forêts justifiant de sept (7) années de service effectif en cette qualité à la date d'effet du présent décret et ayant occupé un poste supérieur pendant cinq (5) années ou une fonction supérieure pendant trois (3) années.

Chapitre 4

Corps des officiers supérieurs des forêts

Art. 76. — Le corps des officiers supérieurs des forêts comprend trois (3) grades :

- conservateur divisionnaire des forêts ;
- conservateur principal des forêts ;
- conservateur général des forêts.

Section 1

Définition des tâches

Art. 77. — Sous l'autorité de son chef hiérarchique, le conservateur divisionnaire des forêts est chargé notamment :

- de participer à l'élaboration des études techniques spécialisées des ouvrages complexes ou de grands projets ;

- d'élaborer des plans d'actions dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de développement, de la vulgarisation et de la sensibilisation sur les aspects liés à la protection du patrimoine forestier et au développement rural durable ;

- d'assurer des travaux de recherche appliquée dans les services spécialisés ;

- de participer à l'élaboration de la normalisation des activités du secteur ;

- de rechercher et de constater les infractions à la législation et à la réglementation que l'administration des forêts est chargée d'appliquer.

Art. 78. — Sous l'autorité de son chef hiérarchique et outre les missions dévolues au conservateur divisionnaire des forêts, le conservateur principal des forêts est chargé, notamment :

- d'harmoniser les règles, méthodes et procédés techniques et réglementaires ;

- d'analyser les situations en rapport avec les activités sectorielles, d'élaborer des diagnostics et de proposer les solutions adéquates notamment en matière de protection, de gestion et de développement du patrimoine forestier, de gestion des activités cynégétiques et de protection des bassins versants et de lutte contre la désertification ;

- de participer à la coordination des activités de développement et de proposer toute mesure susceptible d'assurer leur amélioration ;

- de rechercher et de constater les infractions à la législation et à la réglementation que l'administration des forêts est chargée d'appliquer.

Art. 79. — Sous l'autorité de son chef hiérarchique et outre les missions dévolues au conservateur principal des forêts, le conservateur général des forêts est chargé, notamment :

- de participer à l'élaboration de la stratégie et de la politique publique du secteur ;

- de contrôler et d'évaluer l'état général du patrimoine forestier ainsi que les activités de développement menées par le secteur ;

- d'élaborer les concepts et les méthodologies de gestion et de développement du patrimoine forestier, de protection des sols, de lutte contre la désertification, de protection de la nature et de conservation de la biodiversité ;

- de coordonner la mise en œuvre de la politique générale dans le cadre de l'exécution des programmes dans les domaines inhérents au secteur des forêts ;

- de rechercher et de constater les infractions à la législation et à la réglementation que l'administration des forêts est chargée d'appliquer.

Section 2

Conditions de recrutement et de promotion

Art. 80. — Sont recrutés ou promus au grade de conservateur divisionnaire des forêts :

- 1 – par voie de concours sur épreuves, dans la limite des postes à pourvoir, les candidats titulaires d'un diplôme de magistère ou d'un titre reconnu équivalent dans l'une des spécialités prévues à l'article 28 ci-dessus ;

- 2 – par voie d'examen professionnel, dans la limite de 30% des postes à pourvoir, les inspecteurs en chef des forêts justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

- 3 – au choix, dans la limite de 10 % des postes à pourvoir, les inspecteurs en chef des forêts justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Les candidats retenus au titre du cas 1 – cité ci-dessus sont astreints, durant la période de stage et préalablement à leur titularisation, à suivre avec succès une formation d'imprégnation dont les modalités d'organisation, la durée et le contenu sont fixés par arrêté du ministre chargé des forêts.

Sont promus, sur titre, en qualité de conservateur divisionnaire des forêts les inspecteurs principaux et les inspecteurs en chef des forêts ayant obtenu, après leur recrutement, un diplôme de magistère ou d'un titre reconnu équivalent dans l'une des spécialités prévues à l'article 28 ci-dessus.

Art. 81. — Sont promus au grade de conservateur principal des forêts :

- 1 – par voie d'examen professionnel, dans la limite des postes à pourvoir, les conservateurs divisionnaires des forêts justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

- 2 – au choix, après inscription sur liste d'aptitude, dans la limite de 20% des postes à pourvoir, les conservateurs divisionnaires des forêts justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Art. 82. — Sont promus au grade de conservateur général des forêts.

1 – par voie d'examen professionnel, dans la limite des postes à pourvoir, les conservateurs principaux des forêts justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

2 – aux choix, après inscription sur une liste d'aptitude et dans la limite de 20% des postes à pourvoir, les conservateurs principaux des forêts justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Section 3

Dispositions transitoires d'intégration

Art. 83. — Sont intégrés dans le grade de conservateur divisionnaire des forêts les inspecteurs divisionnaires des forêts, titulaires et stagiaires.

Les fonctionnaires cités ci-dessus sont astreints, après leur intégration, à suivre une formation spécialisée dont la durée, le contenu et les modalités d'organisation sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des forêts et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 84. — Sont intégrés dans le grade de conservateur principal des forêts les conservateurs principaux des forêts, titulaires et stagiaires.

Art. 85. — Sont intégrés dans le grade de conservateur général des forêts les conservateurs généraux des forêts titulaires et stagiaires.

TITRE III

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX POSTES SUPERIEURS

Art. 86. — En application des dispositions des articles 10 et 11 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, les postes supérieurs de l'administration des forêts sont fixés comme suit :

- expert forestier ;
- chef de réseau de communication radioélectrique ;
- chef de triage des forêts ;
- chef de brigade des forêts.

Art. 87. — Le nombre et la répartition des postes supérieurs, prévus par l'article 86 ci-dessus, sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des forêts, du ministre chargé des finances et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 88. — Les titulaires du poste supérieur d'expert forestier sont en activité au sein des services centraux et des services déconcentrés de l'administration des forêts.

Les titulaires des postes supérieurs de chef de réseau de communication radioélectrique, de chef de triage des forêts et de chef de brigade des forêts, sont en activité au sein des services déconcentrés de l'administration des forêts.

Chapitre 1er

L'expert-forestier

Art. 89. — L'expert-forestier est chargé notamment :

— de concevoir et de vulgariser les techniques forestières de mise en valeur et de lutte contre la désertification ;

— d'assurer le rôle de conseil et d'expertise en matière d'aménagement forestier et de valorisation des activités productives ;

— d'analyser et de faire le diagnostic des actions d'investissement et d'appuis techniques ;

— de proposer les programmes de développement ;

— de participer à l'élaboration des plans de gestion et de développement forestiers territoriaux ;

— de concevoir et de mettre en œuvre toute enquête, étude technique, socio-économique, ou d'opportunité de projets ;

— de superviser l'identification, la formulation, la préparation et la mise en œuvre de projets de développement rural, d'aménagement forestier, de reboisement, de développement cynégétique et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats ;

— d'organiser et de superviser les opérations de dénombrement et d'inventaire faunistiques ;

— de participer à l'amélioration des capacités productives des ménages ruraux ;

— de diriger et de mettre en œuvre tout projet de développement dans le secteur ;

— de participer à l'évaluation des impacts de projets.

Art. 90. — L'expert-forestier est nommé parmi :

- les conservateurs généraux titulaires ;
- les conservateurs principaux des forêts justifiant de trois (3) années de service effectif en cette qualité ;
- les conservateurs divisionnaires des forêts justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité ;

— les inspecteurs en chef des forêts justifiant de huit (8) années de service effectif en cette qualité ;

— les inspecteurs principaux des forêts justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité.

Chapitre 2

Le chef de réseau de communication radioélectrique

Art. 91. — Le chef de réseau de communication radioélectrique est chargé notamment :

— de veiller à la bonne marche et à l'utilisation adéquate des moyens de communication radioélectrique ;

— de veiller à l'organisation et à la gestion des moyens et accessoires de communication radioélectrique ;

— de veiller à la maintenance des moyens de communication radioélectrique ;

— d'organiser et de diriger les équipes d'exploitation ;

— d'assurer le suivi des mouvements du matériel de communication radioélectrique.

Art. 92. — Le chef de réseau de communication radioélectrique est nommé parmi :

— les inspecteurs en chef des forêts titulaires justifiant d'une formation en la matière ;

— les inspecteurs principaux des forêts ayant trois (3) années de service effectif en cette qualité et justifiant d'une formation en la matière ;

— les inspecteurs des forêts titulaires ayant sept (7) années de service effectif en cette qualité et justifiant d'une formation en la matière.

Chapitre 3

Le chef de triage des forêts

Art. 93. — Le chef de triage des forêts est chargé notamment :

— de veiller à la protection du patrimoine forestier dans son triage ;

— de veiller à l'installation et à l'entretien de limites du domaine forestier ;

— de suivre la mise en œuvre des programmes de travaux forestiers et d'assurer la tenue des documents y afférents ;

— de superviser et de contrôler les activités de chasse ;

— de veiller à l'entretien et à l'utilisation rationnelle des biens et des matériels mis à sa disposition.

Art. 94. — Le chef de triage des forêts est nommé parmi :

— les inspecteurs de brigade des forêts titulaires ;

— les brigadiers principaux des forêts ayant trois (3) années de service effectif en cette qualité ;

— les brigadiers des forêts ayant cinq (5) années de service effectif en cette qualité.

Chapitre 4

Le chef de brigade des forêts

Art. 95. — Le chef de brigade des forêts est chargé notamment :

— de diriger un groupe d'agents placés sous son autorité, notamment en matière de travaux forestiers, de surveillance et d'intervention dans les opérations de protection des forêts, de lutte contre les incendies, de lutte phytosanitaire, de lutte contre le braconnage ;

— de participer aux opérations de dénombrement de la faune sauvage ;

— de veiller à l'entretien des matériels et équipements mis à sa disposition.

Art. 96. — Le chef de brigade des forêts est nommé parmi :

— les brigadiers principaux des forêts titulaires ;

— les brigadiers des forêts ayant trois (3) années de service effectif en cette qualité.

Art. 97. — Les experts forestiers et les chefs de triage des forêts, régulièrement nommés à la date de publication du présent décret au *Journal officiel*, bénéficient de la bonification indiciaire fixée par l'article 99 ci-dessous jusqu'à la cessation de leurs fonctions dans le poste supérieur occupé.

TITRE IV

CLASSIFICATION

Chapitre 1er

Classification des grades

Art. 98. — En application des dispositions de l'article 118 de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, la classification des grades des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts est fixée conformément au tableau ci-après :

CORPS	GRADES	CLASSEMENT	
		Catégorie	Indice minimal
Officiers supérieurs des forêts	Conservateur général des forêts	17	762
	Conservateur principal des forêts	16	713
	Conservateur divisionnaire des forêts	14	621
Officiers des forêts	Inspecteur en chef des forêts	13	578
	Inspecteur principal des forêts	12	537
	Inspecteur des forêts	10	453
	Inspecteur de brigade des forêts	9	418
Sous-officiers des forêts	Brigadier principal des forêts	8	379
	Brigadier des forêts	7	348
Agents des forêts	Agent des forêts	5	288

Chapitre 2

Bonification indiciaire des postes supérieurs

Art. 99. — En application des dispositions de l'article 3 du décret présidentiel n°07-307 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007, susvisé, la bonification indiciaire des postes supérieurs de l'administration des forêts est fixée conformément au tableau ci-dessous:

POSTES SUPERIEURS	Bonification indiciaire	
	Niveau	Indice
Expert forestier	8	195
Chef de réseau de communication radioélectrique	7	145
Chef de triage des forêts	5	75
Chef de brigade des forêts	4	55

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Art. 100. — Sont abrogées les dispositions du décret exécutif n°91-255 du 27 juillet 1991 portant statut particulier applicable aux travailleurs appartenant aux corps spécifiques à l'administration des forêts.

Art. 101. — Le présent décret prend effet à compter du 1er janvier 2008.

Art. 102. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Rabie Ethani 1432 correspondant au 22 mars 2011.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 11-224 du 19 Rajab 1432 correspondant au 21 juin 2011 portant création des instituts nationaux de formation spécialisée des corps spécifiques de l'administration des affaires religieuses et des wakfs.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des affaires religieuses et des wakfs,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988, modifiée, portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 10-234 du 26 Chaoual 1431 correspondant au 5 octobre 2010 portant statut-type des instituts nationaux de formation spécialisée des corps spécifiques de l'administration des affaires religieuses et des wakfs, notamment son article 3 ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 10-234 du 26 Chaoual 1431 correspondant au 5 octobre 2010, susvisé, il est créé des instituts nationaux de formation spécialisée des corps spécifiques de l'administration des affaires religieuses et des wakfs dans les wilayas de Batna, Tlemcen, Constantine et Relizane dont la liste est jointe en annexe du présent décret,

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire,

Fait à Alger, le 19 Rajab 1432 correspondant au 21 juin 2011.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE

WILAYA	DENOMINATION	SIEGE
Batna	Institut national de formation spécialisée des corps spécifiques de l'administration des affaires religieuses et des wakfs de Batna	Commune de Zanat El Beida
Tlemcen	Institut national de formation spécialisée des corps spécifiques de l'administration des affaires religieuses et des wakfs de Tlemcen	Commune de Remchi
Constantine	Institut national de formation spécialisée des corps spécifiques de l'administration des affaires religieuses et des wakfs de Constantine	Commune de Constantine
Relizane	Institut national de formation spécialisée des corps spécifiques de l'administration des affaires religieuses et des wakfs de Relizane	Commune de Sidi M'hamed Benaouda

Décret exécutif n° 11-225 du 19 Rajab 1432 correspondant au 21 juin 2011 instituant le régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps des médecins vétérinaires, des inspecteurs vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-194 du 23 juin 1990, modifié et complété, fixant la prime de rendement allouée au profit des travailleurs relevant du secteur des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 96-236 du 16 Safar 1417 correspondant au 2 juillet 1996, modifié, instituant un régime indemnitaire spécifique applicable aux corps des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes ;

Vu le décret exécutif n° 07-198 du 8 Joumada Ethania 1428 correspondant au 23 juin 2007 instituant une indemnité mensuelle de documentation au profit des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes ;

Vu le décret exécutif n° 07-199 du 8 Joumada Ethania 1428 correspondant au 23 juin 2007 instituant une indemnité mensuelle de risque de contagion au profit des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes ;

Vu le décret exécutif n° 10-124 du 13 Joumada El Oula 1431 correspondant au 28 avril 2010 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps des médecins vétérinaires, des inspecteurs vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet d'instituer le régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps des médecins vétérinaires, des inspecteurs vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes, régis par les dispositions du décret exécutif n° 10-124 du 13 Joumada El Oula 1431 correspondant au 28 avril 2010, susvisé.

Art. 2. — Les fonctionnaires appartenant aux corps des médecins vétérinaires, des inspecteurs vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes bénéficient de la prime et des indemnités suivantes :

- prime de rendement,
- indemnité de technicité,
- indemnité de documentation,
- indemnité de risque de contagion,
- indemnité spécifique de contrôle et d'inspection.

Art. 3. — La prime de rendement, calculée au taux variable de 0 à 30 % du traitement, est servie trimestriellement aux fonctionnaires cités à l'article 2 ci-dessus.

Le service de la prime de rendement est soumis à une notation selon des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 4. — L'indemnité de technicité est servie, mensuellement, au taux de 30 % du traitement, aux fonctionnaires cités à l'article 2 ci-dessus.

Art. 5. — L'indemnité de documentation est servie, mensuellement, aux fonctionnaires cités à l'article 2 ci-dessus, en montants forfaitaires fixés comme suit :

- 4000 DA pour les fonctionnaires appartenant aux grades des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes du 1er degré ;
- 5000 DA pour les fonctionnaires appartenant aux grades des médecins vétérinaires principaux, inspecteurs vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes du 2ème degré ;

— 6000 DA pour les fonctionnaires appartenant aux grades des médecins vétérinaires en chef, des inspecteurs vétérinaires principaux, des inspecteurs vétérinaires en chef et des médecins vétérinaires spécialistes du 3ème degré.

Art. 6. — L'indemnité de risque de contagion est servie, mensuellement, au taux de 35 % du traitement, aux fonctionnaires cités à l'article 2 ci-dessus.

Art. 7. — L'indemnité spécifique de contrôle et d'inspection est servie, mensuellement, aux fonctionnaires cités à l'article 2 ci-dessus, aux taux suivant :

- 10 % du traitement pour les fonctionnaires appartenant aux grades des inspecteurs vétérinaires en chef et des médecins vétérinaires spécialistes du 3ème degré.
- 15 % du traitement pour les fonctionnaires appartenant aux grades des médecins vétérinaires, des médecins vétérinaires principaux, des médecins vétérinaires en chef, des inspecteurs vétérinaires, des inspecteurs vétérinaires principaux, des médecins vétérinaires spécialistes des 1er et 2ème degrés.

Art. 8. — La prime et les indemnités prévues à l'article 2 ci-dessus sont soumises aux cotisations de sécurité sociale et de retraite.

Art. 9. — Les modalités de mise en œuvre des dispositions du présent décret peuvent être précisées, en tant que de besoin, par instruction conjointe du ministre des finances et de l'autorité chargée de la fonction publique,

Art. 10. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, notamment les dispositions du décret exécutif n° 90-194 du 23 juin 1990 fixant la prime de rendement allouée au profit des travailleurs relevant du secteur des institutions et administrations publiques, en ce qui concerne les médecins vétérinaires, les médecins vétérinaires spécialistes ainsi que celles des décrets exécutifs n° 96-236 du 16 Safar 1417 correspondant au 2 juillet 1996, n° 07-198 du 8 Joumada Ethania 1428 correspondant au 23 juin 2007 et n° 07-199 du 8 Joumada Ethania 1428 correspondant au 23 juin 2007, susvisés.

Art. 11. — Le présent décret prend effet à compter du 1er janvier 2008.

Art. 12. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 Rajab 1432 correspondant au 21 juin 2011.

Ahmed OUYAHIA.

2. indemnité de services techniques ;
3. indemnité de gestion et de suivi des projets ;
4. indemnité d'inspection et de contrôle.

Art. 3. — La prime de rendement, calculée au taux variable de 0 à 30% du traitement, est servie trimestriellement aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des travaux publics.

Le service de la prime de rendement est soumis à une notation en fonction de critères fixés par arrêté du ministre chargé des travaux publics.

Art. 4. — L'indemnité de services techniques est servie mensuellement aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des travaux publics, selon les taux suivants :

— 25 % du traitement pour les corps des :

- * agents techniques spécialisés des travaux publics,
- * adjoints techniques des travaux publics,
- * techniciens des travaux publics,

— 40 % du traitement pour le corps des ingénieurs des travaux publics.

Art. 5. — L'indemnité de gestion et de suivi des projets, calculée au taux de 10 % du traitement, est servie mensuellement aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des travaux publics.

Art. 6. — L'indemnité d'inspection et de contrôle, calculée au taux de 10% du traitement, est servie mensuellement, aux fonctionnaires appartenant aux corps des ingénieurs des travaux publics et des techniciens des travaux publics régulièrement désignés pour assurer la mission de la police de voirie.

Art. 7. — La prime et les indemnités prévues à l'article 2 ci-dessus sont soumises aux cotisations de sécurité sociale et de retraite.

Art. 8. — Les modalités de mise en œuvre des dispositions du présent décret peuvent être précisées, en tant que de besoin, par instruction conjointe du ministre des finances et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 9. — Sont abrogées toutes dispositions contraires aux dispositions du présent décret, notamment celles des décrets exécutifs n°s 91-516 et 91-517 du 22 décembre 1991, susvisés, en ce qui concerne les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des travaux publics.

Art. 10. — Le présent décret prend effet à compter du 1er janvier 2008.

Art. 11. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Chaâbane 1432 correspondant au 14 juillet 2011.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 11-254 du 12 Chaâbane 1432 correspondant au 14 juillet 2011 instituant le régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 92-58 du 12 février 1992, complété, instituant un régime indemnitaire au profit des agents appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts ;

Vu le décret exécutif n° 11-127 du 17 Rabie Ethani 1432 correspondant au 22 mars 2011 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet d'instituer le régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts, et régis par le décret exécutif n° 11-127 du 17 Rabie Ethani 1432 correspondant au 22 mars 2011, susvisé.

Art. 2. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts bénéficient, selon le cas, de la prime et des indemnités suivantes :

- prime de rendement ;
- indemnité d'astreinte ;
- indemnité de risque ;
- indemnité de campagne ;
- indemnité de harnachement et de monture.

Art. 3. — La prime de rendement, calculée au taux variable de 0 à 30 % du traitement, est servie trimestriellement aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts.

Le service de la prime de rendement est soumis à une notation selon des critères fixés par arrêté du ministre chargé des forêts.

Art. 4. — L'indemnité d'astreinte est servie mensuellement aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts au taux de 30 % du traitement.

Art. 5. — L'indemnité de risque est servie mensuellement aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts au taux de 30 % du traitement.

Art. 6. — L'indemnité de campagne est servie mensuellement aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts au taux de 20 % du traitement.

Art. 7. — L'indemnité de harnachement et de monture, d'un montant forfaitaire de 3.800 DA, est servie mensuellement aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts affectataires d'une monture.

Les effectifs et les modalités d'attribution de l'indemnité sus-citée sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé des forêts.

Art. 8. — La prime et les indemnités prévues à l'article 2 ci-dessus sont soumises aux cotisations de sécurité sociale et de retraite.

Art. 9. — Les modalités de mise en œuvre des dispositions du présent décret peuvent être précisées, en tant que de besoin, par instruction conjointe du ministre chargé des finances et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 10. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, notamment celles du décret exécutif n° 92-58 du 12 février 1992, complété, instituant un régime indemnitaire au profit des agents appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts.

Art. 11. — Le présent décret prend effet à compter du 1er janvier 2008.

Art. 12. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Chaâbane 1432 correspondant au 14 juillet 2011.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 11-255 du 12 Chaâbane 1432 correspondant au 14 juillet 2011 instituant le régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps des biologistes de santé publique.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 11-152 du 29 Rabie Ethani 1432 correspondant au 3 avril 2011 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps des biologistes de santé publique ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet d'instituer le régime indemnitaire des fonctionnaires régis par les dispositions du décret exécutif n° 11-152 du 29 Rabie Ethani 1432 correspondant au 3 avril 2011 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps des biologistes de santé publique.

Art. 2. — Les fonctionnaires appartenant aux corps des biologistes de santé publique bénéficient de la prime et des indemnités suivantes :

- prime d'amélioration des performances ;
- indemnité de soutien aux activités de santé ;
- indemnité de technicité.

Art. 3. — La prime d'amélioration des performances calculée mensuellement au taux variable de 0 à 30% du traitement est servie, trimestriellement, aux fonctionnaires cités à l'article 2 ci-dessus.

Le service de la prime d'amélioration des performances est soumis à une notation selon des critères fixés par arrêté du ministre chargé de la santé.

**Décret exécutif n° 11-257 du 28 Chaâbane 1432
correspondant au 30 juillet 2011 instituant le
régime indemnitaire des fonctionnaires
appartenant aux corps spécifiques de
l'administration chargée de l'agriculture.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du
développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125
(alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427
correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général
de la fonction publique, notamment ses articles 119, 124
et 126 ;

Vu le décret présidentiel n° 07-304 du 17 Ramadhan
1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant la grille
indiciaire des traitements et le régime de rémunération des
fonctionnaires ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada
Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 93-59 du 27 février 1993,
modifié, portant institution d'un régime indemnitaire au
profit des agents appartenant aux corps techniques
spécifiques à l'administration chargée de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 08-286 du 17 Ramadhan 1429
correspondant au 17 septembre 2008 portant statut
particulier des fonctionnaires appartenant aux corps
spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet d'instituer
le régime indemnitaire des fonctionnaires régis par le
décret exécutif n° 08-286 du 17 Ramadhan 1429
correspondant au 17 septembre 2008 portant statut
particulier des fonctionnaires appartenant aux corps
spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture.

Art. 2. — Les fonctionnaires appartenant aux corps
spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture
bénéficient de la prime et des indemnités suivantes :

- prime d'amélioration des performances ;
- indemnité de campagnes agricoles ;
- indemnité de risque.

Art. 3. — La prime d'amélioration des performances,
calculée au taux variable de 0 à 30 % du traitement, est
servie trimestriellement aux fonctionnaires appartenant
aux corps spécifiques de l'administration chargée de
l'agriculture.

Art. 4. — La prime d'amélioration des performances est
soumise à une notation en fonction des critères fixés par
arrêté du ministre de l'agriculture et du développement
rural.

Art. 5. — L'indemnité de campagnes agricoles est
servie, mensuellement, aux fonctionnaires appartenant aux
corps spécifiques de l'administration chargée de
l'agriculture, selon les taux suivants :

- 40 % du traitement pour le corps des ingénieurs ;
- 25 % du traitement pour le corps des techniciens et
des adjoints techniques.

Art. 6. — L'indemnité de risque est servie,
mensuellement, au taux de 10 % du traitement, à
l'ensemble des fonctionnaires appartenant aux corps
spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture.

Art. 7. — La prime et les indemnités prévues à l'article
2 ci-dessus sont soumises aux cotisations de sécurité
sociale et de retraite.

Art. 8. — Les modalités de mise en œuvre des
dispositions du présent décret peuvent être précisées, en
tant que de besoin, par instruction conjointe du ministre
des finances et de l'autorité chargée de la fonction
publique.

Art. 9. — Sont abrogées toutes les dispositions
contraires à celles du présent décret, notamment celles du
décret exécutif n° 93-59 du 27 février 1993, modifié,
susvisé.

Art. 10. — Le présent décret prend effet à compter du
1er janvier 2008.

Art. 11. — Le présent décret sera publié au *Journal
officiel* de la République algérienne démocratique et
populaire.

Fait à Alger, le 28 Chaâbane 1432 correspondant au
30 juillet 2011.

Ahmed OUYAHIA.

**Décret exécutif n° 11-258 du 28 Chaâbane 1432
correspondant au 30 juillet 2011 instituant le
régime indemnitaire des fonctionnaires
appartenant aux corps spécifiques de l'autorité
phytosanitaire.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du
développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125
(alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427
correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de
la fonction publique, notamment ses articles 119, 124 et
126 ;

Vu le décret présidentiel n° 07-304 du 17 Ramadhan
1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant la grille
indiciaire des traitements et le régime de rémunération des
fonctionnaires ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada
Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 98-308 du 5 Joumada Ethania
1419 correspondant au 26 septembre 1998 instituant le
régime indemnitaire au profit des personnels appartenant
aux corps techniques spécifiques à l'institut national de la
protection des végétaux ;

Vu le décret exécutif n° 08-198 du 3 Rajab 1429
correspondant au 6 juillet 2008 portant statut particulier
des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de
l'autorité phytosanitaire ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet d'instituer
le régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux
corps spécifiques de l'autorité phytosanitaire, régis par les
dispositions du décret exécutif n° 08-198 du 3 Rajab 1429
correspondant au 6 juillet 2008, susvisé.

Art. 2. — Les fonctionnaires appartenant aux corps
spécifiques de l'autorité phytosanitaire bénéficient, selon
le cas, des primes et des indemnités suivantes :

- prime d'amélioration des performances ;
- prime de campagnes ;
- indemnité de risque et de contamination ;
- indemnité d'inspection et de contrôle technique.

Art. 3. — La prime d'amélioration des performances,
calculée au taux variable de 0 à 30 % du traitement, est
servie trimestriellement aux fonctionnaires appartenant
aux corps spécifiques de l'autorité phytosanitaire.

Art. 4. — Le service de la prime d'amélioration des
performances est soumis à une notation en fonction des
critères fixés par arrêté du ministre de l'agriculture et du
développement rural.

Art. 5. — La prime de campagnes est servie,
mensuellement aux fonctionnaires appartenant aux corps
spécifiques de l'autorité phytosanitaire, selon les taux
suivants :

- 30% du traitement pour le corps des inspecteurs
phytosanitaires ;
- 20% du traitement pour le corps des contrôleurs
phytosanitaires.

Art. 6. — L'indemnité de risque et de contamination est
servie, mensuellement, au taux de 20% du traitement aux
fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de
l'autorité phytosanitaire.

Art. 7. — L'indemnité d'inspection et de contrôle
technique est servie, mensuellement, au taux de 20% du
traitement aux fonctionnaires appartenant aux corps
spécifiques de l'autorité phytosanitaire.

Art. 8. — Les primes et les indemnités prévues à
l'article 2 ci-dessus sont soumises aux cotisations de
sécurité sociale et de retraite.

Art. 9. — Les modalités de mise en œuvre des
dispositions du présent décret peuvent être précisées, en
tant que de besoin, par instruction conjointe du ministre
des finances et de l'autorité chargée de la fonction
publique.

Art. 10. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à
celles du présent décret, notamment celles du décret
exécutif n° 98-308 du 5 Joumada Ethania 1419
correspondant au 26 septembre 1998, susvisé.

Art. 11. — Le présent décret prend effet à compter du
1er janvier 2008.

Art. 12. — Le présent décret sera publié au *Journal
officiel* de la République algérienne démocratique et
populaire.

Fait à Alger, le 28 Chaâbane 1432 correspondant au
30 juillet 2011.

Ahmed OUYAHIA.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Arrêté interministériel du 10 Ramadhan 1417 correspondant au 19 janvier 1997 portant placement en position d'activité auprès des services de la Présidence de la République de certains personnels appartenant au corps des médecins vétérinaires, spécifique au ministère de l'agriculture et de la pêche.

Le Secrétaire général de la Présidence de la République,

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Le ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement chargé de la réforme administrative et de la fonction publique,

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985, portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-99 du 27 mars 1990 relatif au pouvoir de nomination et de gestion administrative à l'égard des fonctionnaires et agents des administrations centrales, des wilayas et des communes ainsi que des établissements publics à caractère administratif en relevant;

Vu le décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995 portant statut particulier des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes;

Arrêtent :

Article 1er. — En application de l'article 4 du décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995, susvisé, sont mis en position d'activité auprès des services de la Présidence de la République, certains personnels appartenant aux corps et grades figurant au tableau ci-après :

CORPS	GRADES
Médecins vétérinaires	Docteurs vétérinaires
	Inspecteurs vétérinaires
	Inspecteurs vétérinaires principaux
	Inspecteurs vétérinaires principaux en chef

Art. 2. — Le recrutement et la gestion des carrières des personnels appartenant aux corps et grades cités à l'article 1er ci-dessus, sont assurés par les services de la Présidence de la République, selon les dispositions statutaires fixées par le décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995, susvisé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 Ramadhan 1417 correspondant au 19 janvier 1997.

P/Le ministre délégué
auprès du Chef
du Gouvernement chargé
de la réforme administrative
et de la fonction publique

Le ministre
de l'agriculture
et de la pêche

*Le directeur général de la
fonction publique*

Djamel KHARCHI

Nourredine BAHBOUH

P/Le Secrétaire général de la Présidence de la République
et par délégation,

*Le chargé de mission, chargé des questions relevant de la
direction de l'administration générale*

Omar BENABBOU

**MINISTERE DE L'INTERIEUR,
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté interministériel du 29 Dhou El Hidja 1418 correspondant au 26 avril 1998 portant placement en position d'activité auprès du ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement (direction générale de la sûreté nationale) du corps des médecins vétérinaires relevant de l'administration chargée de l'agriculture et de la pêche.

Le ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement,

Le ministre de l'agriculture et de la pêche et

Le ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement, chargé de la réforme administrative et de la fonction publique,

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 97-231 du 20 Safar 1418 correspondant au 25 juin 1997 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-99 du 27 mars 1990 relatif au pouvoir de nomination et de gestion administrative à l'égard des fonctionnaires et agents des administrations centrales, des wilayas et des communes ainsi que des établissements publics à caractère administratif en relevant ;

Vu le décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995 portant statut particulier des médecins vétérinaires et médecins vétérinaires spécialistes ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995, susvisé, sont mis en position d'activité auprès du ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement (direction générale de la sûreté nationale), les personnels appartenant aux corps et grades figurant au tableau ci-après :

CORPS	GRADES
Médecins vétérinaires	Docteurs vétérinaires Inspecteurs vétérinaires Inspecteurs vétérinaires principaux Inspecteurs vétérinaires principaux en chef

Art. 2. — Le recrutement et la gestion des carrières des personnels appartenant aux corps et grades cités à l'article 1er ci-dessus, sont assurés par le ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement (direction générale de la sûreté nationale) selon les dispositions statutaires fixées par le décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995, susvisé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 Dhou El Hidja 1418 correspondant au 26 avril 1998.

P. le ministre délégué auprès
du Chef du Gouvernement,
chargé de la réforme administrative
et de la fonction publique
et par délégation

*Le directeur général
de la fonction publique*
Djamel KHARCHI

P. le ministre
de l'agriculture
et de la pêche

Le secrétaire général
Ahmed BOUAKANE

P. Le ministre de l'intérieur,
des collectivités locales et de l'environnement
et par délégation,

Le directeur général de la sûreté nationale
Ali TOUNSI

————★————

Arrêté du 15 Dhou El Hidja 1418 correspondant au 12 avril 1998 portant nomination du chef de cabinet du wali de la wilaya de Tlemcen.

Par arrêté du 15 Dhou El Hidja 1418 correspondant au 12 avril 1998 du wali de la wilaya de Tlemcen, M. Djamel Eddine Hashas est nommé chef de cabinet du wali de la wilaya de Tlemcen.

Tableau XIII**Edulcorants**

NUMERO DU SYSTEME DE CODIFICATION INTERNATIONALE	DENOMINATION
420	Sorbitol et sirop de sorbitol
421	Mannitol
950	Acésulfame de potassium
951	Aspartame
954	Saccharine
965	Maltitol, sirop de maltitol
966	Lactitol
967	Xylitol

Tableau XIV**Autres additifs**

NUMERO DU SYSTEME DE CODIFICATION INTERNATIONALE	DENOMINATION
520	Sulfate d'aluminium
570	Acide stéarique
579	Gluconate ferreux
1201	polyvinyl pyrrolidone
1202	Polyvinyl polypyrrolidone insoluble

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Arrêté interministériel du 29 Dhou El Kaada 1422 correspondant au 12 février 2002 portant organisation en bureaux de l'administration centrale du ministère de l'agriculture.

Le Chef du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret présidentiel n° 2000-256 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 01-139 du 8 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 31 mai 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 4 Joumada Ethania 1410 correspondant au 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture, notamment son article 13 ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 13 du décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer l'organisation en bureaux de l'administration centrale du ministère de l'agriculture.

Art. 2. — Le bureau d'ordre général est rattaché au secrétariat général.

Art. 3. — L'organisation en bureaux des directions centrales est fixée comme suit :

1 - DIRECTION DE L'ORGANISATION FONCIERE ET DE LA PROTECTION DES PATRIMOINES :**1 - Sous-direction de l'organisation foncière :**

- 1 - Bureau de la réglementation foncière ;
- 2 - Bureau de la protection des terres agricoles.

2 - Sous-direction des concessions :

- 1 - Bureau de la mise en valeur des terres par la concession ;
- 2 - Bureau des équipements ruraux.

3 - Sous-direction de la protection des patrimoines génétiques :

- 1 - Bureau des programmes de développement des ressources génétiques ;
- 2 - Bureau du suivi des fermes pilotes ;
- 3 - Bureau de la protection et de la normalisation des facteurs et moyens de production.

2 - DIRECTION DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE DANS LES ZONES ARIDES ET SEMI-ARIDES :**1 - Sous-direction du développement de l'agriculture saharienne :**

- 1 - Bureau des études et des schémas directeurs ;
- 2 - Bureau de la préservation et du développement des systèmes agricoles oasiens.

2 - Sous-direction du développement agricole dans les zones steppiques :

- 1 - Bureau des études et des schémas-directeurs ;
- 2 - Bureau de la valorisation des zones steppiques et de la protection des parcours.

3 - Sous-direction du développement de l'agriculture de montagne :

- 1 - Bureau des études et des schémas directeurs ;
- 2 - Bureau de l'organisation et de la protection des parcours en zones de montagne ;
- 3 - Bureau de développement et de la valorisation des zones de montagne.

4 — Sous-direction des techniques d'irrigation :

1 — Bureau de la normalisation des systèmes d'irrigation ;

2 — Bureau de l'évaluation des techniques d'irrigation et du développement des systèmes d'irrigation.

3 — DIRECTION DE LA REGULATION ET DU DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS AGRICOLES :

1 — Sous-direction du développement des filières végétales :

1 — Bureau de la filière des grandes cultures ;

2 — Bureau des cultures pérennes et phoenicoles ;

3 — Bureau des filières maraîchères et industrielles.

2 — Sous-direction du développement des filières animales :

1 — Bureau de la filière lait ;

2 — Bureau de la filière viandes rouges ;

3 — Bureau de la filière avicole et des petits élevages.

3 — Sous-direction de l'organisation des marchés et de la régulation :

1 — Bureau de l'analyse et de l'évolution de la production agricole et des marchés ;

2 — Bureau de la valorisation des productions agricoles ;

3 — Bureau des systèmes de régulation et de l'interprofession agricole.

4 — Sous-direction de la gestion et de l'évaluation des aides de l'Etat :

1 — Bureau des incitations au développement agricole ;

2 — Bureau de la gestion, du suivi et de l'évaluation des aides de l'Etat.

4 — DIRECTION DE LA PROTECTION DES VEGETAUX ET DES CONTROLES TECHNIQUES :

1 — Sous-direction des contrôles techniques :

1 — Bureau des contrôles aux frontières ;

2 — Bureau des contrôles phytosanitaires à l'intérieur ;

3 — Bureau de la quarantaine végétale.

2 — Sous-direction des homologations :

1 — Bureau de l'homologation et de la vigilance à l'utilisation des pesticides ;

2 — Bureau de l'homologation des variétés ;

3 — Bureau de la normalisation et de la certification.

3 — Sous-direction de la veille phytosanitaire :

1 — Bureau de la surveillance phytosanitaire ;

2 — Bureau de la lutte contre les fléaux agricoles ;

3 — Bureau des relations et des conventions internationales.

5 — DIRECTION DES SERVICES VETERINAIRES :

1 — Sous-direction de la santé animale :

1 — Bureau de la surveillance sanitaire ;

2 — Bureau des programmes prophylactiques.

2 — Sous-direction du contrôle sanitaire et de l'hygiène alimentaire :

1 — Bureau du contrôle sanitaire aux frontières ;

2 — Bureau de l'hygiène alimentaire ;

3 — Bureau de la normalisation et de la certification.

3 — Sous-direction de la pharmacie vétérinaire.

1 — Bureau de la réglementation et de la pharmacovigilance vétérinaire ;

2 — Bureau des enregistrements ;

3 — Bureau du contrôle des produits vétérinaires.

4 — Sous-direction des Haras.

1 — Bureau de l'élevage équin, de l'équitation et des courses hippiques ;

2 — Bureau de l'élevage camelin.

6 — DIRECTION DE LA PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS ET DES ETUDES ECONOMIQUES.

1 — Sous-direction des investissements, du financement et des interventions économiques :

1 — Bureau de la programmation des investissements ;

2 — Bureau de la mise en œuvre et du suivi des programmes d'investissements ;

3 — Bureau du financement et des interventions économiques.

2 — Sous-direction des études économiques et de la prospective :

1 — Bureau des études économiques ;

2 — Bureau de l'analyse des politiques agricoles et de la prospective.

3 — Sous-direction de la coopération :

1 — Bureau de la promotion des investissements étrangers et des financements extérieurs ;

2 — Bureau de l'intégration économique, régionale et internationale.

7 — DIRECTION DES STATISTIQUES AGRICOLES ET DES SYSTEMES D'INFORMATION.

1 — Sous-direction des statistiques agricoles :

1 — Bureau des statistiques, des indicateurs et des comptes économiques ;

2 — Bureau de la documentation, de la publication et de la diffusion.

2 — Sous-direction des systèmes d'informations :

1 — Bureau des bases de données, du développement des applications et des réseaux informatiques;

2 — Bureau de l'organisation des systèmes d'information;

3 — Bureau de la maintenance.

3 — Sous-direction de l'emploi agricole :

1 — Bureau de l'impact des programmes sur l'emploi;

2 — Bureau de la promotion de l'emploi agricole.

8 — DIRECTION DE LA FORMATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA VULGARISATION.**1 — Sous-direction de la formation :**

1 — Bureau des programmes, du suivi et de l'évaluation des actions de la formation;

2 — Bureau de l'inspection des établissements de formation.

2 — Sous-direction de la vulgarisation :

1 — Bureau de la conception, du suivi et de l'évaluation des programmes de vulgarisation;

2 — Bureau de l'animation et de l'information agricole.

3 — Sous-direction de la recherche :

1 — Bureau du suivi et de la valorisation des activités de recherche;

2 — Bureau de la coordination inter-sectorielle.

9 — DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA REGLEMENTATION :**1 — Sous-direction de la législation agricole et du contentieux :**

1 — Bureau de la législation agricole;

2 — Bureau de la réglementation et des statuts;

3 — Bureau du contentieux.

2 — Sous-direction de l'organisation de la profession et des coopératives agricoles :

1 — Bureau des chambres d'agriculture;

2 — Bureau des associations professionnelles et interprofessionnelles;

3 — Bureau des coopératives agricoles.

3 — Sous-direction des études juridiques :

1 — Bureau de l'analyse juridique;

2 — Bureau des codifications;

3 — Bureau du bulletin officiel.

10 — DIRECTION DE L'ADMINISTRATION DES MOYENS.**1 — Sous-direction des ressources humaines :**

1 — Bureau des personnels;

2 — Bureau des cadres supérieurs;

3 — Bureau des concours, des examens professionnels

et des affaires sociales.

2 — Sous-direction du budget :

1 — Bureau du budget de fonctionnement;

2 — Bureau du budget d'équipement et des fonds publics;

3 — Bureau des marchés publics.

3 — Sous-direction des moyens :

1 — Bureau de l'accueil, de l'orientation et de l'action sociale;

2 — Bureau de l'approvisionnement et de la maintenance;

3 — Bureau de la gestion des biens meubles et immeubles.

4 — Sous-direction des archives et de la documentation :

1 — Bureau des archives;

2 — Bureau de la documentation.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 Dhou El Kaada 1422 correspondant au 12 février 2002.

P. le ministre des finances

*Le ministre délégué auprès
du ministre des finances,
chargé du budget*

Mohamed TERBECHE.

Le ministre

de l'agriculture

Saïd BARKAT.

P. le Chef du Gouvernement

et par délégation

le directeur général de la fonction publique

Djamel KHARCHI.

MINISTRE DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

Arrêté du 30 Ramadhan 1422 correspondant au 15 décembre 2001 portant création de commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale.

Le ministre de l'action sociale et de la solidarité nationale,

Vu le décret n° 84-10 du 14 janvier 1984 fixant la compétence, la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions paritaires ;

Vu le décret n° 84-11 du 14 janvier 1984 fixant les modalités de désignation des représentants des personnels aux commissions paritaires ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté interministériel du 7 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 31 décembre 2003 fixant les programmes des concours sur épreuves et des examens professionnels pour l'accès aux grades spécifiques à l'administration chargée de l'agriculture.

Le Chef du Gouvernement,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966, modifié et complété, relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 66-146 du 2 juin 1966, modifié et complété, relatif à l'accès aux emplois publics et au reclassement des membres de l'ALN et de l'OCFLN ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 03-208 du 3 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 5 mai 2003 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-36 du 23 janvier 1990, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps techniques spécifiques à l'administration chargée de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-99 du 27 mars 1990 relatif au pouvoir de nomination et de gestion administrative à l'égard des fonctionnaires et agents des administrations centrales, des wilayas et des communes ainsi que des établissements publics à caractère administratif en relevant ;

Vu le décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995 portant statut particulier des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes ;

Vu le décret exécutif n° 95-293 du 5 Joumada El Oula 1416 correspondant au 30 septembre 1995, modifié et complété, relatif aux modalités d'organisation des concours, examens et tests professionnels au sein des institutions et administrations publiques ;

Vu l'arrêté interministériel du 9 Ramadhan 1418 correspondant au 7 janvier 1998 portant organisation de concours sur titres, sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux corps techniques spécifiques à l'administration chargée de l'agriculture ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 24 du décret exécutif n° 95-293 du 5 Joumada El Oula 1416 correspondant au 30 septembre 1995, modifié et complété, susvisé, le présent arrêté fixe les programmes des concours sur épreuves et des examens professionnels pour l'accès aux grades spécifiques à l'administration chargée de l'agriculture à savoir :

- ingénieur principal de l'agriculture ;
- ingénieur d'Etat de l'agriculture ;
- ingénieur d'application de l'agriculture ;
- technicien supérieur de l'agriculture ;
- technicien de l'agriculture ;
- adjoint technique de l'agriculture ;
- inspecteur vétérinaire principal ;
- inspecteur vétérinaire.

Art. 2. — Les programmes prévus à l'article 1er ci-dessus sont annexés au présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 31 décembre 2003.

Pour le ministre
de l'agriculture
et du développement rural
Le secrétaire général
Abdesslem CHELGHOU

Pour le Chef
du Gouvernement
et par délégation
*Le directeur général
de la fonction publique*
Djamel KHARCHI

ANNEXE I

Programme de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'ingénieur principal de l'agriculture

I. Epreuves écrites d'admissibilité :

1.- Culture générale :

- la restructuration de l'économie algérienne ;
- place et rôle de la femme dans le développement du monde rural ;
- place et rôle de l'ingénieur dans le transfert du progrès technique et scientifique ;
- le système éducatif en Algérie ;
- l'Etat de droit et la promotion du civisme, de la citoyenneté et des droits de l'Homme ;

- la privatisation dans l'économie de marché ;
- les organisations non gouvernementales ;
- les principaux groupements économiques et politiques dans le monde ;
- le système bancaire en Algérie ;
- importance du pétrole dans l'économie mondiale ;
- les nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- l'agriculture biologique ;
- problématique de la disponibilité de l'eau en Algérie.

2. - Epreuve d'aptitude à l'emploi d'ingénieur principal :

- analyse et développement d'un projet de filière agricole au niveau d'une région donnée : céréaliculture, production laitière, production de viandes et production de fruits et légumes (étude de cas) ;
- étude et réalisation d'un projet intégré de développement d'une : zone de périmètre irrigué, zone agro-pastorale, zone céréalière, zone saharienne ;
- opportunité de mise en place d'un réseau de stations de monte naturelle ;
- situation et possibilités d'extension d'un réseau de stations d'insémination artificielle ;
- organisation de circuits de contrôle des performances (lait, viande, laine) ;
- développement des programmes de semences et perspectives d'évolution ;
- le développement de la filière lait et la politique de soutien à la profession ;
- l'évolution du secteur agricole et sa place dans l'économie nationale ;
- restructuration foncière et protection du patrimoine national ;
- conception d'un programme de lutte intégrée en matière de protection des végétaux ;
- la vulgarisation agricole ;
- situation et perspectives d'organisation des professions agricoles dans le cadre des programmes de développement de l'agriculture algérienne (étude de cas).

3. - Epreuve à option d'agronomie générale :

a) Production végétale :

- développement des systèmes de production agricole : méthodes d'approche, techniques d'intensification, maîtrise des itinéraires techniques ;
- adaptation des types de production aux conditions agro-climatiques d'une région donnée : (étude de cas) ;
- amélioration génétique des plantes domestiques : sélection et croisements, collection des cultivars, production et multiplication de semences et de plants ;
- protection des ressources génétiques locales : aspects stratégiques de préservation des écotypes locaux et de certification des semences ;

- les productions destinées à la transformation industrielle : étude de cas de filière agricole donnée ;
- protection des végétaux : méthodes de lutte contre les maladies, les ravageurs et les mauvaises herbes.

b) Production animale :

- évaluation et développement des ressources fourragères naturelles : méthodes de valorisation et de protection de l'environnement ;
- les zones de production fourragère et d'élevage : possibilités d'adaptation des systèmes de production animale (étude de cas) ;
- alimentation et nutrition des ruminants ;
- alimentation et nutrition des petits élevages ;
- reproduction naturelle et artificielle ;
- rôle de l'apiculture dans le développement agricole ;
- méthodes d'amélioration génétique des animaux d'élevage (étude de cas).

c) Economie et gestion :

- Développement socio-économique d'une région : impact du développement des activités agricoles sur l'économie et la vie sociale d'une région donnée (étude de cas) ;
- étude des possibilités et des opportunités d'investissement dans le secteur agricole ;
- étude technico-économique d'une exploitation agricole (étude de cas) ;
- les marchés agricoles et la formation des prix (étude de cas) ;
- le plan comptable national et le statut juridique des entreprises (étude de cas) ;
- gestion et étude d'impact d'un projet de développement agricole (étude de cas) ;
- analyse conjoncturelle des politiques agricoles.

d) Génie rural :

- importance des réglages des machines dans la limitation des pertes de récoltes ;
- programme d'évaluation et d'installation d'équipements agricoles ;
- étude d'un projet de mécanisation agricole ;
- dotation d'unité de prestation de services pour une région donnée ;
- étude d'adaptation du matériel agricole ;
- essais en machinisme agricole ;
- évaluation et exploitation des ressources en eau et en sol ;
- méthodes de lutte contre les effets néfastes de la remontée des eaux et de la salinisation des sols ;
- bases techniques d'élaboration d'un projet d'irrigation et de drainage ;
- importance et rôle de l'eau d'irrigation ;

- importance des analyses des sols dans les programmes de mise en valeur agricole ;
- besoins en eau des cultures ;
- rentabilité de l'irrigation ;
- les techniques d'irrigation et de drainage ;
- évaluation des besoins en drainage ;
- classification des sols salés et des eaux d'irrigation ;
- critères de lutte contre l'engorgement racinaire et la salinité ;
- entretien et pérennité des systèmes de drainage ;
- réhabilitation des sols salins, sodiques et alcalins.

4. - **Epreuve de langue nationale :** Pour les candidats ne composant pas dans cette langue : étude d'un texte, suivie de questions.

II. - Epreuve orale d'admission définitive :

— Epreuve consistant en un entretien avec un jury et portant sur les thèmes du programme (durée maximum 30 minutes).

ANNEXE II

Programme de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'ingénieur d'Etat de l'agriculture

I. - Epreuves écrites d'admissibilité :

1) Culture générale :

- la restructuration de l'économie algérienne ;
- place et rôle de la femme dans le développement du monde rural ;
- l'Etat de droit et la promotion du civisme, de la citoyenneté, et des droits de l'Homme ;
- place et rôle de l'ingénieur dans le transfert du progrès technique et scientifique ;
- le système éducatif en Algérie ;
- les organisations non gouvernementales ;
- les principaux groupements économiques et politiques dans le monde ;
- le système bancaire en Algérie ;
- importance du pétrole dans l'économie mondiale ;
- la pollution et la protection de l'environnement ;
- l'agriculture biologique ;
- problématique de la disponibilité de l'eau en Algérie.

2) Epreuve d'aptitude à l'emploi d'ingénieur d'Etat :

- analyse d'un projet de filière agricole au niveau d'une région donnée et perspectives de son développement ;
- situation et perspectives d'organisation des professions agricoles dans le cadre des programmes de développement de l'agriculture algérienne ;
- restructuration foncière et protection du patrimoine national ;

- conception d'un programme de lutte intégrée en matière de protection des végétaux ;
- le développement de la filière " lait " et la politique de soutien à la profession ;
- développement des programmes de semences et perspectives d'évolution ;
- étude et réalisation d'un projet intégré de développement d'une : zone de périmètre irrigué, zone agro-pastorale, zone céréalière, zone saharienne ;
- l'évolution du secteur agricole et sa place dans l'économie nationale ;
- la vulgarisation agricole ;
- opportunité de mise en place d'un réseau de stations de monte naturelle.

3) Epreuve à option d'agronomie générale :

a) Production végétale :

- développement des productions : méthodes d'intensification, techniques culturales dans une région agro-climatique donnée ;
- techniques d'amélioration génétique des plantes : sélection et croisements, collection des cultivars, production et multiplication de semences et de plants ;
- les productions destinées à la transformation industrielle ;
- techniques de protection des végétaux contre les maladies et les ravageurs .

b) Production animale :

- alimentation des ruminants : les ressources alimentaires locales, les sous-produits agricoles et industriels destinés au bétail, le bilan fourrager, les techniques de complémentation et de supplémentation ;
- alimentation des petits élevages : natures des aliments, particularités alimentaires des petits élevages (étude de cas) ;
- techniques de reproduction naturelle et artificielle ;
- l'essaimage ;
- méthodes de sélection et de croisements des animaux d'élevage ;
- les outils de réalisation et de diffusion du progrès génétique dans le domaine de la production animale : (étude de cas.)

c) Economie et gestion :

- étude du bilan comptable d'une exploitation agricole ;
- méthode de détermination du prix de revient d'un produit agricole (étude de cas) ;
- gestion et étude d'impact socio-économique d'un projet de développement agricole ;
- analyse conjoncturelle des politiques agricoles.

d) Génie rural :

- programme d'évaluation et d'installation d'équipements agricoles dans une exploitation agricole ou une entreprise de moto-culture (étude de cas) ;
- importance du réglage des machines dans la limitation des pertes de récoltes ;
- mécanisation de l'agriculture de montagne ;
- mécanisation de la récolte de l'olive ;
- optimisation des techniques culturales ;
- gestion d'une unité de prestation de services ;
- bases techniques d'élaboration d'un projet d'irrigation et de drainage ;
- importance des analyses des sols dans les programmes de mise en valeur agricole ;
- l'aménagement hydro-agricole et le développement socio-économique d'une région ;
- évaluation des besoins en drainage ;
- classification des sols salés et des eaux d'irrigation ;
- critères de lutte contre l'engorgement racinaire et la salinité ;
- entretien et pérennité des systèmes de drainage ;
- réhabilitation des sols salins, sodiques et alcalins ;
- importance et rôle de l'eau d'irrigation ;
- techniques d'irrigation et de drainage ;
- besoins en eau des cultures.

4. - Epreuve de langue nationale :

- Pour les candidats ne composant pas dans cette langue : étude d'un texte, suivie de questions.

II. - Epreuve orale d'admission définitive :

- Epreuve consistant en un entretien avec un jury et portant sur les thèmes du programme (durée maximum 30 minutes).

ANNEXE III**Programme de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'ingénieur d'application de l'agriculture****I. - Epreuves écrites d'admissibilité :****1. - Culture générale :**

- la restructuration de l'économie algérienne ;
- place et rôle de la femme dans le développement du monde agricole et rural ;
- le chômage et la politique de l'emploi en Algérie ;
- l'Etat de droit et la promotion du civisme, de la citoyenneté et des droits de l'Homme ;
- le système éducatif en Algérie ;
- les organisations non gouvernementales ;
- les principaux groupements économiques et politiques dans le monde ;
- le système bancaire en Algérie ;
- importance du pétrole dans l'économie mondiale ;
- la mondialisation ;
- l'agriculture biologique ;
- problématique de la disponibilité de l'eau en Algérie.

2. - Epreuve d'agronomie appliquée :**a) Production végétale :**

- climatologie : identification et exploitation des paramètres climatiques au niveau d'une station météorologique ;
- les sols : caractéristiques culturales et pratiques des amendements ;
- l'eau en agriculture : notions d'exploitation, de gestion et de préservation ;
- les techniques de production : cultures céréalières et fourragères, cultures maraîchères, cultures industrielles et fruitières.

b) Production animale :**b.1. - L'élevage bovin :**

- gestion des ateliers laitiers : reproduction, traite, contrôle laitier, renouvellement et réforme, hygiène et prophylaxie ;
- gestion des ateliers à viande : techniques de sevrage, contrôle de croissance et d'engraissement, animaux de réforme.

b.2. - L'élevage ovin :

- caractéristiques générales de la conduite du troupeau : sur parcours naturels, en zones céréalières, en milieu de plaines du nord.

b.3. - L'élevage caprin :

- caractéristiques générales de la conduite du troupeau : dans les oasis, en milieu steppique, en zone de montagne.

b.4. - Les petits élevages :

- les types de production en aviculture, cuniculture et apiculture et leur relation avec les autres activités agricoles.

b.5. - Les élevages camelins et équins :

- connaissance des espèces et des races, les zones d'élevage et les types de production ;
- caractéristiques générales de la conduite de l'alimentation ;
- caractéristiques générales de la conduite de la reproduction ;
- importance de la consommation de la viande cameline en Algérie.

c) Economie et gestion :

- étude des aspects financiers et économiques d'un projet agricole ;
- connaissance des éléments techniques et socio-économiques pour l'élaboration d'un projet agricole ;
- capacité de suivi et d'évaluation des opérations d'investissements sur le plan administratif et financier et sur le plan délais et rentabilité.

d) Génie rural :

- techniques d'entretien et de réglage des machines ;
- étude des réseaux d'irrigation et de drainage dans une exploitation agricole ;
- analyse des sols et mise en valeur des terres ;
- évaluation des besoins en matériel selon les travaux agricoles (étude de cas) ;
- techniques d'irrigation et de drainage ;
- critères d'un projet de construction rurale.

3. - Epreuve technique à option :

a) Production végétale :

- importance du climat, des sols et de l'eau en agriculture ;
- rôle de la fertilisation et des amendements ;
- les grandes cultures (céréales, fourrages) ;
- les cultures maraîchères et industrielles ;
- les cultures pérennes (espèces fruitières et forestières).

b) Production animale :

- les ruminants (connaissance des espèces et des races) ;
- les petits élevages (connaissance des espèces et des races) ;
- appréciation de l'âge et de la qualité des animaux d'élevage ;
- notions de rendement et de productivité d'un troupeau ;
- les bâtiments d'élevage (nature, répartition et normes) ;
- les équipements d'élevage.

c) Economie et gestion :

- étude des prix à la production ;
- établissement de devis et facturation ;
- notions générales de comptabilité : compte d'exploitation et bilan ;
- notions générales de l'offre et de la demande sur les produits agricoles.

d) Génie rural :

- techniques de travail du sol ;
- lutte mécanique contre les mauvaises herbes ;
- lutte chimique (mise en œuvre du matériel) ;
- matériel de fertilisation (réglage et entretien) ;
- préparation d'un chantier de récolte (fourrage et grains) ;
- types de matériels et d'équipements utilisés en agriculture et en élevage .

- mécanismes d'échange (sol - solution) ;
- analyse des sols et mise en valeur des terres ;
- méthodes de mesure des caractéristiques hydrodynamiques d'un sol ;
- classification des sols salés et des eaux d'irrigation ;
- les techniques d'irrigation et de drainage ;
- entretien des systèmes de drainage ;
- importance et rôle de l'eau d'irrigation ;
- besoins en eau des cultures ;
- notions générales de construction rurale.

4 - Epreuve de langue nationale :

- Pour les candidats ne composant pas dans cette langue : étude d'un texte, suivie de questions.

II. - Epreuve orale d'admission définitive :

- Epreuve consistant en un entretien avec un jury et portant sur les thèmes du programme (durée maximum 30 minutes).

ANNEXE 1V

Programme de l'examen professionnel pour l'accès au grade de technicien supérieur de l'agriculture

I. - Epreuves écrites d'admissibilité :

1. - Culture générale :

- les énergies renouvelables ;
- lutte contre la désertification ;
- les problèmes actuels de la pollution ;
- le système éducatif en Algérie ;
- les nouvelles technologies de la communication et de l'information ;
- le chômage ;
- importance de la forêt pour l'équilibre de notre univers ;
- le système bancaire en Algérie ;
- importance du pétrole dans l'économie mondiale ;
- l'économie de marché ;
- problématique de la disponibilité de l'eau en Algérie.

2. - Etude de cas se rapportant à l'application des techniques agricoles, à une situation professionnelle donnée :

A) Production végétale :

a.1. - Agronomie générale :

- les propriétés physiques du sol ;
- la formation des sols ;
- les grands écosystèmes de la biosphère ;

- classification des feuilles, fruits, et graines ;
- alimentation des plantes en eau et en matières minérales ;

- physiologie de la croissance ;
- influence du sol sur le développement des espèces végétales.

a. 2. - Grandes cultures :

- multiplication des semences ;
- lutte contre les mauvaises herbes ;
- lutte contre les maladies ;
- lutte contre les accidents végétatifs ;
- la sélection ;
- mode d'utilisation des fourrages.

a. 3. - Cultures maraîchères :

- lutte contre les maladies et les ravageurs ;
- récoltes et coûts de production ;
- contrôle phytosanitaire des semences.

a. 4. - Arboriculture fruitière :

- récolte et conservation ;
- commercialisation des fruits ;
- calendrier des traitements ;
- les pesticides utilisables.

a. 5. - Viticulture :

- maladies et ennemis de la vigne ;
- production de greffons ;
- récolte et transformation des fruits ;
- fructification du pied de vigne.

a. 6. - Horticulture ornementale :

- les moyens de production ;
- importance du milieu de culture ;
- rôle et importance des espaces verts en milieu urbain ;
- les espèces végétales ornementales.

B) Production animale :

- amélioration génétique et sélection ;
- les méthodes de reproduction ;
- les auxiliaires d'un programme de sélection ;
- l'anatomie comparée de l'appareil digestif ;
- la physiologie de la digestion ;
- utilisation digestive des aliments ;
- nutrition énergétique ;
- nutrition azotée ;
- nutrition minérale et vitaminique ;
- physiologie de la reproduction ;
- pathologie générale ;
- pathologie spéciale des ruminants ;
- pathologie spéciale de la volaille ;
- pathologie spéciale des autres espèces.

3 - Epreuve technique agricole à option :

A) Production végétale :

a.1. - Agronomie générale :

- les travaux du sol ;
- la fertilisation ;
- les traitements phytosanitaires ;
- les techniques d'irrigation ;
- l'installation des différents systèmes d'irrigation ;
- utilisation et entretien des machines agricoles sur les différents types de sols ;
- installation des réseaux de drainage ;
- détermination de la salinité des eaux d'irrigation ;
- influence de la rotation sur la fertilité des sols ;
- plan de gestion d'une exploitation agricole ;
- vocation de la steppe et importance économique ;
- étude d'une exploitation agricole.

a.2. - Grandes cultures :

- principales cultures fourragères ;
- associations fourragères ;
- établissement d'un plan fourrager ;
- conduite d'une culture fourragère ;
- raisonnement sur une irrigation d'appoint ;
- l'aspect technique dans la conduite d'une culture sous pivot et d'une culture industrielle ;
- la céréaliculture.

a.3. - Cultures maraîchères :

- les différentes espèces et variétés ;
- la multiplication des plantes ;
- choix des semences ;
- entretien et techniques des cultures sous serre.

a.4. - Arboriculture fruitière :

- multiplication des arbres fruitiers ;
- préparation du sol pour les plantations fruitières ;
- étude de patrimoine arboricole dans le milieu saharien et ses caractéristiques ;
- fertilisation des arbres fruitiers ;
- les tailles et interventions diverses pratiquées sur les arbres fruitiers.

a.5. - Viticulture :

- mise en place des jeunes plants ;
- pratique de la taille ;
- propagation de la vigne ;
- greffage de la vigne ;
- restauration des ceps de vigne ;
- ennemis de la vigne.

a.6. - Horticulture ornementale :

- création et entretien d'une pelouse ;
- lutte contre les mauvaises herbes et les maladies cryptogamiques ;
- conditions nécessaires à la réussite d'une pépinière ornementale ;
- les espèces végétales ornementales ;
- aménagement et entretien des espaces verts en milieu urbain et suburbain.

B) Production animale :

b.1. - Elevage bovin :

- importance de l'élevage bovin en Algérie ;
- étude des races bovines ;
- les bâtiments d'élevage ;
- élevage des jeunes bovins ;
- élevage des génisses pour la reproduction ;
- élevage des taurillons ;
- la vache laitière ;
- le contrôle laitier.

b.2. - Elevage ovine :

- importance de la race ovine en Algérie ;
- élevage des jeunes ovins en élevage moderne ;
- production de viande ovine en élevage moderne ;
- élevage ovine traditionnel.

b.3. - Elevage caprin :

- distribution géographique des races caprines en Algérie ;
- production des chevreaux sur parcours ;
- reproduction de la chèvre en élevage moderne.

b.4. - Elevage camelin :

- importance du cheptel camelin algérien ;
- place de l'élevage camelin dans l'économie pastorale.

b.5. - Aviculture :

- situation actuelle et perspectives d'avenir de la production avicole en Algérie ;
- alimentation ;
- sélection et croisements ;
- élevage de poulet de chair ;
- production d'œufs de consommation ;
- conduite du rationnement (cas des poules pondeuses) ;
- conduite du rationnement (cas des poulets de chair).

b.6. - Cuniculture :

- organisation de la production ;
- alimentation ;
- bâtiments d'élevage et équipements ;
- reproduction.

b.7. - Apiculture :

- biologie de l'abeille ;
- le matériel apicole ;
- conduite d'un rucher ;
- amélioration des abeilles ;
- les maladies ;
- la prophylaxie.

4 - Epreuve de langue nationale :

- Pour les candidats ne composant pas dans cette langue : étude d'un texte, suivie de questions.

II. - Epreuve orale d'admission définitive :

- Epreuve consistant en un entretien avec un jury et portant sur les thèmes du programme (durée maximum 20 minutes).

ANNEXE V

Programme de l'examen professionnel pour l'accès au grade de technicien de l'agriculture

I. - Epreuves écrites d'admissibilité :

1. - Culture générale :

- les énergies renouvelables ;
- importance de la forêt dans notre univers ;
- les organisations non gouvernementales ;
- lutte contre la désertification ;
- rôle de la femme dans la société ;
- importance du pétrole dans l'économie mondiale ;
- problématique de la disponibilité de l'eau en Algérie ;
- la faim dans le monde ;
- les catastrophes naturelles.

2. - Etude de cas se rapportant à l'application des techniques agricoles à une situation professionnelle donnée :

A - Production végétale :

a.1. - Agronomie générale :

- la plante, ses organes, sa multiplication ;
- le milieu, le climat, le sol ;
- les parasites, les accidents climatiques ;
- le réglage des machines agricoles ;
- lutte contre les ennemis des cultures (méthodes de lutte, matériels de traitement).

a.2. - Grandes cultures :

- les techniques de semis ;
- les fertilisations azotées ;
- les maladies, les parasites et les accidents végétatifs ;
- caractéristiques des légumineuses ;
- caractéristiques des graminées ;

a.3. - Cultures maraîchères :

- cycle végétatif - caractères botaniques ;
- les principales variétés et leurs exigences ;
- mode de multiplication ;
- les techniques culturales ;
- la protection contre les parasites ;
- rotation, assolement.

a.4. - Arboriculture fruitière :

- cycle végétatif, caractères botaniques ;
- les différents portes-greffes et principales variétés ;
- la multiplication ;
- les techniques culturales ;
- la protection contre les parasites ;
- les espèces fruitières à noyaux, à pépins ;
- les agrumes.

a.5. - Viticulture :

- les portes-greffes et cépage ;
- la multiplication ;
- les techniques culturales ;
- la protection contre les parasites.

a.6. - Horticulture ornementale :

- le gazon (choix des graines - l'arrosage) ;
- les espèces végétales ornementales ;
- rôle des espaces verts en milieu urbain ;
- création et entretien d'une roseraie.

B - Production animale :**b.1- Elevage bovin :**

- caractéristiques anatomiques et physiologiques ;
- nature des besoins et qualité de la ration ;
- notions générales sur la sélection ;
- rationnement et méthodes de rationnement ;
- conduite de la reproduction.

b.2. - Elevage ovin :

- caractéristiques anatomiques et physiologiques ;
- nature des besoins et qualité de la ration ;
- notions générales sur la sélection ;
- conduite de la reproduction ;
- rationnement et méthodes de rationnement ;
- conduite d'un cheptel ovin en milieu steppique.

b.3. - Elevage caprin :

- caractéristiques anatomiques et physiologiques ;
- nature des besoins et qualité de la ration ;

- notions générales sur la sélection ;
- ration du troupeau : rationnement et méthodes de rationnement ;
- conduite de la reproduction ;
- critères de choix d'un plan de reproduction caprin en milieu steppique.

b.4. - Elevage camelin :

- caractéristiques anatomiques et physiologiques ;
- conduite alimentaire ;
- reproduction.

b.5. - Aviculture :

- les bâtiments d'élevage et leurs caractéristiques ;
- conduite de l'élevage du poulet de chair ;
- mécanisme de ponte et formation de l'œuf ;
- caractéristiques de l'œuf de consommation ;
- stockage de l'œuf à couver.

b.6. - Apiculture :

- anatomie de l'abeille ;
- mise en place d'un rucher ;
- description d'un rucher ;
- les nourissements ;
- l'essaimage artificiel.

b.7. - Cuniculture :

- l'anatomie de l'appareil digestif ;
- physiologie de la nutrition ;
- anatomie de l'appareil reproducteur ;
- physiologie de la reproduction ;
- critères d'implantation d'un bâtiment cunicole.

3 - Epreuve technique agricole à option :**A. - Production végétale :****a.1. - Agronomie générale :**

- étude du sol : différents types de sols et différents types d'humus ;
- climatologie : différents étages bioclimatiques méditerranéens ;
- la conservation et l'amélioration des sols ;
- la mise en valeur des différents types de sols ;
- les différentes méthodes de lutte contre les maladies des cultures ;
- création et conduite d'une palmeraie ;
- calcul d'apport d'engrais des différentes cultures ;
- calcul des doses d'irrigation ;
- le réglage des machines agricoles ;
- importance de la steppe algérienne.

a.2. - Grandes cultures :

- conduite et exploitation des fourrages ;
- conduite et exploitation des prairies ;
- conduite, exploitation et régénération des prairies naturelles ;
- conduite des cultures industrielles ;
- importance des légumineuses alimentaires ;
- stockage, conditionnement et commercialisation ;
- conduite des céréales sous pivots.

a.3. - Cultures maraîchères :

- conduite des cultures maraîchères ;
- récolte et conditionnement.

a.4. - Arboriculture fruitière :

- création d'un verger ;
- conduite d'un verger ;
- récolte et conditionnement.

a.5. - Viticulture :

- création d'un vignoble ;
- conduite d'un vignoble ;
- entretien du vignoble ;
- récolte - conditionnement.

a.6. - Horticulture ornementale et paysagisme :

- création et conduite d'une roseraie ;
- les rosiers (classification horticole - culture - multiplication) ;
- récolte et conditionnement des plantes florales ;
- rôle et importance des espaces verts en milieu urbain et suburbain ;
- aménagement et conduite d'une pépinière de production de plantes ornementales et florales.

B. - Production animale :

b.1. - Elevage bovin :

- étude de la programmation fourragère : détermination des besoins, élaboration des calendriers prévisionnels ;
- techniques de sélection : conditions de la sélection, réforme et renouvellement ;
- la reproduction : la gestation, documents de gestion, critères techniques de la reproduction. Techniques de la reproduction ;

— les productions du troupeau bovin : contrôle laitier, étude des courbes de lactation, critères techniques liés à la lactation et les facteurs de variation ;

— la production de viandes : catégories d'animaux destinés à l'engraissement, les techniques d'engraissement.

b.2. - Elevage ovin :

- les races ovines en Algérie ;
- techniques d'alimentation ;
- méthodes de sélection et de reproduction utilisées ;
- les critères techniques de la reproduction ;
- conduite de la reproduction ovine en milieu steppique ;
- les différents types de productions.

b.3. - Elevage caprin :

- caractéristique du troupeau caprin en milieu steppique ;
- complémentation de la ration du troupeau caprin sur parcours ;
- satisfaction des autres besoins du troupeau caprin sur parcours (eau, minéraux) ;
- normes d'habitat chez les caprins ;
- élevage des chevreaux et renouvellement des cheptels.

b.4. - Elevage camelin :

- importance du cheptel camelin algérien ;
- les différents produits de l'élevage camelin ;
- rôle et importance de l'élevage camelin.

b.5. - Aviculture :

- préparation de la poussinière ;
- plan de prophylaxie ;
- contrôle des normes d'ambiance ;
- tri-expédition de l'œuf à couvrir.

b.6. - Apiculture :

- importance de l'apiculture en Algérie ;
- différenciation entre les membres d'une colonne d'abeilles ;
- les plantes miélicifères ;
- le nourrissage ;
- les techniques de l'essaimage artificiel et naturel ;
- transformation du nectar en miel ;
- les produits de la ruche ;
- récolte du miel.

b.7. - Cuniculture :

- caractéristiques de l'élevage cunicole ;
- aménagement et équipement interne d'un bâtiment cunicole ;
- gestion technique de l'élevage ;
- sélection et croisements ;
- hygiène et santé.

4. - Epreuve de langue nationale :

- Pour les candidats ne composant pas dans cette langue : étude d'un texte, suivie de questions .

II. - Epreuve orale d'admission définitive :

- Epreuve consistant en un entretien avec un jury et portant sur les thèmes du programme (durée maximum 20 minutes).

ANNEXE VI

Programme de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint technique de l'agriculture**I. - Epreuves écrites d'admissibilité :****1. - Culture générale :**

- insertion des handicapés dans la société ;
- la pollution ;
- le chômage ;
- place de l'agriculture dans l'économie nationale ;
- le système bancaire en Algérie ;
- importance du pétrole dans l'économie mondiale ;
- la faim dans le monde ;
- l'histoire de la révolution algérienne.

2. - Etude de cas se rapportant à l'application des techniques agricoles à une situation professionnelle donnée :**A. - Production végétale :****a.1. - Agronomie générale :**

- climatologie relation sols / climat en agriculture ;
- propriétés physiques et chimiques des sols ;
- les travaux du sol (assolement - rotation) ;
- la plante, ses organes, sa multiplication ;
- les engrais, amendements ;
- les principaux ennemis des cultures ;
- le drainage ;
- les différents types de sols ;
- les brises-vent ;
- les machines agricoles adaptées aux différents types de sols ;
- les différents types de systèmes d'irrigation.

a.2. - Les grandes cultures :

- les céréales d'hiver ;
- les céréales d'été ;
- les fourrages ;
- les légumineuses alimentaires ;
- les cultures industrielles.

a.3. - Les cultures maraîchères :

- préparation du sol ;
- mise en place de la culture ;
- installation des abris et serres ;
- préparation et désinfection du substrat ;
- plantation ;
- les différentes cultures intercalaires sous palmier dattier.

a.4. - Arboriculture fruitière :

- étude des différents arbres fruitiers ;
- préparation du sol ;
- réception et mise en jauge des plants ;
- plantation.

a.5. - Viticulture :

- étude des plants ;
- préparation du sol ;
- réception et conservation des plants ;
- plantation.

a.6. - Horticulture ornementale :

- techniques culturales utilisées en horticulture ornementale ;
- les méthodes de multiplication des plantes ornementales ;
- les espèces végétales ornementales ;
- techniques d'entretien des parcs et jardins ;
- calendrier des travaux dans une pépinière ornementale.

B. - Production animale :**b.1. - Zootechnie générale :**

- extérieur d'un animal (bovin, ovin, camelin) ;
- anatomie et physiologie des différents appareils du ruminant ;

- alimentation ;
- la reproduction ;
- la sélection ;
- la production laitière, de viandes, de laine ;
- désinfection des bâtiments d'élevage ;
- préparation de la vache laitière au vêlage ;
- préparation de la brebis à l'agnelage ;
- traite manuelle et mécanique.

b.2. - Aviculture :

- les différents bâtiments avicoles et leurs caractéristiques ;
- conduite d'une bande de poulets de chair ;
- conduite alimentaire et hygiénique de poules pondeuses ;
- plan de prophylaxie.

b.3. - Apiculture :

- anatomie de l'abeille ;
- les différents types de ruches et accessoires ;
- le rucher ;
- le matériel apicole.

3. - Epreuve technique agricole à option :

A - Production végétale :

- plan de culture dans une exploitation agricole ;
- calendrier des travaux dans une pépinière ornementale ;
- importance des céréales en Algérie ;
- importance des fourrages ;
- place des cultures industrielles en Algérie ;
- la conduite d'une palmeraie ;
- la préparation des différents types de sols ;
- les différentes méthodes de pollinisation du palmier ;
- les pratiques de l'ensilage ;
- la pratique de la fenaison.

B. - Production animale :

- rations alimentaires du troupeau ;
- observation des chaleurs ;
- importance de la poule pondeuse et de l'œuf de consommation ;
- programme d'alimentation de la volaille ;

- travaux journaliers dans un poulailler ;
- hygiène après la vente des poules ;
- les travaux apicoles ;
- caractéristiques du cheptel saharien (caprin - ovin - camelin et petits élevages).

4. - Epreuve de langue nationale :

- Pour les candidats ne composant pas dans cette langue : étude d'un texte, suivie de questions.

II. - Epreuve orale d'admission définitive :

- Epreuve consistant en un entretien avec un jury et portant sur les thèmes du programme (durée maximum 15 minutes).

ANNEXE VII

**Programme du concours sur épreuves pour l'accès
au grade d'inspecteur vétérinaire principal**

I. - Epreuves écrites d'admissibilité :

1. - Culture générale :

- la restructuration de l'économie algérienne ;
- les nouvelles technologies de la communication et de l'information ;
- la sécurité alimentaire ;
- la protection de l'environnement ;
- les institutions financières internationales ;
- le développement de l'agriculture en Algérie ;
- le système bancaire en Algérie ;
- importance du pétrole dans l'économie mondiale ;
- la mondialisation ;
- l'économie de marché ;
- l'agriculture biologique ;
- problématique de la disponibilité de l'eau en Algérie ;
- le système national de santé ;
- les organisations non gouvernementales.

2. - Epreuve de législation et de réglementation vétérinaires :

- textes réglementaires régissant la médecine vétérinaire ;
- la pharmacie vétérinaire ;

- le mandat sanitaire ;
- aliments médicamenteux et additifs ;
- mesures générales de protection des animaux et de prévention sanitaire ;
- mesures de prévention en élevage avicole ;
- médecine vétérinaire et protection de la santé animale ;
- l'exercice de la médecine vétérinaire ;
- les maladies à déclaration obligatoire ;
- contrôle sanitaire des viandes et de l'équarrissage ;
- administration et gestion des services vétérinaires ;
- contrôle vétérinaire aux frontières.

3. - Epreuve de synthèse sur l'activité vétérinaire :

- enquête épidémiologique et épidémio-surveillance ;
- mise en place d'un plan d'intervention d'urgence en cas d'apparition d'une maladie fortement contagieuse ;
- techniques d'inspection vétérinaire ;
- la pharmacovigilance ;
- synthèse des activités des services de contrôle (frontières - hygiène - santé animale).

4. - Epreuve de langue nationale :

- Pour les candidats ne composant pas dans cette langue : étude d'un texte, suivie de questions .

II. - Epreuve orale d'admission définitive :

- Epreuve consistant en un entretien avec un jury et portant sur les thèmes du programme (durée maximum 30 minutes).

ANNEXE VIII

Programme du concours sur épreuves pour l'accès au grade d'inspecteur vétérinaire

I. - Epreuves écrites d'admissibilité :

1. - Culture générale :

- la sécurité alimentaire ;
- le multipartisme en Algérie ;
- les organisations non gouvernementales ;
- la protection de l'environnement ;
- les nouvelles technologies de l'information ;
- le système bancaire en Algérie ;

- importance du pétrole dans l'économie mondiale ;
- la démocratie et l'Etat de droit ;
- l'économie de marché ;
- l'agriculture biologique ;
- problématique de la disponibilité de l'eau en Algérie ;
- le foncier agricole en Algérie ;
- les principaux groupements économiques et politiques dans le monde.

2. - Epreuve de législation et de réglementation vétérinaires :

- textes réglementaires régissant la médecine vétérinaire ;
- la pharmacie vétérinaire ;
- le mandat sanitaire ;
- aliments médicamenteux et additifs ;
- mesures générales de protection des animaux et de prévention sanitaire ;
- mesures de prévention en élevage avicole ;
- médecine vétérinaire et protection de la santé animale ;
- l'exercice de la médecine vétérinaire ;
- les maladies à déclaration obligatoire ;
- organisation vétérinaire nationale ;
- contrôle sanitaire vétérinaire aux frontières.

3. - Epreuve sur une étude de cas clinique et épidémiologique en médecine vétérinaire :

- les maladies exotiques menaçant l'Algérie ;
- enquêtes épidémiologiques et épidémio-surveillance ;
- mise en œuvre des procédures de contrôle et d'inspection ;
- la nature des documents à vérifier lors de l'inspection vétérinaire et leurs modes de délivrance ;
- la lutte contre les maladies virales épizootiques ;
- mise en place d'un plan d'intervention d'urgence en cas d'apparition d'une maladie fortement contagieuse.

4. - Epreuve de langue nationale :

- Pour les candidats ne composant pas dans cette langue : étude d'un texte, suivie de questions.

II. - Epreuve orale d'admission définitive :

- Epreuve consistant en un entretien avec un jury et portant sur les thèmes du programme (durée maximum 30 minutes).

B – Pour les personnes morales commerçantes :

- immatriculation à titre principal ou secondaire : 7200 DA ;
- inscription modificative : 1600 DA ;
- radiation : 480 DA ;
- dépôt de statuts ou d'actes : 800 DA ;
- dissolution : 640 DA.

C – Pour les personnes physiques et morales :

— délivrance de toute attestation, authentification de copies d'extrait de registre de commerce, recherche d'antériorité : 480 DA.

— délivrance de copies, de documents contenus dans le dossier d'inscription au registre de commerce : 240 DA la feuille.

Art. 3. — Il est perçu par le centre national du registre de commerce, lors de l'immatriculation à titre principal des sociétés, un droit variable sur le capital social fixé comme suit :

- 160 DA pour un capital variant entre 30.000 DA et 100.000 DA inclus ;
- 560 DA pour un capital variant entre 100.001 DA et 300.000 DA inclus ;
- 800 DA pour un capital supérieur à 300.000 DA.

Il est perçu également lors de toute inscription modificative induite par une augmentation du capital social de toute société, un droit variable fixé comme suit :

- 160 DA pour une augmentation de capital variant entre 10.000 et 50.000 DA ;
- 560 DA pour une augmentation de capital variant entre 50.001 et 100.000 DA
- 800 DA pour une augmentation de capital supérieure à 100.000 DA.

Art. 4. — Les tarifs relatifs aux insertions au bulletin officiel des annonces légales sont fixés ainsi qu'il suit :

- a) pour toute inscription relative aux immatriculations au registre de commerce, aux modifications et radiations : 480 DA ;
- b) pour toute publicité légale relative aux société et aux transactions sur les fonds de commerce : 48 DA la ligne.

Les tarifs ci-dessus fixés sont doublés lorsque l'insertion est effectuée dans l'original du bulletin officiel des annonces légales et sa traduction.

Art. 5. — Les tarifs relatifs aux prestations fournies par le centre national du registre de commerce aux personnes physiques ou morales, autres que celles prévues au présent arrêté, sont fixés par décision du directeur général après consultation du conseil d'administration de l'établissement.

Art. 6. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté du 2 Dhou El Hidja 1418 correspondant au 30 mars 1998, susvisé.

Art. 7. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Safar 1425 correspondant au 14 avril 2004.

Nourredine BOUKROUH

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté interministériel du 28 Ramadhan 1424 correspondant au 23 novembre 2003 fixant le nombre de postes supérieurs au niveau de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Le Chef du Gouvernement,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Le ministre des finances,

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 03-208 du 3 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 5 mai 2003 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 89-224 du 5 décembre 1989, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps communs, aux institutions et administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions du décret exécutif n° 89-224 du 5 décembre 1989, modifié et complété, susvisé, le présent arrêté fixe le nombre de postes supérieurs auprès de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Art. 2. — Le nombre de postes supérieurs au niveau de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural est fixé comme suit :

FILIERE	INTITULE DU POSTE SUPERIEUR	NOMBRE DE POSTES
Administration générale	Chef de projet	13
	Assistant de cabinet	03
	Chargé de l'accueil et de l'orientation	02
	Chargé d'études	03
TOTAL		21

Art. 3. — La nomination au poste supérieur entraîne la transformation du poste budgétaire du grade de l'agent proposé au poste supérieur occupé antérieurement par décision de l'ordonnateur.

L'agent est réintégré de droit et dans les mêmes formes dans son grade d'origine après la cessation de la fonction de poste supérieur.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 Ramadhan 1424 correspondant au 23 novembre 2003.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural Pour le ministre des finances
Le secrétaire général

Saïd BARKAT Abdelkrim LAKEHAL

Pour le Chef du Gouvernement
et par délégation,

Le directeur général de la fonction publique

Djamel KHARCHI

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Arrêté interministériel du 13 Safar 1425 correspondant au 3 avril 2004 fixant le nombre de postes supérieurs au niveau de l'administration centrale du ministère des travaux publics.

Le Chef du Gouvernement,

Le ministre des travaux publics,

Le ministre des finances,

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 03-208 du 3 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 5 mai 2003 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 89-224 du 5 décembre 1989, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps communs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 2000-327 du 27 Rajab 1421 correspondant au 25 octobre 2000 fixant les attributions du ministre des travaux publics ;

Vu le décret exécutif n° 2000-328 du 27 Rajab 1421 correspondant au 25 octobre 2000, modifié et complété, portant organisation de l'administration centrale du ministère des travaux publics ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 85 du décret exécutif n° 89-224 du 5 décembre 1989 susvisé, modifié et complété, le nombre de postes supérieurs auprès de l'administration centrale du ministère des travaux publics est fixé comme suit :

INTITULE DU POSTE SUPERIEUR	NOMBRE DE POSTES
Chef de projet	7
Chargé d'études	1
Assistant de cabinet	2
Chargé de l'accueil et de l'orientation	1
TOTAL	11

Art. 2. — La nomination au poste supérieur entraîne la transformation du poste budgétaire du grade de l'agent proposé au poste supérieur occupé antérieurement par décision de l'ordonnateur.

L'agent est réintégré de droit et dans les mêmes formes dans son grade d'origine après la cessation de fonction du poste supérieur.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1425 correspondant au 3 avril 2004.

Pour le ministre
des travaux publics

Le secrétaire général

Mohamed BOUCHAMA

Pour le ministre
des finances

Le secrétaire général

Abdelkrim LAKEHAL

Pour le Chef du Gouvernement et par délégation,

Le directeur général de la fonction publique,

Djamel KHARCHI

commission universitaire nationale, parmi les maîtres de conférences justifiant de cinq (5) années d'ancienneté en cette qualité.

Les maîtres de conférences nommés professeurs de l'enseignement supérieur, par application des dispositions de l'alinéa 1er ci-dessus, sont confirmés à la date de leur nomination”.

Art. 3. — *L'article 29* du décret exécutif n° 89-122 du 18 juillet 1989, modifié et complété, susvisé, est modifié comme suit :

“*Art. 29.* — Les professeurs de l'enseignement supérieur justifiant d'au moins quinze (15) années d'ancienneté en cette qualité, ayant réalisé des publications et ouvrages à caractère scientifique et pédagogique, mené des travaux de recherche, encadré des thèses de doctorat et/ou de doctorat d'Etat peuvent être élevés à la dignité de professeur émérite après avis de la commission universitaire nationale”.

Art. 4. — *L'article 33* du décret exécutif n° 89-122 du 18 juillet 1989, modifié et complété, susvisé, est modifié et complété comme suit :

“*Art. 33.* — Sont recrutés en qualité de maîtres de conférences, les maîtres-assistants confirmés titulaires de l'habilitation universitaire conformément au décret exécutif n° 98-254 du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998, susvisé.

Les maîtres-assistants nommés maîtres de conférences par application des dispositions de l'alinéa 1er ci-dessus sont confirmés à la date de leur nomination”.

Art. 5. — *L'article 37* du décret exécutif n° 89-122 du 18 juillet 1989, modifié et complété, susvisé, est modifié et complété comme suit :

“*Art. 37.* — Les maîtres-assistants sont recrutés par voie de concours sur titres parmi les titulaires d'un magister ou d'un diplôme reconnu équivalent.

Peuvent être recrutés sur titres au grade de maître-assistant les titulaires d'un doctorat d'Etat ou d'un doctorat ou d'un diplôme reconnu équivalent.”

Art. 6. — *L'article 50* du décret exécutif n° 89-122 du 18 juillet 1989, modifié et complété, susvisé, est modifié et complété comme suit :

“*Art. 50.* — Peuvent être nommés en qualité de chargés de cours, après avis du conseil scientifique :

— les maîtres-assistants confirmés titulaires d'un doctorat ou d'un diplôme reconnu équivalent,

— les maîtres-assistants justifiant de trois (3) années d'ancienneté en cette qualité et inscrits en doctorat ou en doctorat d'Etat”.

Art. 7. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Rajab 1425 correspondant au 9 septembre 2004 .

Ahmed OUYAHIA.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté interministériel du 14 Safar 1425 correspondant au 5 avril 2004 fixant le cadre d'organisation des stages de la formation spécialisée pour la confirmation dans les corps spécifiques à l'administration des forêts.

Le Chef du Gouvernement,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la loi n° 91-05 du 16 janvier 1991, modifiée et complétée, portant généralisation de l'utilisation de la langue arabe ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966, modifié et complété, relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 66-146 du 2 juin 1966, modifié et complété, relatif à l'accès aux emplois publics et au reclassement des membres de l'ALN et de l'OCFLN ;

Vu le décret n° 71-256 du 19 octobre 1971 portant création de l'institut de technologie forestière (I.T.E.F) ;

Vu le décret n° 79-268 du 22 décembre 1979 portant réorganisation de l'institut de technologie forestière (I.T.E.F) ;

Vu le décret n° 83-702 du 26 novembre 1983 portant création d'un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Médéa ;

Vu le décret n° 83-703 du 26 novembre 1983 portant création d'un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Jijel ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 03-208 du 3 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 5 mai 2003 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-255 du 27 juillet 1991 portant statut particulier applicable aux travailleurs appartenant aux corps spécifiques à l'administration des forêts ;

Vu le décret exécutif n° 96-92 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, modifié et complété, relatif à la formation, au perfectionnement et au recyclage des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 Chaâbane 1416 correspondant au 30 décembre 1995, modifié, fixant les modalités d'organisation des stages de la formation spécialisée au profit des travailleurs du secteur des forêts ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 22 du décret exécutif n° 91-255 du 27 juillet 1991 et de l'article 10 du décret exécutif n° 96-92 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, susvisés, le présent arrêté a pour objet de fixer le cadre d'organisation des stages de la formation spécialisée pour la confirmation dans les corps suivants des forêts :

- Officier supérieur des forêts ,
- Officier des forêts,
- Sous-officier des forêts.

SECTION I

ORGANISATION DU STAGE DE LA FORMATION SPECIALISEE

Art. 2. — L'ouverture des stages de la formation spécialisée est prononcée par un arrêté du ministre chargé des forêts qui fixe :

- les dates d'ouverture des stages ;
- le nombre de candidats par corps et par grade conformément au plan de formation au titre de l'année considérée ;
- le lieu de déroulement des stages.

Art. 3. — Les durées des stages de la formation spécialisée sont fixées comme suit :

- officiers supérieurs des forêts : 48 jours,
- officiers des forêts : 60 jours,
- sous-officiers des forêts : 60 jours.

Art. 4. — Les stages de la formation spécialisée sont organisés au sein des établissements de formation suivants :

1- Corps des officiers supérieurs des forêts :

- Institut de technologie forestière de Batna ;

2- Corps des officiers des forêts :

- Institut de technologie forestière de Batna ;

— Centres de formation des agents techniques spécialisés des forêts d'El Aouana (Jijel) et de Béni Slimane (Médéa).

3- Corps des sous-officiers des forêts :

— Centres de formation des agents techniques spécialisés des forêts d'El Aouana (Jijel) et de Béni Slimane (Médéa).

Art. 5. — Les stages de la formation spécialisée pour la confirmation comprennent des enseignements théoriques et pratiques ainsi qu'une formation spécifique en matière de préservation et de sécurisation du patrimoine forestier. Ils s'effectuent sous forme continue, sauf pour les fonctionnaires titulaires d'une fonction supérieure ou les directeurs des établissements publics à caractère administratif. Dans ce cas, ils peuvent être organisés sous forme alternée.

Art. 6. — L'encadrement et le suivi des stagiaires sont assurés par les enseignants des instituts et centres de formation et les cadres des institutions publiques désignés respectivement par le directeur de l'établissement de formation et le directeur général des forêts.

Art. 7. — Les programmes des stages de la formation spécialisée sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des forêts et de l'autorité chargée de la fonction publique et ce conformément à l'article 13 du décret exécutif n° 96-92 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, susvisé.

SECTION II

EVALUATION ET SANCTION DES STAGES DE LA FORMATION SPECIALISEE

Art. 8. — L'évaluation des connaissances s'effectue selon le principe du contrôle continu.

Art. 9. — A la fin de la formation, il est organisé un examen final comportant :

- Une épreuve écrite portant sur les cours enseignés : coefficient 2,
- Une épreuve orale devant le jury d'examen final : coefficient 1.

Art. 10. — Le jury d'examen final est composé :

- du directeur général des forêts ou son représentant, président,
- du directeur de l'établissement de formation, membre,
- de deux enseignants de l'établissement de formation, membres

Art. 11. — La moyenne générale d'admission finale doit être égale ou supérieure à 10/20, elle est déterminée par :

- La moyenne générale du contrôle continu : coefficient 1,

— La moyenne générale de l'examen final : coefficient 2.

Toute note inférieure à 6/20 est éliminatoire.

Art. 12. — La liste des candidats admis est arrêtée par le ministre chargé des forêts sur la base du procès-verbal du jury d'admission.

Art. 13. — Le jury d'admission est composé du :

— directeur général des forêts ou son représentant, président ;

— représentant de l'autorité chargée de la fonction publique, membre ;

— directeur de l'établissement de formation concerné, membre ;

— représentant élu de la commission du personnel compétente à l'égard du corps ou grade concerné, membre.

Art. 14. — Une attestation de formation, établie par le directeur de l'établissement de formation, est délivrée aux candidats déclarés admis sur la base de la proclamation des résultats du jury d'admission.

Art. 15. — Les candidats déclarés non admis à la formation bénéficient d'un renouvellement de la période de stage de formation.

En cas de refus de suivi de la formation ou en cas d'échec dans la deuxième période de stage de formation, les stagiaires concernés, sont, selon le cas, soit licenciés, soit réintégrés dans leur grade d'origine.

Art. 16. — Tout bénéficiaire d'un stage de formation spécialisée ayant interrompu son stage ou ayant fait l'objet d'une mesure d'exclusion ou n'ayant pas rejoint son poste d'affectation à l'issue du stage ou ayant quitté l'administration avant l'expiration de la période fixée à l'article 26 du décret exécutif n° 96-92 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, susvisé, est tenu de reverser l'intégralité des frais occasionnés par la formation.

Art. 17. — Les dispositions de l'arrêté interministériel du 8 Chaâbane 1416 correspondant au 30 décembre 1995, susvisé, sont abrogées.

Art. 18. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Safar 1425 correspondant au 5 avril 2004.

Pour le ministre de l'agriculture et du développement rural	Pour le Chef du Gouvernement et par délégation <i>Le directeur général de la fonction publique</i>
<i>Le secrétaire général</i>	
Abdesslam CHELGHOU	Djamel KHARCHI

Arrêté interministériel du 14 Safar 1425 correspondant au 5 avril 2004 fixant les programmes de la formation spécialisée pour la confirmation dans les corps spécifiques à l'administration des forêts.

Le Chef du Gouvernement,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la loi n° 91-05 du 16 janvier 1991, modifiée et complétée, portant généralisation de l'utilisation de la langue arabe ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966, modifié et complété, relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 66-146 du 2 juin 1966, modifié et complété, relatif à l'accès aux emplois publics et au reclassement des membres de l'ALN et de l'OCFLN ;

Vu le décret présidentiel n° 03-208 du 3 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 5 mai 2003 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-255 du 27 juillet 1991 portant statut particulier applicable aux travailleurs appartenant aux corps spécifiques à l'administration des forêts ;

Vu le décret exécutif n° 96-92 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, modifié et complété, relatif à la formation, au perfectionnement et au recyclage des fonctionnaires ;

Arrêtent

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 22 du décret exécutif n° 91-255 du 27 juillet 1991 et de l'article 13 du décret exécutif n° 96-92 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, susvisés, le présent arrêté a pour objet de fixer les programmes de la formation, spécialisée pour la confirmation dans les corps suivants :

— officiers supérieurs des forêts ;

— officiers des forêts ;

— sous-officiers des forêts.

Art. 2. — Les programmes de la formation prévus à l'article 1er ci-dessus sont annexés au présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et Populaire .

Fait à Alger le 14 Safar 1425 correspondant au 5 avril 2004.

Pour le ministre de l'agriculture et du développement rural	Pour le Chef du Gouvernement et par délégation <i>Le directeur général de la fonction publique</i>
<i>Le secrétaire général</i>	
Abdesslam CHELGHOU	Djamel KHARCHI

— La moyenne générale de l'examen final : coefficient 2.

Toute note inférieure à 6/20 est éliminatoire.

Art. 12. — La liste des candidats admis est arrêtée par le ministre chargé des forêts sur la base du procès-verbal du jury d'admission.

Art. 13. — Le jury d'admission est composé du :

— directeur général des forêts ou son représentant, président ;

— représentant de l'autorité chargée de la fonction publique, membre ;

— directeur de l'établissement de formation concerné, membre ;

— représentant élu de la commission du personnel compétente à l'égard du corps ou grade concerné, membre.

Art. 14. — Une attestation de formation, établie par le directeur de l'établissement de formation, est délivrée aux candidats déclarés admis sur la base de la proclamation des résultats du jury d'admission.

Art. 15. — Les candidats déclarés non admis à la formation bénéficient d'un renouvellement de la période de stage de formation.

En cas de refus de suivi de la formation ou en cas d'échec dans la deuxième période de stage de formation, les stagiaires concernés, sont, selon le cas, soit licenciés, soit réintégrés dans leur grade d'origine.

Art. 16. — Tout bénéficiaire d'un stage de formation spécialisée ayant interrompu son stage ou ayant fait l'objet d'une mesure d'exclusion ou n'ayant pas rejoint son poste d'affectation à l'issue du stage ou ayant quitté l'administration avant l'expiration de la période fixée à l'article 26 du décret exécutif n° 96-92 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, susvisé, est tenu de reverser l'intégralité des frais occasionnés par la formation.

Art. 17. — Les dispositions de l'arrêté interministériel du 8 Chaâbane 1416 correspondant au 30 décembre 1995, susvisé, sont abrogées.

Art. 18. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Safar 1425 correspondant au 5 avril 2004.

Pour le ministre de l'agriculture et du développement rural	Pour le Chef du Gouvernement et par délégation <i>Le directeur général de la fonction publique</i>
<i>Le secrétaire général</i>	
Abdesslam CHELGHOU	Djamel KHARCHI

Arrêté interministériel du 14 Safar 1425 correspondant au 5 avril 2004 fixant les programmes de la formation spécialisée pour la confirmation dans les corps spécifiques à l'administration des forêts .

Le Chef du Gouvernement,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la loi n° 91-05 du 16 janvier 1991, modifiée et complétée, portant généralisation de l'utilisation de la langue arabe ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966, modifié et complété, relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 66-146 du 2 juin 1966, modifié et complété, relatif à l'accès aux emplois publics et au reclassement des membres de l'ALN et de l'OCFLN ;

Vu le décret présidentiel n° 03-208 du 3 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 5 mai 2003 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-255 du 27 juillet 1991 portant statut particulier applicable aux travailleurs appartenant aux corps spécifiques à l'administration des forêts ;

Vu le décret exécutif n° 96-92 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, modifié et complété, relatif à la formation, au perfectionnement et au recyclage des fonctionnaires ;

Arrêtent

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 22 du décret exécutif n° 91-255 du 27 juillet 1991 et de l'article 13 du décret exécutif n° 96-92 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, susvisés, le présent arrêté a pour objet de fixer les programmes de la formation, spécialisée pour la confirmation dans les corps suivants :

— officiers supérieurs des forêts ;

— officiers des forêts ;

— sous-officiers des forêts.

Art. 2. — Les programmes de la formation prévus à l'article 1er ci-dessus sont annexés au présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et Populaire .

Fait à Alger le 14 Safar 1425 correspondant au 5 avril 2004.

Pour le ministre de l'agriculture et du développement rural	Pour le Chef du Gouvernement et par délégation <i>Le directeur général de la fonction publique</i>
<i>Le secrétaire général</i>	
Abdesslam CHELGHOU	Djamel KHARCHI

ANNEXE 1

**PROGRAMME DE LA FORMATION SPECIALISEE POUR LA CONFIRMATION DANS LE CORPS
DES OFFICIERS SUPERIEURS DES FORETS****DUREE : 48 JOURS**

CHAPITRE	CONTENU	VOLUME HORAIRE (H)	CØEFF.
1	Introduction au droit et aux sciences administratives	78	2
2	Droit forestier Historique de la législation forestière Le régime forestier Le droit foncier Lois et règlements spécifiques	24	2
3	Administration, gestion et management	30	2
4	Marchés publics	24	2
5	Gestion des projets dans le domaine forestier	30	3
6	Arts de l'ingénieur (Nouvelles technologies)	60	3
7	La formation spécifique en matière de préservation et de sécurisation du patrimoine forestier	30	1
8	Evaluations	12	/
TOTAL		288	

ANNEXE 2

PROGRAMME DE LA FORMATION SPECIALISEE POUR LA CONFIRMATION DANS LE CORPS DES OFFICIERS DES FORETS, GRADE DES INSPECTEURS SUBDIVISIONNAIRES DES FORETS

DUREE : 60 JOURS

CHAPITRE	CONTENU	VOLUME HORAIRE (H)	CØEFF.
1	Gestion administrative et financière	48	2
2	Notions en droit public	12	2
3	Législation et réglementation forestières	48	2
4	Utilisation des instruments forestiers	120	3
5	Gestion et suivi de chantiers forestiers	60	3
6	La formation spécifique en matière de préservation et de sécurisation du patrimoine forestier	60	1
7	Evaluations	12	/
T O T A L		360	

ANNEXE 3

PROGRAMME DE LA FORMATION SPECIALISEE POUR LA CONFIRMATION DANS LE CORPS DES OFFICIERS DES FORETS GRADE DES INSPECTEURS DES FORETS

DUREE : 60 JOURS

CHAPITRE	CONTENU	VOLUME HORAIRE (H)	CØEFF.
1	Organisation administrative	12	2
2	Notions générales de droit public	12	2
3	Législation forestière	60	2
4	Tenue des documents de gestion du personnel	12	1
5	Tenue des documents de gestion du matériel	12	1
6	Utilisation des instruments forestiers	120	3
7	La formation spécifique en matière de préservation et de sécurisation du patrimoine forestier	60	1
8	Tenue des documents de gestion forestière	60	3
9	Evaluations	12	/
T O T A L		360	

ANNEXE 4

**PROGRAMME DE LA FORMATION SPECIALISEE POUR LA CONFIRMATION DANS
LE CORPS DES OFFICIERS, GRADE DES BRIGADIERS CHEFS DES FORETS****DUREE : 60 JOURS**

CHAPITRE	CONTENU	VOLUME HORAIRE (H)	CØEFF.
1	Administration-législation	60	3
2	Les documents de gestion forestière	30	1
3	Le règlement intérieur des agents forestiers-discipline	18	2
4	La manipulation des instruments et outils de service	60	3
5	La puissance publique	30	2
6	Les mesures et procédures relatives aux investigations et enquêtes en matière d'infractions forestières	72	2
7	La formation spécifique en matière de préservation et de sécurisation du patrimoine forestier	60	1
8	Evaluations	30	/
TOTAL		360	

ANNEXE 5

**PROGRAMME DE LA FORMATION SPECIALISEE POUR LA CONFIRMATION DANS LE CORPS
DES SOUS-OFFICIERS DES FORETS****DUREE : 60 JOURS**

CHAPITRE	CONTENU	VOLUME HORAIRE (H)	CØEFF.
1	Administration-législation	90	3
2	Les documents de gestion forestière	30	1
3	Le règlement intérieur des agents forestiers-discipline	18	2
4	La manipulation des instruments et outils de service	60	3
5	La puissance publique	12	2
6	Les mesures et procédures relatives aux investigations et enquêtes en matière d'infractions forestières	60	2
7	La formation spécifique en matière de préservation et de sécurisation du patrimoine forestier	60	1
8	Evaluations	30	/
TOTAL		360	

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté interministériel du 23 Moharram 1425 correspondant au 15 mars 2004 fixant les programmes des examens professionnels pour l'accès aux corps et grades spécifiques de l'administration chargée des forêts.

Le Chef du Gouvernement,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la loi n° 91-05 du 16 janvier 1991, modifiée et complétée, portant généralisation de l'utilisation de la langue arabe ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966, modifié et complété, relatif à l'élaboration et la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 66-146 du 2 juin 1966, modifié et complété, relatif à l'accès aux emplois publics et au classement des membres de l'A.L.N et de l'O.C.F.L.N ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 03-208 du 3 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 5 mai 2003 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-99 du 27 mars 1990 relatif au pouvoir de nomination et de gestion administrative à l'égard des fonctionnaires et agents des administrations centrales, des wilayas et des communes ainsi que des établissements publics à caractère administratif ;

Vu le décret exécutif n° 91-255 du 27 juillet 1991 portant statut particulier applicable aux travailleurs appartenant aux corps spécifiques à l'administration des forêts ;

Vu le décret exécutif n° 95-293 du 5 Joumada El Oula 1416 correspondant au 30 septembre 1995, modifié et complété, relatif aux modalités d'organisation des concours, examens et tests professionnels au sein des institutions et administrations publiques ;

Vu l'arrêté interministériel du 9 Ramadhan 1418 correspondant au 7 janvier 1998 portant organisation de concours sur titres, sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux corps techniques spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 24 du décret exécutif n° 95-293 du 5 Joumada El Oula 1416 correspondant au 30 septembre 1995, modifié et complété, susvisé, le présent arrêté fixe les programmes des examens professionnels pour l'accès aux grades spécifiques de l'administration chargée des forêts ci-dessous :

- conservateur principal des forêts ;
- inspecteur divisionnaire des forêts ;
- inspecteur subdivisionnaire des forêts ;
- inspecteur des forêts ;
- brigadier chef des forêts ;
- brigadier des forêts.

Art. 2. — Les programmes prévus à l'article 1er ci-dessus sont annexés au présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Moharram 1425 correspondant au 15 mars 2004.

Pour le ministre
de l'agriculture
et du développement rural

Le secrétaire général
Abdessalem CHELGHOUM.

Pour le Chef
du Gouvernement
et par délégation
*Le directeur général
de la fonction publique*
Djamel KHARCHI

ANNEXE N° 1

PROGRAMME DE L'EXAMEN PROFESSIONNEL POUR L'ACCES AU GRADE DE CONSERVATEUR PRINCIPAL DES FORETS

I. - Epreuves écrites d'admissibilité :

A. - Culture générale :

- la lutte de libération nationale ;
- causes et conséquences de la crise économique actuelle en Algérie ;
- les jeunes et le chômage en Algérie ;
- délinquance juvénile et politique de prise en charge en Algérie ;
- développement de la pratique de l'éducation physique en Algérie ;
- multipartisme et démocratie en Algérie ;
- population et croissance démographique en Algérie ;
- les nouvelles technologies de l'information et de la communication ;

- les grands défis du troisième millénaire ;
- les institutions monétaires internationales ;
- l'économie de marché ;
- la mondialisation ;
- la protection de l'environnement ;
- la lutte contre la désertification.

B. - Epreuves d'aptitude à l'emploi de conservateur principal des forêts :

B1 - Ecologie forestière :

- concepts de base de l'écologie ;
- les facteurs climatiques dans l'écosystème "forêts" ;
- les facteurs abiotiques dans l'écosystème "forêts" ;
- les facteurs alimentaires dans l'écosystème "forêts" ;
- caractéristiques des populations animales et végétales en forêt ;
- dynamique des populations forestières ;
- les transferts de matières dans l'écosystème "forêts" ;
- les transferts d'énergie productive dans l'écosystème "forêts" .

B2 - Physiologie forestière :

- nutrition et métabolisme ;
- absorption de l'eau ;
- absorption des substances minérales ;
- anabolisme ;
- catabolisme ;
- corrélation trophique au niveau des différents organes de la plante.
- croissance et développement ;
- croissance ;
- différenciation et morphogenèse ;
- physiologie de la floraison ;
- dormances ;
- germination ;
- mouvements chez les végétaux.

B3 - Bioclimatologie forestière :

- météorologie générale ;
- agrométéorologie ;
- observations météorologiques dans les régions boisées ;
- influence des éléments climatiques et micro-climatiques sur le développement des forêts ;
- autres bilans naturels ;
- principaux incendies climatiques.

B4 - Géographie forestière :

- distribution et nature de la production forestière à l'échelle mondiale ;
- les grands domaines forestiers dans le monde.

B5 - Entomologie - Pathologie forestière :

- anatomie, physiologie et classification des insectes ;
- causes des maladies des arbres ;
- maladies spécifiques aux pépinières ;
- maladies racinaires d'arbres adultes ;
- les agents d'altération des bois ;
- maladies les plus répandues en Algérie ;
- principaux prédateurs sévissant en Algérie.

B6 - Faune cynégétique :

- biologie des populations animales sauvages ;
- les principales espèces de gibier d'Algérie ;
- aménagement de la faune sauvage ;
- gestion et contrôle de la chasse en Algérie.

B7 - Economie forestière :

- nécessité de l'économie forestière ;
- buts de l'analyse économique ;
- mathématiques financières ;
- capital forestier et valeur des produits ;
- formation de la valeur affectant le capital forestier ;
- budget forestier ;
- taux d'intérêt ou taux de capitalisation dans l'étude des projets forestiers ;
- pondération du risque ;
- marché des bois, lièges et produits dérivés.

B8 - Reboisement :

- matériels forestiers de reproduction ;
- amélioration des essences forestières ;
- les graines forestières ;
- les plants forestiers.
- enlevage des plants en pépinière ;
- la pépinière ;
- production de semis ;
- production de plants repiqués ;
- les plants en mottes et en godets.
- les principales essences de reboisement ;
- caractéristiques principales ;
- zones d'utilisation.
- le reboisement proprement dit ;
- les travaux préliminaires ;
- la préparation du sol ;
- la préparation du terrain à reboiser ;
- la mise en place des plants ;
- l'entretien et le suivi des plantations.

B9 - Droit forestier :

- fondements de la législation forestière ;
- la loi portant régime général des forêts-textes réglementaires ;
- attributions de l'administration des forêts ;
- le régime forestier ;
 - soumission au régime forestier ;
 - délimitation et bornage ;
 - aménagement et coupe ;
 - usages forestiers.
- les mesures répressives ;
 - les infractions forestières ;
 - recherche, constatation et poursuites.
- les mesures de conservation, de défense et d'aménagement des espaces boisés.

B10 - Protection des forêts contre les incendies :

- appréciation des risques d'incendie ;
- prévention des incendies ;
- sylviculture préventive des incendies ;
- détection des incendies ;
- lutte contre les incendies ;
- estimation des dommages ;
- aménagement et défense des forêts contre les incendies (D.F.CI).

B11 - Recherches forestières :

- installation et gestion des dispositifs expérimentaux en forêt.
- mensuration, traitement et présentation des résultats.

C - Gestion forestière :

C1 - Sylviculture générale :

- les peuplements forestiers naturels ou artificiels (étude statique et dynamique) ;
- régimes et modes de traitement ;
- soins culturaux ;
- processus de régénération.

C2 - Equipement de la forêt :

- routes et pistes forestières ;
 - caractéristiques techniques des voies et réseaux de desserte ;
 - tracé par la méthode traditionnelle ;
 - tracé par la méthode expéditive ;
 - les ouvrages d'art des voies forestières.
- points d'eau ;
 - caractéristiques techniques ;
 - implantation.

- postes-vigies ;
 - principes d'installation d'un poste-vigie ;
 - détermination des emplacements ;
 - cohérence du réseau.
- pare-feu ;
 - caractéristiques techniques ;
 - tracé.

C3 - Xylologie :

- structure du bois ;
 - le bois des conifères ;
 - le bois des feuillus ;
- propriétés physiques des bois ;
- propriétés chimiques des bois ;
- propriétés mécaniques des bois ;
- défauts et altérations des bois.

C4 - Aménagement forestier :

- objectifs de l'aménagement forestier ;
- concept de base ;
- plan de gestion ;
- méthodes d'aménagement ;
- types d'aménagement.

C5 - Classement des bois :

- critères de classement des bois ;
 - l'espèce ligneuse ;
 - les dimensions ;
 - la qualité technologique ;
 - la qualité de forme.

D - Epreuve technique à option :

D1 - Dendrologie - Phytosociologie :

- les principales essences autochtones et essences exotiques introduites ou à introduire dans des buts de reforestation ;
- les aires d'origine, le climat de l'aire, le tempérament des essences et la nature du bois ;
- les méthodes phytosociologiques ;
 - méthodes classiques ;
 - méthodes numériques.
- les cartes de végétation ;
- l'utilisation forestière des groupes écologiques.

D2 - Pédologie forestière :

- les grands types de sols forestiers en Algérie ;
- les éléments majeurs du sol ;
- la fertilisation des sols forestiers ;
- l'érodabilité des sols forestiers.

D3 - Erosion et conservation des sols :

- les mécanismes de l'altération des matériaux solides ;
- thermoclastie ;
- cryoclastie ou gélivation ;
- action de l'eau pure, de l'eau chargée d'anions organiques et des solutions salines ;
- dynamique et processus de l'érosion.

D4 - L'érosion hydrique :

- action de la pluie sur un sol meuble ;
- facteurs influençant l'érosion du sol ;
- modalité de l'érosion du sol ;
- mécanismes de transport dans les cours d'eau ;
- dépôt des particules et caractéristiques sédimentologiques ;
- importance de l'érosion hydrique en Algérie.

D5 - L'érosion éolienne :

- structure du vent au voisinage du sol ;
- pressions exercées par le vent sur une particule du sol ;
- mouvements des particules ;
- conséquences des actions du vent-les dépôts éoliens (formation des dunes) ;
- caractéristiques physiques des dépôts éoliens ou dunes ;
- importance de l'érosion éolienne en Algérie.

D6 - L'érosion gravitaire - Mouvements de masse et déformations lentes :

- mouvements de masse spontanés-stabilité des talus ;
- glissement de terrain ;
- déformation lente ;
- conséquences des mouvements gravitaires.

D7 - L'érosion et l'appauvrissement des sols cultivés :

- érosion anthropique - érosion accélérée ;
- causes et effets de l'érosion et de la dégradation des sols cultivés ;
- conservation des sols-techniques de lutte contre l'érosion.

D8 - Travaux de défense et restauration des sols (DRS) proprement dits :

- principes et techniques de lutte contre l'érosion hydrique ;
- principes et méthodes de lutte contre l'érosion éolienne ;
- principes et techniques de lutte contre l'érosion gravitaire.

D9 - Dendrométrie - Inventaire :

- mensurations forestières ;
- mesures du diamètre et de la surface terrière ;
- mesure des hauteurs ;
- mesure de l'accroissement et analyse de tige.
- cubage des arbres ;
- cubage de l'arbre sur pied ;
- cubage de l'arbre abattu.
- caractéristiques des peuplements forestiers ;
- nombre de tiges ;
- diamètre et surface terrière ;
- hauteurs moyenne et dominante ;
- volume ;
- caractéristiques de la tige moyenne ;
- évolution dans le temps et interdépendance.
- accroissement et production des peuplements forestiers ;
- importance de l'accroissement en volume (calcul de la possibilité, revenue de la forêt) ;
- différence entre production et accroissement.
- différentes méthodes de calcul de l'accroissement ;
- les inventaires ;
- inventaire pied par pied ;
- inventaire statistique.
- les tarifs du cubage ;
- principes de construction d'un modèle de croissance ;
- utilité et utilisation pratique.

D10 - Topographie - Cartographie :

- lecture et utilisation des cartes topographiques et des photographies aériennes ;
- techniques topographiques de levé planimétrique ;
- techniques topographiques de levé altimétrique ;
- précision des mesures en topographie.

D11 - Exploitation forestière :

- abattage - outillage et techniques ;
- façonnage des produits ;
- débardage et transport du bois ;
- les diverses phases du transport des bois ;
- les équipements et matériels de débardage et de transport ;
- les méthodes de travail ;
- l'exploitation des lièges ;
- l'exploitation de l'alfa.

D12 - Génétique forestière :

- sélection des espèces forestières ;
- critères et objectifs de la sélection ;
- principes de la génétique forestière ;
- sélection des populations ;
- sélection à l'intérieur des populations ;
- techniques de production, conservation et multiplication des génotypes ;
- programmes de sélection ;
- contrôle et certification des graines ;
- peuplements forestiers classés ;
- vergers à graines.

D13 - Technologie forestière - Transformation des produits forestiers :

- industries mécaniques du bois ;
- industries chimiques du bois.

D14 - Protection de la nature - Environnement :

- écologie des systèmes vivants ;
- gestion des espèces naturelles ;
- conservation de la nature sauvage ;
- conservation des biotopes naturels et semi-naturels ;
- conservation des espèces sauvages ;
- biodiversité et gestion forestière ;
- gestion forestière durable ;
- environnement et problèmes liés à l'environnement.

E - Epreuve de langue nationale :

Pour les candidats ne composant pas dans cette langue, étude d'un texte suivie de questions.

II - Epreuve orale d'admission définitive :

Elle consiste en un entretien avec le jury et porte sur les thèmes du programme.

ANNEXE 2

**PROGRAMME DE L'EXAMEN PROFESSIONNEL
POUR L'ACCES AU GRADE D'INSPECTEUR
DIVISIONNAIRE DES FORETS**

I - Epreuves écrites d'admissibilité :

A - Culture générale :

- causes et conséquences de la crise économique actuelle en Algérie ;
- les jeunes et le chômage en Algérie ;
- délinquance juvénile et politique de prise en charge en Algérie ;
- développement de la pratique de l'éducation physique en Algérie ;

- multipartisme et démocratie en Algérie ;
- population et croissance démographique en Algérie ;
- la mondialisation ;
- l'économie de marché ;
- protection de l'environnement ;
- les organisations non gouvernementales (O.N.G) ;
- les institutions politiques en Algérie ;
- la faim dans le monde ;
- l'agriculture saharienne.

B - Epreuve d'aptitude à l'emploi d'inspecteur divisionnaire des forêts :

B1 - Ecologie forestière :

- les principaux facteurs écologiques et leur influence sur la végétation forestière ;
- réactions des végétaux aux conditions du milieu ;
- effets de la forêt sur le sol, le climat, l'eau...

B2 - Physiologie forestière

- nutrition et métabolisme ;
 - respiration ;
 - nutrition proprement dite ;
 - sécrétions ;
 - accroissement des arbres.
- reproduction ;
 - reproduction sexuée ;
 - reproduction asexuée ou multiplication végétative.

B3 - Phytosociologie des végétaux :

- les méthodes phytosociologiques végétatives ;
 - méthodes classiques ;
 - méthodes et techniques d'analyse des associations végétales.
- les méthodes numériques ;
 - techniques numériques pour l'analyse des associations végétales.
 - techniques numériques pour relevés phytosociologiques végétatives ;
- cartographie de la végétation ;
 - utilité de la cartographie de la végétation ;
 - méthodes.

B4 - Chorologie :

- les facteurs de répartition des végétaux ligneux et les facteurs déterminant leurs limites ;
- les territoires floraux et cortèges floristiques.

B5 - Bioclimatologie forestière :

- météorologie et climatologie ;
- agrométéorologie ;
- l'écoulement de surface ;
- observations météorologiques dans les régions boisées ;
- les principaux indices bioclimatiques (utilisation forestière).

B6 - Lutte antiérosive :

- reboisement de défense et restauration du sol (DRS) - limites ;
- prairies naturelles ;
- pratiques culturales antiérosives ;
- travaux de défense et restauration du sol (DRS) sur bassin-versants ;
- protection des berges des ravins contre l'affouillement ;
- réseau de protection adapté aux différentes spéculations agricoles ;
- lutte contre l'érosion éolienne ;
- lutte contre l'érosion hydrique et gravitaire.

B7 - Protection du domaine forestier :

- protection contre l'incendie ;
 - connaissance du phénomène incendie ;
 - détermination de la vulnérabilité d'une forêt à l'incendie ;
 - prévention des incendies ;
 - sylviculture préventive des incendies ;
 - aménagement en défense des forêts contre les incendies (D.F.CI).

B8 - Entomologie - Pathologie forestière :

- protection contre les maladies ;
 - maladies dues à des facteurs du milieu ;
 - principales maladies parasitaires ;
 - altérations des bois.
- protection contre les prédateurs ;
 - prédateur primaire et secondaire ;
 - conditions qui favorisent les attaques ;
 - moyens généraux préventifs ;
 - la lutte biologique ;
 - la lutte chimique ;
 - principaux insectes ravageurs.

B9 - Reboisement :

- production de plants ;
 - les pépinières ;
- relations pépinières - reboisement ;
- organisation générale d'une pépinière ;
- les plants forestiers : espèce, qualité, conformation et état sanitaire ;
 - travaux et soins en pépinière ;
- reboisement proprement dit :
 - choix de l'emplacement de la pépinière ;
 - préparation du site à reboisement ;
 - techniques de plantation ;
 - choix des essences ;
 - entretien et suivi des plantations ;
 - gestion des travaux et des chantiers de reboisement.

B10 - Faune sauvage - Cynégétique :

- biologie des populations animales sauvages ;
- monographie des espèces de gibier d'Algérie ;
- aménagement cynégétique ;
- gestion et contrôle de la chasse en Algérie.

B11 - Economie forestière :

- la production forestière et ses utilisations ;
- rentabilité économique des projets forestiers ;
- estimation forestière ;
- gestion des entreprises forestières.

B12 - Droit forestier :

- infractions forestières ;
- recherche - constatation et poursuite des délits ;
- domaines d'application de la loi portant régime général des forêts ;
 - conditions d'exercice de la fonction de police judiciaire ;
 - loi relative à la chasse - textes réglementaires.

B13 - Technologie du bois :

- caractéristiques du bois ;
- caractéristiques des produits secondaires ;
- influence de la croissance des arbres sur la technologie du bois ;
- utilisation des bois ;
- techniques et machines de transformation du bois.

B14 - Amélioration des arbres forestiers :

- bases de la génétique ;
- principes de génétique forestière et d'amélioration des arbres forestiers.

C - Gestion forestière à option :**C1 - Dendrologie :**

- essences forestières algériennes ;
 - caractères botaniques ;
 - caractères forestiers ;
 - écologie ;
 - biologie ;
 - utilisations ;
 - ennemis ;
 - essences subordonnées ;
 - essences introduites.

C2 - Pédologie forestière :

- processus et facteurs de formation et d'évolution des sols ;
- principaux types d'humus-classification ;
- principaux types de sols en Algérie - classification ;
- répartition géographique des sols en Algérie ;
- valeur forestière des sols en Algérie.

C3 - Erosion et conservation des sols :

- L'érosion, relation eau-sol ;
- l'érosion géologique ;
- l'érosion accélérée ;
- l'érosion des sols ;
 - érosion hydrique ;
 - érosion éolienne ;
- différents états de l'eau dans le sol ;
- effets mécaniques des gouttes de pluie ;
- caractéristiques des sols affectant l'infiltration ;
- le ruissellement ;
- le relief ;
- utilisation rationnelle des terres ;
- causes de l'érosion anthropique ;
- processus de l'érosion hydrique ;
- mesure de l'érosion hydrique ;
- dynamique et processus de l'érosion éolienne.

C4 - Gestion et aménagement des forêts :

- exploitation forestière
 - abattage des arbres (matériel et techniques) ;
 - façonnage des produits ;
 - débardage et mise à part de camion ;
 - classement et numérotage ;
 - stockage ;
 - systèmes d'exploitation forestière ;
 - produits de l'exploitation forestière ;
 - systèmes de ventes ;
 - carbonisation ;
 - exploitation du liège et de l'alfa ;
- sylviculture générale ;
 - traitement des forêts ;
 - la régénération ;
 - pratique des soins culturaux ;
 - pratique de la régénération (coupes de régénération)
- traitement de la futaie régulière ;
- traitement de la futaie jardinée ;
- traitement du taillis ;
- sylviculture appliquée des principales espèces.

C5 - Délimitation du domaine forestier :

- abornement du domaine ;
- délimitation des parcelles.

C6 - Infrastructure forestière :

- routes et pistes forestières ;
 - caractéristiques techniques des voies et réseaux de desserte ;
 - méthodes de tracé ;
 - techniques courantes d'ouvrages d'art ;
 - techniques courantes de construction de routes et de pistes forestières.

- points d'eau ;
 - caractéristiques techniques ;
 - implantation.
- tranchée par feu ;
 - caractéristiques techniques ;
 - tracé.
- postes-vigies ;
 - principes d'installation ;
 - détermination des emplacements ;
 - cohérence du réseau.
- maisons forestières ;
 - caractéristiques techniques ;
 - emplacement.

C7 - Aménagement des forêts :

- opérations préalables à l'élaboration de l'aménagement ;
 - décision d'aménagement ;
 - délimitation du domaine ;
 - étude du milieu ;
 - parcellaire ;
- opérations de l'aménagement ;
 - objectifs ;
 - choix du régime, etc...

C8 - Dendrométrie - Inventaire forestier :

- dendrologie ;
- morphologie des arbres forestiers ;
- mesure des dimensions caractéristiques des arbres forestiers ;
 - cubage des arbres forestiers ;
 - tarifs de cubage ;
 - mesure de l'accroissement des arbres forestiers et des peuplements ;
 - caractéristiques dendrométriques des peuplements forestiers ;
 - tables de production ;
 - inventaires classiques des peuplements des arbres ;
 - inventaire en plein ;
 - inventaire statistique ;
 - inventaire à partir de placettes non délimitées.

C9 - Topographie - Cartographie :

- planimétrie.

A - Levé des plans :

- les divers procédés topographiques utilisés pour la détermination planimétrique d'un point du terrain ;
- les principes des mesures faites en planimétrie ;
- les instruments utilisés en planimétrie (précision et réglage).

B - Report des plans :

- les instruments de report des plans ;
- les différentes méthodes de report des plans (méthode graphique - méthode des coordonnées) ;
 - altimétrie ;
 - les méthodes de nivellement ;
 - les instruments de nivellement (précision et réglage) ;
 - les procédés de nivellement ;
 - les applications du nivellement ;
- méthodes de levé ;
 - classification des levés ;
 - marche générale d'un levé ;
 - établissement et levé d'un canevas d'ensemble ;
 - canevas des détails ;
- mesure et détermination des superficies ;
- lecture et utilisation des cartes topographiques ;
- lecture et utilisation des photos aériennes.

D - Epreuve de langue nationale :

Pour les candidats ne composant pas dans cette langue, étude d'un texte suivie de questions.

II - Epreuve orale d'admission définitive :

Elle consiste en un entretien avec le jury et porte sur les thèmes du programme.

ANNEXE 3

**PROGRAMME DE L'EXAMEN PROFESSIONNEL
POUR L'ACCES AU GRADE D'INSPECTEUR
SUBDIVISIONNAIRE DES FORETS**

I - Epreuves écrites d'admissibilité :**A - Culture générale :**

- la mondialisation ;
- causes et conséquences de la crise économique actuelle en Algérie ;
- les jeunes et le chômage en Algérie ;
- délinquance juvénile et politique de prise en charge en Algérie ;
- développement de la pratique de l'éducation physique en Algérie ;
- multipartisme et démocratie en Algérie ;
- population et croissance démographique en Algérie ;
- la pollution ;
- la protection de l'environnement ;
- l'économie de marché ;
- la démocratie ;
- le pétrole : enjeux et stratégies ;
- la problématique de l'eau en Algérie.

B - Gestion forestière :**B1 - Pédologie forestière :**

- les éléments constitutifs des sols ;
- les caractéristiques physiques du sol ;
- les caractéristiques chimiques du sol ;
- classification des sols ;
- principaux types de sols naturels algériens et leur valeur forestière.

B2 - Dendrologie :

- monographie des essences forestières spontanées et exotiques ;
 - les gymnospermes ;
 - les angiospermes.

B3 - Sylviculture générale :

- l'arbre ;
 - ses caractéristiques ;
 - sa croissance ;
- le peuplement ;
 - évolution ;
 - structure ;
 - composition ;
- sylviculture des principales espèces.

B4 - Sylviculture spéciale :

- production de graines forestières ;
 - production ;
 - récolte et traitement des graines ;
 - techniques de pépinières ;
 - techniques de création et d'entretien des plantations.

B5 - Génétique forestière :

- principes de génétique forestière ;
- amélioration des arbres forestiers.

B6 - Amélioration pastorale :

- exploitation et équipement des pâturages ;
- législation relative aux améliorations pastorales.

B7 - Economie forestière :

- le rôle économique et social des forêts ;
- les aspects économiques de l'exploitation des forêts ;
- rentabilité économique des projets forestiers.

B8 - Dendrométrie - Inventaires forestiers :

- mesures dendrométriques ;
- pratique du cubage des arbres et des peuplements ;
- les inventaires ;
 - inventaire en plein ;
 - inventaire statistique.
- accroissement des arbres et des peuplements.

B 9 - Exploitation forestière :

- matériel et techniques d'abattage ;
- matériel et techniques de façonnage ;
- matériel et techniques de débardage ;
- matériel et techniques de stockage et de transport ;
- différents types d'organisation de chantiers d'exploitation forestière ;
- produits et gestion d'un chantier d'exploitation.

B 10 - Aménagement forestier :

- principes et techniques de l'aménagement forestier ;
- les inventaires : techniques de recueil et de traitement des données ;
- les méthodes d'aménagement ;
- application de l'aménagement.

B 11 - Génie forestier :

- topographie - cartographie ;
- principe de la cartographie ;
- lecture et utilisation des cartes topographiques ;
- principes généraux de la topographie ;
- mesures de distances ;
- mesure des angles ;
- mesure des dénivelées et des pentes ;
- précision des mesures en topographie ;
- le levé planimétrique ;
- le levé altimétrique ;
- le levé mixte (planimétrie + altimétrie) la tachéométrie.

B 12 - Photos aériennes :

- différents types de photos aériennes existant en Algérie et leur utilisation ;
- applications forestières.

B 13 - Routes et pistes forestières :

- structures et densité d'un réseau de plaines ;
- structures et densité d'un réseau de montagnes ;
- caractéristiques techniques des voies forestières ;
- tracé par la méthode traditionnelle ;
- tracé par la méthode expéditive ;
- techniques courantes d'ouvrages d'art.

C - Epreuve technique à option :

C 1 - Ecologie :

- les facteurs climatiques ;
- lumière ;
- chaleur ;
- eau atmosphérique ;
- vents ;
- action des facteurs climatiques sur les végétaux et spécialement les arbres ;
- classification des climats.
- les facteurs édaphiques ;
- la végétation forestière et les propriétés physiques des sols ;
- la végétation forestière et les propriétés chimiques des sols ;

- les facteurs orographiques ;
- l'altitude ;
- l'exposition ;
- les facteurs biotiques ;
- action des végétaux ;
- action des animaux ;
- action de l'homme ;
- phytosociologie ;
- les associations végétales ;
- les associations forestières et para-forestières ;
- les méthodes phytosociologiques ;
- l'utilisation forestière des groupes écologiques.

C 2 - Climatologie forestière :

- les éléments du climat ;
- les aspects contraignants du climat algérien ;
- les composants climatiques ;
- les climats locaux ;
- climat et végétation.

C 3 - Géologie :

- les principales roches en Algérie et leurs influences sur l'aspect du paysage et la formation des sols ;
- les différents substrats géologiques en Algérie et leur valeur forestière.

C 4 - Technologie du bois :

- le bois : structure, propriétés et altérations ;
- classement et utilisation des bois ;
- utilisation pratique des principales espèces ligneuses.

C 5 - Protection de la nature :

- protection des forêts contre l'incendie ;
- conséquences des incendies sur l'évolution de l'écosystème ;
- phénomène physico-chimique de la mise à feu ;
- différents types de feux ;
- appréciation des risques de départ et de propagation de feux ;
- organisation de la lutte contre un incendie déclaré ;
- moyens à employer selon le type d'incendie ;
- législation et réglementation de défense des forêts contre les incendies (D.F.CI) ;
- surveillance et détection des incendies ;
- équipement et défense des forêts contre les incendies (D.F.CI) ;
- principes de base de l'aménagement de défense des forêts contre les incendies (D.F.CI).
- pathologie forestière ;
- les agressions pathologiques en milieu forestier ;
- les principales maladies et leurs caractéristiques ;

— les différents types de lutte à court terme (et leurs caractéristiques), chimique, physique, biologique ;

— les différentes techniques d'application ;

— les mesures d'action préventive ;

— organisation d'un chantier de lutte contre un agent pathogène.

C 6 - Erosion - Conservation des sols :

- ampleur du phénomène de l'érosion ;
- les manifestations de l'érosion ;
- processus de l'érosion hydrique et ses effets ;
- principales techniques de lutte contre l'érosion hydrique et ses conséquences ;

— les cultures en pente et les pratiques antiérosives ;

— les principaux types d'ouvrages classiques ;

— la correction torrentielle ;

— le regazonnement et la stabilisation des pentes.

- processus de l'érosion éolienne ;
- principes de lutte contre l'érosion éolienne ;
- techniques de lutte contre l'érosion éolienne ;

— les brises-vent ;

— protection du sol contre le vent ;

— la fixation des dunes.

- l'érosion gravitaire ;

— le phénomène de stabilité et les conséquences des mouvements possibles ;

— principes de lutte contre l'érosion gravitaire.

C 7 - Faune sauvage - Cynégétique :

- les différentes espèces de gibiers et de prédateurs ;
- espèces protégées ;
- les migrateurs et les sédentaires ;

• les facteurs naturels agissant sur la population d'une espèce de prédateurs ;

• les principales espèces de gros et petits gibiers : comportement, production et écologie ;

- le gibier d'eau ;

• les différents modes de chasse et de capture praticables et pratiqués en Algérie ;

- législation et réglementation de la chasse ;

- principes de base de l'aménagement cynégétique.

D - Epreuve de langue nationale : pour les candidats ne composant pas dans cette langue ; étude d'un texte suivie de questions.

II - Epreuve orale d'admission définitive :

Elle consiste en un entretien avec le jury et porte sur les thèmes du programme.

ANNEXE 4

PROGRAMME DE L'EXAMEN PROFESSIONNEL POUR L'ACCES AU GRADE D'INSPECTEUR DES FORETS

I - Epreuves écrites d'admissibilité :

A - Culture générale :

- l'Union européenne ;
- causes et conséquences de la crise économique actuelle en Algérie ;
- la jeunesse et le chômage en Algérie ;
- le multipartisme et la démocratie ;
- la croissance démographique en Algérie et ses conséquences ;
- l'économie de marché ;
- la mondialisation ;
- la protection de l'environnement ;
- les institutions financières internationales ;
- l'Union du Maghreb arabe (UMA) ;
- les ressources hydriques en Algérie ;
- les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

B - Etude de cas se rapportant à l'application des techniques forestières :

B 1 - Foresterie (sylviculture) :

- les arbres forestiers - croissance, multiplication et phénotype ;
- associations forestières - constitution et développement ;
- techniques forestières ;
- techniques de gestion de la futaie ;
- techniques de gestion du taillis ;
- substitution et transformation ;
- la foresterie appliquée aux résineux et feuillus.

B 2 - Aménagement forestier :

- travaux préparatoires à l'aménagement forestier ;
- méthodes d'aménagement.

B 3 - Reboisement (Repeuplement) :

- modes et objectifs du reboisement ;
- aménagement des terres en prévision du reboisement ;
- travaux préparatoires au reboisement ;
- techniques de plantation ;
- choix des essences ;
- suivi d'un projet de reboisement ;
- évaluation de la valeur technique du reboisement ;
- mise en place des plantations/planning des travaux ;
- travaux d'entretien ;
- travaux d'amélioration au profit de la régénération ;
- travaux d'amélioration des peuplements (association) forestiers.

B 4 - Dendrométrie :

- évaluation du volume des arbres ;
- la corrélation entre les différentes formes de l'arbre ;
- connaissance des peuplements (association) forestiers et techniques d'inventaire ;
- développement quantitatif et qualitatif des peuplements (association) forestiers ;
- la base fondamentale pour le calcul du volume ;
- utilisation des tarifs de cubage.

B5 - Technologie :

- conservation des sols et lutte contre la désertification ;
- causes et conséquences de l'érosion hydrique ;
éolienne et par gravité ;
- principes et méthodes de lutte contre l'érosion ;
- technique de lutte contre l'érosion.

B 6 - Topographie et cartographie :

- la carte topographique ;
- élaboration des cartes topographiques ;
- instruments topographiques ;
- travaux topographiques ;
- apport des photos aériennes ;
- application en milieu forestier.

B 7 - Exploitation forestière :

- martelage artériel et techniques de l'exploitation forestière ;
- organisation et contrôle de l'exploitation ;
- organisation et gestion d'un chantier d'exploitation des produits forestiers.

C - Technique forestière à option :

C 1 - Ecologie forestière (biotique et abiotique) :

- milieu biotique et abiotique forestier ;
- milieu forestier ;
- application de l'écologie forestière.

C 2 - Essences forestières :

- essences constituant des associations végétales en forêt algérienne ;
 - les gymnospermes ;
 - les angiospermes.
- dénomination
- écologie ;
- importance et rôle en science forestière ;
- nature et valeur du produit.

C 3 - Faune :

- importance et rôle de la faune en milieu forestier ;
- gibier en Algérie ;
- techniques de chasse ;
- techniques d'observation et de recensement du gibier ;
 - organisation de la chasse ;
 - aménagement des sites de la chasse.
- reproduction et multiplication de la faune.

C 4 - Biologie forestière :

- production des plants ;
- graines (semences) ;
- récolte - conservation - traitement - distribution.

C 5 - Les plants :

- création et gestion de pépinières ;
- organisation générale de la pépinière.

C 6 - Infrastructures routières en milieu forestier :

- spécificité du réseau routier en milieu forestier ;
- création, maintenance du réseau ;
- suivi d'un chantier de travaux ;
- infrastructure technique du réseau.

C7 - Matériel forestier :

- matériel de travail du sol ;
- matériel d'exploitation forestière ;
- mécanisation des travaux forestiers.

C 8 - Protection des forêts :

- pathologie forestière ;
- maladies des arbres forestiers ;
- lutte préventive et curative ;
- organisation de lutte contre un agent pathogène.

C 9 - Défense et lutte contre les incendies :

- causes de l'incendie ;
- méthode classique de lutte contre l'incendie ;
- importance de l'aménagement forestier en matière de lutte contre les incendies de forêts.

C 10 - Administration forestière - législation :

- administration chargée du secteur forestier ;
- organisation et missions ;
- l'administration forestière et ses relations avec les autres administrations ;
- le fonds forestier ;
- législation forestière ;
- police forestière ;
- investigation et constatation de l'infraction forestière ;
 - poursuite de l'infraction en milieu forestier ;
 - législation régissant l'exercice de la chasse ;
 - police de la chasse ;
 - délimitation du droit de la chasse ;
 - l'infraction - procès-verbal de constat.

C 11 - Ecologie :

- écologie de l'eau
 - bases fondamentales ;
 - pollution des milieux hydriques ;
 - traitement de l'eau.
- écologie atmosphérique ;

- spécificité de l'atmosphère ;
- origine et conséquence de la pollution ;
- lutte contre la pollution atmosphérique.
- écologie terrestre ;
- éléments fondamentaux ;
- pollution terrestre par les déchets ;
- autres formes de la pollution.

D - Epreuve de langue nationale : pour les candidats ne composant pas dans cette langue ; étude d'un texte suivie de questions.

II - Epreuve orale d'admission définitive :

Elle consiste en un entretien avec le jury et porte sur les thèmes du programmes.

ANNEXE 5

PROGRAMME DE L'EXAMEN PROFESSIONNEL POUR L'ACCES AU GRADE DE BRIGADIER CHEF DES FORETS

I - Epreuves écrites d'admissibilité :

A - Culture générale :

- causes et conséquences de la crise économique actuelle en Algérie ;
- les jeunes et le chômage en Algérie ;
- délinquance juvénile et politique de prise en charge en Algérie ;
- développement du sport en Algérie ;
- la démographie et l'habitat en Algérie ;
- la protection de l'environnement ;
- les institutions politiques en Algérie ;
- la Constitution algérienne ;
- l'agriculture saharienne ;
- problème de l'eau en Algérie ;
- les ressources naturelles en Algérie.

B - Etude de cas se rapportant à l'application des techniques forestières :

B1 - Sylviculture :

- les types fondamentaux de végétation en climat méditerranéen,
- caractéristiques de la forêt ;
- le peuplement ;
 - structure ;
 - composition ;
 - évaluation.
- les techniques sylvicoles :
 - sylviculture de la futaie ;
 - sylviculture du taillis ;
 - conversion et transformation du taillis en futaie.

- Les travaux sylvicoles :
 - entretien des jeunes peuplements et soins culturaux ;
 - sylviculture appliquée aux principales espèces existantes en Algérie.

B2 - Faune et chasse en Algérie :

- les différentes espèces de gibier et de prédateurs en Algérie ;
- les différents modes de chasse dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur ;
- législation et réglementation de la chasse en Algérie ;
- l'aménagement cynégétique.

B3 - Pratiques forestières :

- pépinière :
 - les graines forestières : qualité, récolte, conservation, traitement et distribution ;
 - les plants : type, qualité, entretien, transport et distribution.

- installation d'une pépinière :

- technique de pépinières ;
- travaux d'entretien ;
- assolement et rotation ;
- commercialisation.

B4 - Reboisement :

- objectifs et types de reboisement ;
- travaux préparatoires ;
- choix des essences et des plants ;
 - transport ;
 - pralinage ;
 - agréage.
- techniques de plantation,
- entretien et suivi des plantations.

B5 - Dendrométrie :

- mesures dendrométriques (diamètre, hauteur, accroissement) ;
- cubage de l'arbre sur pied ou abattu ;
- caractéristiques : accroissement et production des peuplements forestiers ;
- techniques d'inventaire.

B6 - Exploitation forestière :

- matériel et techniques d'exploitation forestière ;
- les produits ;
- impératifs de sécurité ;
- recollement après exploitation.

C - Epreuve technique sur les forêts à option :

C1 - Aménagement forestier :

- Aménagement :
 - les principes des aménagements forestiers ;
 - techniques des aménagements forestiers ;

— la statistique générale (connaissance des facteurs de production) ;

- le parcellaire ;
- le plan de gestion forestier.

- Routes et pistes :

- rôles des voies forestières : normes et densité ;
- les méthodes du tracé ;
- les ouvrages d'art des voies forestières.

- Génie forestier :

- caractéristiques des cartes topographiques ;
- caractéristiques des cartes parcellaires ;
- les instruments topographiques : emploi et limites d'utilisation ;
- les méthodes de levé topographique et construction de figures ;

- les levés planimétriques ;
- les levés altimétriques ;
- les levés tachéométriques.

- Le matériel spécifique aux travaux forestiers :

- le matériel de pépinières ;
- le matériel pour travaux du sol ;
- matériaux d'entretien des peuplements ;
- matériel de lutte anti-feu ;
- matériel d'exploitation forestière.

- Législation forestière :

- loi portant régime général des forêts.

C2 - La protection des forêts :

- Conservation des sols :

- l'érosion hydraulique : principes ;
- les cultures en pente : pratique antiérosive ;
- les principaux types d'ouvrages classiques ;
- la correction torrentielle ;
- le regazonnement et la stabilisation des pentes ;
- l'érosion éolienne : principes ;
- techniques de lutte contre l'érosion éolienne ;
- tranchées par feu ;
- les postes de vigies ;
- lutte contre les parasites.

C3 - Environnement :

Les différentes composantes de l'environnement :

- environnement aquatique ;
- environnement atmosphérique ;
- environnement urbain.

- Connaissance de l'environnement :

- les perturbations de l'environnement ;
- moyens de sauvegarde et de contrôle de l'environnement.

- L'écologie forestière :

- le rôle de la forêt dans le monde et particulièrement celui de la forêt méditerranéenne ;
- les facteurs climatiques ;
- les facteurs édaphiques ;
- les facteurs du relief ;
- les facteurs biotiques ;
- les populations forestières en Algérie.

D - Epreuve de langue nationale : pour les candidats ne composant pas dans cette langue ; étude d'un texte suivie de questions.

II - Epreuve orale d'admission définitive :

Elle consiste en un entretien avec le jury et porte sur les thèmes du programme.

ANNEXE 6

PROGRAMME DE L'EXAMEN PROFESSIONNEL POUR L'ACCES AU GRADE DE BRIGADIER DES FORETS

I - Epreuves écrites d'admissibilité :

A - Culture générale :

- les fléaux sociaux en Algérie ;
- les jeunes et le chômage en Algérie ;
- développement du sport en Algérie ;
- phénomène démographique et habitat en Algérie ;
- la Révolution algérienne (1954-1962) ;
- l'agriculture en Algérie ;
- la Constitution algérienne ;
- la protection de l'environnement ;
- les catastrophes naturelles.

B - Technique forestière à option :

B1 - Ecologie forestière :

- les principaux facteurs écologiques et leur corrélation ;
- réaction des végétaux aux conditions du milieu-effets de la forêt sur le sol, le climat et l'eau ;
- les grands principes de fonctionnement de l'écosystème (forêts) ;
- caractéristiques climatiques forestières.

B2 - Essences forestières :

- connaissances écologiques des essences constitutives des associations végétales des forêts algériennes ;
- aire naturelle - aire de réparation - exigences écologiques et utilisation dans les reboisements.

B3 - Faune et chasse en Algérie :

- les espèces de gibier ;
- techniques d'observation et de recensement du gibier ;
- pratique de la chasse et de la capture de gibier ;
- législation et réglementation de la chasse ;
- organisation de la chasse ;
- aménagement cynégétique.

B4 - Mécanisation et technologie :

- Arpentage et nivellement :
 - instruments topographiques ;
 - jalonnement - alignement ;
 - mesures de distances ;
 - méthodes de levé de plan.
- Lutte antiérosive :
 - causes et méfaits de l'érosion hydrique et éolienne ;
 - principes et technologies de lutte antiérosive.
- Routes et pistes :
 - caractéristiques générales des routes et pistes ;
 - bornage et signalisation ;
 - notions de stabilité ;
 - identification des altérations et dégâts ;
 - premières interventions.

B5 - Matériel forestier :

— les outils et matériels courants de mécanisation de travaux forestiers.

B6 - Administration forestière - Législation :

- Administration :
 - l'administration des forêts - objectifs - organisation - organigramme ;
 - rôle du brigadier dans l'administration des forêts ;
 - rôle du brigadier en relation avec la loi portant régime général des forêts ;
 - rôle du brigadier vis-à-vis des populations riveraines ;
 - le sens du patrimoine forestier.
- Législation forestière :
 - loi portant régime général des forêts ;
 - loi relative à la chasse ;
 - les infractions forestières ;
 - constatations - Recherches - Poursuites ;
 - police-répression en matière forestière ;
 - procédures de saisie en matière forestière.

B7 - Environnement :

- les constituants de l'environnement ;
- l'utilisation des ressources et leur préservation ;
- préservation de l'environnement ;
- pollutions et nuisances.

C - Etude de cas se rapportant à l'application des techniques forestières :**C1 - Sylviculture :**

- le régime de la futaie ;
- le régime du taillis ;
- les relations - croissance - traitements ;
- les soins culturaux ;
- la sylviculture appliquée aux principales espèces : pinèdes - chenets.

C2 - Aménagement :

- techniques des aménagements ;
- connaissances des facteurs de production ;
- le parcellaire.

C3 - Pratiques forestières :

- Les pépinières :
 - les graines forestières (qualité, récolte, conservation, traitement, germination) ;
 - les plants (type, qualité, entretien, transport et distribution) ;
 - installation d'une pépinière (tracé, drainage, préparation des planches) ;
 - techniques de production de plants (semis, bouturage, marcottage, greffage, culture en godets) ;
 - travaux d'entretien (binage, arrosage, désherbage, ensachage) ;
 - commercialisation, transport, manipulation.

C4 - Reboisement :

- objectifs et types de reboisement ;
- préparation du terrain ;
- choix des espèces et des plants ;
- techniques de plantation ;
- entretien et suivi des plantations ;
- gardiennage.

C5 - Travaux sylvicoles :

- entretien des jeunes peuplements ;
- soins culturaux ;
- techniques sylvicoles.

C6 - Dendrométrie.

- mesures dendrométriques ;
- détermination du volume d'un arbre sur pied ou abattu ;
 - méthodes de cubage des fûts ;
 - enstérage - coefficient d'empilage ;
 - analyse de tige ;
 - cubage des coupes et des exploitations.

D - Epreuve de langue nationale : pour les candidats ne composant pas dans cette langue ; étude d'un texte suivie de questions.

II - Epreuve orale d'admission définitive :

Elle consiste en un entretien avec le jury et porte sur les thèmes du programme.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Arrêté interministériel du 23 Joumada Ethania 1430 correspondant au 17 juin 2009 portant placement en position d'activité auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales de certains corps spécifiques au ministère de l'agriculture et du développement rural.

— — — —

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995 portant statut particulier des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes ;

Vu le décret exécutif n° 08-286 du 17 Ramadhan 1429 correspondant au 17 septembre 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture ;

Vu le décret présidentiel du 7 Rabie Ethani 1423 correspondant au 18 juin 2002 portant nomination du secrétaire général du Gouvernement ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995, et de l'article 2 du décret exécutif n° 08-286 du 17 Ramadhan 1429 correspondant au 17 septembre 2008, susvisés, sont mis en position d'activité auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (services de la wilaya d'Alger) les personnels appartenant aux corps et grades figurant au tableau ci-après :

CORPS	GRADES	NOMBRE DE POSTES
Médecins vétérinaires	Docteur vétérinaire	6
Ingénieurs en agronomie	Ingénieur d'Etat en agronomie	6
	Ingénieur principal en agronomie	4
	Ingénieur en chef en agronomie	2
Techniciens de l'agriculture	Technicien de l'agriculture	2
	Technicien supérieur de l'agriculture	4
Adjoint techniques de l'agriculture	Adjoint technique de l'agriculture	6

Art. 2. — Le recrutement et la gestion des carrières des personnels appartenant aux corps et grades cités à l'article 1er ci-dessus sont assurés par le ministère de l'intérieur et des collectivités locales (services de la wilaya d'Alger) selon les dispositions statutaires fixées par les décret exécutifs n° 95-115 du 22 avril 1995 et n° 08-286 du 17 septembre 2008, susvisés.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Joumada Ethania 1430 correspondant au 17 juin 2009.

Pour le ministre d'Etat, ministre
de l'intérieur et des collectivités locales

Le secrétaire général

Abdelkader OUALI

Pour le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Le secrétaire général

Sid Ahmed FEROUKHI

Pour le secrétaire général du Gouvernement
et par délégation

Le directeur général de la fonction publique

Djamel KHARCHI

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada El Oula 1431 correspondant au 9 mai 2010.

Karim DJOUDI.

ANNEXE

Règlement n° 09-03 du Aouel Dhou El Hidja 1430 correspondant au 18 novembre 2009 fixant les règles de calcul des commissions perçues par la société de gestion de la bourse des valeurs sur les opérations effectuées en bourse.

Le Président de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse,

Vu le décret législatif n° 93-10 du 23 mai 1993, modifié et complété, relatif à la bourse des valeurs mobilières, notamment son article 19 ;

Vu le décret présidentiel du 29 Joumada El Oula 1429 correspondant au 1er juin 2008 portant nomination du président de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse ;

Vu l'arrêté du 28 Chaoual 1429 correspondant au 28 octobre 2008 portant nomination des membres de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse ;

Après adoption par la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse en date du 18 novembre 2009 ;

Edicte le règlement dont la teneur suit :

Article 1er. — Le présent règlement a pour objet de fixer les règles de calcul des commissions perçues par la société de gestion de la bourse des valeurs sur les opérations effectuées en bourse.

Art. 2. — Le taux de la commission perçue par la société de gestion de la bourse des valeurs sur les transactions effectuées en bourse est fixé comme suit :

— titres de capital : 0.15% du montant de la transaction ;

— titres de créance : 0.10% du montant de la transaction.

La commission est payée par l'acheteur et le vendeur des titres négociés en bourse par l'entremise des intermédiaires en opérations de bourse.

Le montant de la commission ne peut être inférieur à 10 dinars et supérieur à 100.000 dinars.

Art. 3. — Le taux de la commission perçue par la société de gestion de la bourse des valeurs sur les organismes et les sociétés dont les titres font l'objet d'une admission aux négociations en bourse est fixé à 0.05% du montant nominal admis.

Le montant de cette commission ne peut être supérieur à 2.500.000 dinars.

Art. 4. — Les modalités de recouvrement des commissions citées ci-dessus sont fixées par la société de gestion de la bourse des valeurs.

Art. 5. — Le règlement n° 98-01 du 24 Joumada Ethania 1419 correspondant au 15 octobre 1998 fixant les règles de calcul des commissions perçues par la société de gestion de la bourse des valeurs sur les opérations effectuées en bourse est abrogé.

Art. 6. — Le présent règlement sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Dhou El Hidja 1430 correspondant au 18 novembre 2009.

Noureddine ISMAIL.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté interministériel du 15 Rajab 1430 correspondant au 8 juillet 2009 fixant les effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services centraux du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-308 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les modalités de recrutement des agents contractuels, leurs droits et obligations, les éléments constitutifs de leur rémunération, les règles relatives à leur gestion ainsi que le régime disciplinaire qui leur est applicable, notamment son article 8 ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 03-190 du 26 Safar 1424 correspondant au 28 avril 2003 fixant les attributions du directeur général de la fonction publique ;

Vu le décret présidentiel du 7 Rabie Ethani 1423 correspondant au 18 juin 2002 portant nomination du secrétaire général du Gouvernement ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 8 du décret présidentiel n° 07-308 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les effectifs par emploi correspondant aux activités d'entretien, de maintenance ou de service, leur classification ainsi que la durée du contrat des agents concernés exerçant au titre des services centraux du ministère de l'agriculture et du développement rural, conformément au tableau ci-après :

POSTES D'EMPLOI	EFFECTIFS SELON LA NATURE DU CONTRAT DE TRAVAIL				EFFECTIFS (1 + 2)	CLASSIFICATION	
	Contrat à durée indéterminée (1)		Contrat à durée déterminée (2)			Catégorie	Indice
	à temps plein	à temps partiel	à temps plein	à temps partiel			
Ouvrier professionnel de niveau 1	—	—	2	9	11	1	200
Agent de service de niveau 1	—	27	—	9	36		
Gardien	54	—	4	—	58		
Conducteur d'automobile de niveau 1	—	—	3	—	3	2	219
Agent de prévention de niveau 1	—	—	20	—	20	5	288
Agent de prévention de niveau 2	—	—	4	—	4	7	348
Total général	54	27	33	18	132		

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Rajab 1430 correspondant au 8 juillet 2009.

Le ministre
des finances

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Karim DJOUDI

Rachid BENAÏSSA

Pour le secrétaire général du Gouvernement
et par délégation

Le directeur général de la fonction publique

Djamel KHARCHI

**MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA SECURITE SOCIALE**

**Arrêté du 18 Rajab 1431 correspondant au 1er juillet
2010 portant revalorisation des pensions,
allocations et rentes de sécurité sociale.**

— — — —

Le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux assurances sociales, notamment son article 42 ;

Vu la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative à la retraite, notamment son article 43 ;

Vu la loi n° 83-13 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux accidents du travail et maladies professionnelles, notamment son article 84 ;

Vu l'ordonnance n° 06-04 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant loi de finances complémentaire pour 2006, notamment son article 29 ;

Vu la loi n° 08-21 du 2 Moharram 1430 correspondant au 30 décembre 2008 portant loi de finances pour 2009, notamment son article 65 ;

Vu le décret n° 84-29 du 11 février 1984, modifié et complété, fixant le montant minimum de la majoration pour tierce personne prévue par la législation de sécurité sociale ;

Vu le décret présidentiel n° 09-416 du 29 Dhou El Hidja 1430 correspondant au 16 décembre 2009 fixant le salaire national minimum garanti ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 2 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 08-124 du 9 Rabie Ethani 1429 correspondant au 15 avril 2008 fixant les attributions du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 21 Chaâbane 1430 correspondant au 12 août 2009 portant revalorisation des pensions, allocations et rentes de sécurité sociale ;

Arrête :

Article 1er. — Les pensions et allocations de retraite de sécurité sociale, prévues par la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983, susvisée, sont revalorisées par application d'un taux unique de 7 %.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**Arrêté interministériel du 17 Moharram 1431
correspondant au 3 janvier 2010 fixant le
nombre de postes supérieurs des fonctionnaires
appartenant aux corps communs aux institutions
et administrations publiques au titre de
l'administration centrale du ministère de
l'agriculture et du développement rural.**

— — — — —

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-307 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les modalités d'attribution de la bonification indiciaire aux titulaires de postes supérieurs dans les institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 03-190 du 26 Safar 1424 correspondant au 28 avril 2003 fixant les attributions du directeur général de la fonction publique ;

Vu le décret exécutif n° 08-04 du 11 Moharram 1429 correspondant au 19 janvier 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques, notamment ses articles 76, 98, 172 et 197 ;

Vu le décret présidentiel du 7 Rabie Ethani 1423 correspondant au 18 juin 2002 portant nomination du secrétaire général du Gouvernement ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 76, 98, 172 et 197 du décret exécutif n° 08-04 du 11 Moharram 1429 correspondant au 19 janvier 2008, susvisé, le nombre de postes supérieurs à caractère fonctionnel au titre de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural est fixé comme suit :

FILIERES	POSTES SUPERIEURS	NOMBRE
Administration générale	Chargé d'études et de projets de l'administration centrale	11
	Attaché de cabinet de l'administration centrale	9
	Assistant de cabinet	3
	Chargé de l'accueil et de l'orientation	1
Traduction - interprétariat	Chargé de programmes de traduction - interprétariat	1
Statistiques	Chargé de programmes statistiques	1
Documentation et archives	Chargé de programmes documentaires	1

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Moharram 1431 correspondant au 3 janvier 2010.

Le ministre
des finances

Karim DJOUDI

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural,

Rachid BENAÏSSA

Pour le secrétaire général du Gouvernement
et par délégation,

Le directeur général de la fonction publique
Djamel KHARCHI

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté interministériel du 4 Moharram 1431 correspondant au 21 décembre 2009 fixant le nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale de la direction générale des forêts.

— — — —

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-307 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les modalités d'attribution de la bonification indiciaire aux titulaires de postes supérieurs dans les institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 03-190 du 26 Safar 1424 correspondant au 28 avril 2003 fixant les attributions du directeur général de la fonction publique ;

Vu le décret exécutif n° 08-04 du 11 Moharram 1429 correspondant au 19 janvier 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques, notamment ses articles 76, 98, 133, 172 et 235 ;

Vu le décret présidentiel du 7 Rabie Ethani 1423 correspondant au 18 juin 2002 portant nomination du secrétaire général du Gouvernement ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 76, 98, 133, 172 et 235 du décret exécutif n° 08-04 du 11 Moharram 1429 correspondant au 19 janvier 2008, susvisé, le nombre de postes supérieurs à caractère fonctionnel au titre de l'administration centrale de la direction générale des forêts, est fixé comme suit :

FILIERES	POSTES SUPERIEURS	NOMBRE
Administration générale	Chargé d'études et de projets de l'administration centrale	2
	Chargé de l'accueil et de l'orientation	1
Traduction-interprétariat	Chargé de programmes de traduction - interprétariat	1
informatique	Responsable de bases de données	1
	Responsable de réseaux	1
	Responsable de systèmes informatiques	1
Statistiques	Chargé de programmes statistiques	1
Laboratoire et maintenance	Chef de service de maintenance	1

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 4 Moharram 1431 correspondant au 21 décembre 2009.

Pour le ministre
des finances

Le secrétaire général

Miloud BOUTEBBA

Pour le ministre de l'agriculture
et du développement rural,

Le secrétaire général

Sid Ahmed FERROUKHI

Pour le secrétaire général du Gouvernement
et par délégation,

Le directeur général de la fonction publique

Djamel KHARCHI

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada El Oula 1431 correspondant au 9 mai 2010.

Karim DJOUDI.

ANNEXE

Règlement n° 09-03 du Aouel Dhou El Hidja 1430 correspondant au 18 novembre 2009 fixant les règles de calcul des commissions perçues par la société de gestion de la bourse des valeurs sur les opérations effectuées en bourse.

Le Président de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse,

Vu le décret législatif n° 93-10 du 23 mai 1993, modifié et complété, relatif à la bourse des valeurs mobilières, notamment son article 19 ;

Vu le décret présidentiel du 29 Joumada El Oula 1429 correspondant au 1er juin 2008 portant nomination du président de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse ;

Vu l'arrêté du 28 Chaoual 1429 correspondant au 28 octobre 2008 portant nomination des membres de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse ;

Après adoption par la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse en date du 18 novembre 2009 ;

Edicte le règlement dont la teneur suit :

Article 1er. — Le présent règlement a pour objet de fixer les règles de calcul des commissions perçues par la société de gestion de la bourse des valeurs sur les opérations effectuées en bourse.

Art. 2. — Le taux de la commission perçue par la société de gestion de la bourse des valeurs sur les transactions effectuées en bourse est fixé comme suit :

— titres de capital : 0.15% du montant de la transaction ;

— titres de créance : 0.10% du montant de la transaction.

La commission est payée par l'acheteur et le vendeur des titres négociés en bourse par l'entremise des intermédiaires en opérations de bourse.

Le montant de la commission ne peut être inférieur à 10 dinars et supérieur à 100.000 dinars.

Art. 3. — Le taux de la commission perçue par la société de gestion de la bourse des valeurs sur les organismes et les sociétés dont les titres font l'objet d'une admission aux négociations en bourse est fixé à 0.05% du montant nominal admis.

Le montant de cette commission ne peut être supérieur à 2.500.000 dinars.

Art. 4. — Les modalités de recouvrement des commissions citées ci-dessus sont fixées par la société de gestion de la bourse des valeurs.

Art. 5. — Le règlement n° 98-01 du 24 Joumada Ethania 1419 correspondant au 15 octobre 1998 fixant les règles de calcul des commissions perçues par la société de gestion de la bourse des valeurs sur les opérations effectuées en bourse est abrogé.

Art. 6. — Le présent règlement sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Dhou El Hidja 1430 correspondant au 18 novembre 2009.

Noureddine ISMAIL.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté interministériel du 15 Rajab 1430 correspondant au 8 juillet 2009 fixant les effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services centraux du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-308 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les modalités de recrutement des agents contractuels, leurs droits et obligations, les éléments constitutifs de leur rémunération, les règles relatives à leur gestion ainsi que le régime disciplinaire qui leur est applicable, notamment son article 8 ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 03-190 du 26 Safar 1424 correspondant au 28 avril 2003 fixant les attributions du directeur général de la fonction publique ;

Vu le décret présidentiel du 7 Rabie Ethani 1423 correspondant au 18 juin 2002 portant nomination du secrétaire général du Gouvernement ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 8 du décret présidentiel n° 07-308 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les effectifs par emploi correspondant aux activités d'entretien, de maintenance ou de service, leur classification ainsi que la durée du contrat des agents concernés exerçant au titre des services centraux du ministère de l'agriculture et du développement rural, conformément au tableau ci-après :

POSTES D'EMPLOI	EFFECTIFS SELON LA NATURE DU CONTRAT DE TRAVAIL				EFFECTIFS (1 + 2)	CLASSIFICATION	
	Contrat à durée indéterminée (1)		Contrat à durée déterminée (2)			Catégorie	Indice
	à temps plein	à temps partiel	à temps plein	à temps partiel			
Ouvrier professionnel de niveau 1	—	—	2	9	11	1	200
Agent de service de niveau 1	—	27	—	9	36		
Gardien	54	—	4	—	58		
Conducteur d'automobile de niveau 1	—	—	3	—	3	2	219
Agent de prévention de niveau 1	—	—	20	—	20	5	288
Agent de prévention de niveau 2	—	—	4	—	4	7	348
Total général	54	27	33	18	132		

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Rajab 1430 correspondant au 8 juillet 2009.

Le ministre
des finances

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Karim DJOUDI

Rachid BENAÏSSA

Pour le secrétaire général du Gouvernement
et par délégation

Le directeur général de la fonction publique

Djamel KHARCHI

**MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA SECURITE SOCIALE**

**Arrêté du 18 Rajab 1431 correspondant au 1er juillet
2010 portant revalorisation des pensions,
allocations et rentes de sécurité sociale.**

— — — —

Le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux assurances sociales, notamment son article 42 ;

Vu la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative à la retraite, notamment son article 43 ;

Vu la loi n° 83-13 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux accidents du travail et maladies professionnelles, notamment son article 84 ;

Vu l'ordonnance n° 06-04 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant loi de finances complémentaire pour 2006, notamment son article 29 ;

Vu la loi n° 08-21 du 2 Moharram 1430 correspondant au 30 décembre 2008 portant loi de finances pour 2009, notamment son article 65 ;

Vu le décret n° 84-29 du 11 février 1984, modifié et complété, fixant le montant minimum de la majoration pour tierce personne prévue par la législation de sécurité sociale ;

Vu le décret présidentiel n° 09-416 du 29 Dhou El Hidja 1430 correspondant au 16 décembre 2009 fixant le salaire national minimum garanti ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 2 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 08-124 du 9 Rabie Ethani 1429 correspondant au 15 avril 2008 fixant les attributions du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 21 Chaâbane 1430 correspondant au 12 août 2009 portant revalorisation des pensions, allocations et rentes de sécurité sociale ;

Arrête :

Article 1er. — Les pensions et allocations de retraite de sécurité sociale, prévues par la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983, susvisée, sont revalorisées par application d'un taux unique de 7 %.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté interministériel du 3 Joumada Ethania 1431 correspondant au 17 mai 2010 fixant le nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture.

— — — —

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-307 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les modalités d'attribution de la bonification indiciaire aux titulaires de postes supérieurs dans les institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-195 du 23 juin 1990 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement des services agricoles de wilaya ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 03-190 du 26 Safar 1424 correspondant au 28 avril 2003 fixant les attributions du directeur général de la fonction publique ;

Vu le décret exécutif n° 08-286 du 17 Ramadhan 1429 correspondant au 17 septembre 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture, notamment son article 41 ;

Vu le décret présidentiel du 7 Rabie Ethani 1423 correspondant au 18 juin 2002 portant nomination du secrétaire général du Gouvernement ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 41 du décret exécutif n° 08-286 du 17 Ramadhan 1429 correspondant au 17 septembre 2008, susvisé, le nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration, chargée de l'agriculture est fixé comme suit :

POSTES SUPERIEURS	NOMBRE
Expert en agronomie	96
Chargé de programmes de vulgarisation agricole	88
Conseiller technique agricole	268

Art. 2. — Le nombre de postes supérieurs d'expert en agronomie est fixé à deux (2) postes au niveau de chaque wilaya.

Art. 3. — Le nombre de postes supérieurs de chargé de programmes de vulgarisation agricole est fixé à un (1) poste au moins au niveau de chaque wilaya.

Art. 4. — Le nombre de postes supérieurs de conseiller technique agricole est fixé à deux (2) postes au moins au niveau de chaque wilaya.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Joumada Ethania 1431 correspondant au 17 mai 2010.

Pour le ministre des finances
Le secrétaire général

Pour le ministre de l'agriculture et du développement rural
Le secrétaire général

Miloud BOUTEBBA Sid Ahmed FERROUKHI

Pour le secrétaire général du Gouvernement
et par délégation

Le directeur général de la fonction publique

Djamel KHARCHI

MINISTERE DE LA CULTURE

Arrête interministériel du 9 Rajab 1431 correspondant au 22 juin 2010 portant approbation de l'inventaire quantitatif, qualitatif et estimatif des biens, droits, obligations et moyens détenus par les annexes de la bibliothèque nationale d'Algérie transférés aux bibliothèques de lecture publique.

— — — —

La ministre de la culture,

Le ministre des finances,

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**MINISTERE DE LA PROSPECTIVE
ET DES STATISTIQUES**

Arrêté du 25 Rabie El Aouel 1432 correspondant au 28 février 2011 fixant la composition et le fonctionnement du bureau ministériel de la sûreté interne d'établissement au sein du ministère de la prospective et des statistiques.

— — — —

Le ministre de la prospective et des statistiques,

Vu l'ordonnance n° 95-24 du 30 Rabie Ethani 1416 correspondant au 25 septembre 1995 relative à la protection du patrimoine public et à la sécurité des personnes qui lui sont liées ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-158 du 16 Dhou El Hidja 1416 correspondant au 4 mai 1996 fixant les conditions d'application des dispositions de sûreté interne d'établissement prévues par l'ordonnance n° 95-24 du 25 septembre 1995 relative à la protection du patrimoine public et à la sécurité des personnes qui lui sont liées ;

Vu le décret exécutif n° 98-410 du 18 Chaâbane 1419 correspondant au 7 décembre 1998 portant création, attributions et organisation des bureaux ministériels de la sûreté interne d'établissement, notamment son article 6 ;

Vu le décret exécutif n° 10-282 du 8 Dhou El Hidja 1431 correspondant au 14 novembre 2010 fixant les attributions du ministre de la prospective et des statistiques ;

Vu le décret exécutif n° 10-283 du 8 Dhou El Hidja 1431 correspondant au 14 novembre 2010 portant organisation de l'administration centrale du ministère de la prospective et des statistiques ;

Vu l'avis émis par le ministre de l'intérieur et des collectivités locales en date du 16 février 2011 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 6 du décret exécutif n° 98-410 du 18 Chaâbane 1419 correspondant au 7 décembre 1998, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la composition et le fonctionnement du bureau ministériel de la sûreté interne d'établissement au niveau du ministère de la prospective et des statistiques.

Art. 2. — Le bureau ministériel comprend, outre le responsable de cette structure, deux (2) chefs d'études et deux (2) chargés d'études.

Art. 3. — Les chefs d'études et chargés d'études assistent le responsable du bureau ministériel dans la prise en charge de l'ensemble des questions liées aux attributions prévues par le décret exécutif n° 98-410 du 18 Chaâbane 1419 correspondant au 7 décembre 1998, susvisé.

Art. 4. — Dans le cadre de l'accomplissement des missions qui lui sont dévolues, le bureau ministériel, en relation avec l'ensemble des structures organiques de sûreté interne d'établissement relevant du ministère ou des établissements sous tutelle, prend toutes les mesures tendant à promouvoir à consolider la sûreté interne d'établissement et à développer les aspects liés à la protection du patrimoine public et à la sécurité des personnes qui lui sont liées.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Rabie El Aouel 1432 correspondant au 28 février 2011.

Hamid TEMMAR.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté interministériel du 16 Dhou El Hidja 1431 correspondant au 22 novembre 2010 fixant les effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services extérieurs de la direction générale des forêts.

— — — —

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-308 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les modalités de recrutement des agents contractuels, leurs droits et obligations, les éléments constitutifs de leur rémunération, les règles relatives à leur gestion ainsi que le régime disciplinaire qui leur est applicable, notamment son article 8 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 03-190 du 26 Safar 1424 correspondant au 28 avril 2003 fixant les attributions du directeur général de la fonction publique ;

Vu le décret présidentiel du 7 Rabie Ethani 1423 correspondant au 18 juin 2002 portant nomination du secrétaire général du Gouvernement ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 8 du décret présidentiel n° 07-308 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service, au titre des services extérieurs de la direction générale des forêts.

EMPLOIS	EFFECTIFS SELON LA NATURE DU CONTRAT DE TRAVAIL				EFFECTIFS (1 + 2)	CLASSIFICATION	
	Contrat à durée indéterminée (1)		Contrat à durée déterminée (2)			Catégorie	Indice
	à temps plein	à temps partiel	à temps plein	à temps partiel			
Ouvrier professionnel de niveau 1	61	137	23	44	265	1	200
Agent de service de niveau 1	1	38	—	12	51		
Gardien	233	4	81	—	318		
Conducteur d’automobile de niveau 1	12	—	16	—	28	2	219
Ouvrier professionnel de niveau 2	3	—	2	—	5	3	240
Conducteur d’automobile de niveau 2	7	—	13	—	20		
Ouvrier professionnel de niveau 3	—	—	3	—	3	5	288
Agent de prévention de niveau 1	—	—	307	—	307		
Agent de prévention de niveau 2	—	—	57	—	57	7	348
Total général	317	179	502	56	1054		

Art. 2. — Les postes budgétaires des services extérieurs de la direction générale des forêts sont répartis conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 Dhou El Hidja 1431 correspondant au 22 novembre 2010.

Le secrétaire général
du Gouvernement

Ahmed NOUI

Pour le ministre
des finances

Le secrétaire général

Miloud BOUTEBBA

Pour le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Le secrétaire général

Sid Ahmed FEROUKHI

ANNEXE

Répartition des postes budgétaires des services extérieurs de la direction générale des forêts

WILAYAS	CONTRAT A DUREE INDETERMINEE									CONTRAT A DUREE DETERMINEE											
	à temps plein						à temps partiel			à temps plein								à temps partiel			Effec- tifs
	Ouvr prof. NIV/1	Agent service NIV/1	Gardien	Cond. Auto NIV/1	Ouvr prof. NIV/2	Cond. Auto NIV/2	Ouvr prof. NIV/1	Agent service NIV/1	Gardien	Agt. Prev. NIV/1	Agt. Prev. NIV/2	Ouvr prof. NIV/1	Gardien	Cond. Auto NIV/1	Ouvr prof. NIV/2	Cond. Auto NIV/2	Ouvr prof. NIV/3	Ouvr prof. NIV/1	Agent service NIV/1		
Adrar	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	5	1	—	—	—	1	—	11	
Chlef	—	—	7	1	—	1	6	—	—	6	1	—	—	—	—	—	—	1	—	23	
Laghouat	1	—	10	1	—	1	—	1	—	6	2	—	—	1	—	—	—	—	—	23	
Oum El Bouaghi	—	—	9	—	—	—	—	4	—	9	4	—	—	—	—	—	—	—	—	26	
Batna	1	—	10	1	—	—	—	—	—	11	3	1	—	—	—	—	—	7	—	34	
Béjaïa	3	—	8	—	—	—	1	—	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	17	
Biskra	1	—	10	—	—	—	2	—	—	4	1	—	—	1	—	—	—	—	—	19	
Béchar	1	—	4	—	—	—	—	2	—	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	12	
Blida	1	—	1	—	—	—	—	—	—	9	2	—	5	—	—	—	—	—	5	23	
Bouira	4	—	—	—	—	—	4	—	—	7	2	—	—	—	—	—	—	—	—	17	
Tamenghasset	2	—	3	—	—	—	4	—	—	4	1	1	1	—	—	—	—	—	—	16	
Tébessa	—	—	6	1	—	—	7	—	—	8	—	—	—	—	—	1	—	—	—	23	
Tlemcen	—	—	7	1	—	—	11	—	—	6	1	1	—	—	—	1	—	—	—	28	
Tiaret	1	—	6	—	—	—	5	—	—	10	2	—	—	1	—	—	—	2	—	27	
Tizi Ouzou	—	—	6	1	—	—	5	—	—	7	—	1	—	—	—	—	—	—	—	20	
Alger	2	—	30	—	2	—	3	—	—	39	7	—	2	—	—	—	—	2	—	87	

ANNEXE (suite)

WILAYAS	CONTRAT A DUREE INDETERMINEE									CONTRAT A DUREE DETERMINEE											
	à temps plein						à temps partiel			à temps plein									à temps partiel		Effec- tifs
	Ouvr prof. NIV/1	Agent service NIV/1	Gardien	Cond. Auto NIV/1	Ouvr prof. NIV/2	Cond. Auto NIV/2	Ouvr prof. NIV/1	Agent service NIV/1	Gardien	Agt. Prev. NIV/1	Agt. Prev. NIV/2	Ouvr prof. NIV/1	Gardien	Cond. Auto NIV/1	Ouvr prof. NIV/2	Cond. Auto NIV/2	Ouvr prof. NIV/3	Ouvr prof. NIV/1	Agent service NIV/1		
Djelfa	2	1	5	—	—	—	8	—	—	11	1	—	—	—	—	1	—	—	—	29	
Jijel	—	—	6	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	1	1	—	1	15	
Sétif	1	—	7	1	—	—	—	8	—	11	2	—	—	—	—	—	—	—	—	30	
Saïda	2	—	11	1	—	1	4	—	—	7	1	2	1	1	—	—	—	—	—	31	
Skikda	—	—	5	—	—	—	5	—	—	6	1	—	1	—	—	3	—	—	—	21	
S.B.A.	—	—	5	1	—	—	6	—	—	7	1	—	—	1	—	—	—	—	—	21	
Annaba	1	—	4	—	—	—	—	6	—	6	—	—	—	—	—	2	—	—	—	19	
Guelma	1	—	—	2	—	—	—	—	—	4	1	1	11	—	—	—	—	6	—	26	
Constantine	—	—	9	—	—	—	6	—	—	8	—	1	1	—	—	—	—	—	—	25	
Médéa	1	—	3	1	—	—	6	—	—	8	3	—	—	—	—	—	—	—	—	22	
Mostaganem	1	—	7	—	—	1	3	—	—	4	1	1	2	—	—	1	—	1	—	22	
M'Sila	18	—	—	—	—	—	4	—	—	9	2	—	—	—	—	—	—	—	—	33	
Mascara	1	—	2	—	—	—	5	—	—	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	14	
Ouargla	1	—	1	—	—	—	2	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	2	—	9	
Oran	—	—	6	—	—	—	5	—	—	4	1	1	—	3	—	—	—	—	—	20	
El-Bayadh	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	3	—	—	—	—	—	2	11	

ANNEXE (suite)

WILAYAS	CONTRAT A DUREE INDETERMINEE									CONTRAT A DUREE DETERMINEE											
	à temps plein						à temps partiel			à temps plein									à temps partiel		Effec- tifs
	Ouvr prof. NIV/1	Agent service NIV/1	Gardien	Cond. Auto NIV/1	Ouvr prof. NIV/2	Cond. Auto NIV/2	Ouvr prof. NIV/1	Agent service NIV/1	Gardien	Agt. Prev. NIV/1	Agt. Prev. NIV/2	Ouvr prof. NIV/1	Gardien	Cond. Auto NIV/1	Ouvr prof. NIV/2	Cond. Auto NIV/2	Ouvr prof. NIV/3	Ouvr prof. NIV/1	Agent service NIV/1		
Illizi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	2	—	6	
B.B. Arreridj	2	—	8	—	—	—	7	—	—	5	1	1	—	1	—	1	—	—	—	26	
Boumerdès	1	—	5	—	1	—	3	—	—	10	1	1	—	1	—	—	1	—	—	24	
El Tarf	1	—	—	—	—	—	3	—	—	4	1	—	5	2	—	—	—	2	—	18	
Tindouf	—	—	4	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	8	
Tissemsilt	1	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	—	9	—	—	1	—	5	—	22	
El Oued	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	1	4	1	—	—	—	—	—	9	
Khenchela	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	2	12	1	—	—	—	6	—	30	
Souk Ahras	1	—	1	—	—	—	5	—	—	4	1	—	8	—	—	—	—	—	—	20	
Tipaza	1	—	9	—	—	—	—	5	—	6	2	1	—	—	—	—	—	—	—	24	
Mila	2	—	—	—	—	—	—	—	4	7	1	—	—	—	—	—	—	5	—	19	
Aïn Defla	1	—	—	—	—	—	—	2	—	3	1	—	4	—	—	—	—	—	4	15	
Naâma	—	—	5	—	—	1	5	—	—	4	1	—	1	—	1	—	—	—	—	18	
A.Témouchent	1	—	6	—	—	—	—	5	—	8	2	—	—	—	—	—	—	—	—	22	
Ghardaïa	1	—	3	—	—	1	3	—	—	2	—	—	1	—	—	1	1	1	—	14	
Relizane	1	—	4	—	—	—	7	—	—	8	2	—	1	—	1	—	—	1	—	25	
TOTAL	61	1	233	12	3	7	137	38	4	307	57	23	81	16	2	13	3	44	12	1054	

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté interministériel du 6 Joumada Ethania 1432 correspondant au 9 mai 2011 fixant le nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre des services extérieurs de la direction générale des forêts.

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-307 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les modalités d'attribution de la bonification indiciaire aux titulaires de postes supérieurs dans les institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 03-190 du 26 Safar 1424 correspondant au 28 avril 2003 fixant les attributions du directeur général de la fonction publique ;

Vu le décret exécutif n° 08-05 du 11 Moharram 1429 correspondant au 19 janvier 2008 portant statut particulier des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs, notamment son article 38 ;

Vu le décret présidentiel du 7 Rabie Ethani 1423 correspondant au 18 juin 2002 portant nomination du secrétaire général du Gouvernement ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 29 juillet 1997 portant organisation de la conservation des forêts de wilaya ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 38 du décret exécutif n° 08-05 du 11 Moharram 1429 correspondant au 19 janvier 2008, susvisé, le nombre de postes supérieurs à caractère fonctionnel au titre des services extérieurs de la direction générale des forêts est fixé conformément au tableau ci-après :

POSTES SUPERIEURS	NOMBRE
Chef de parc	48
Chef d'atelier	48
Chef magasinier	48
Responsable du service intérieur	48

Art. 2. — Le nombre de postes supérieurs est fixé à un poste par conservation des forêts de wilaya, selon le tableau ci-dessus.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 Joumada Ethania 1432 correspondant au 9 mai 2011.

Pour le ministre des
finances

Le secrétaire général

Miloud BOUTEBBA

Pour le ministre de
l'agriculture
et du développement rural,

Le secrétaire général

Sid Ahmed FERROUKHI

Pour le secrétaire général du Gouvernement
et par délégation

Le directeur général de la fonction publique

Belkacem BOUCHEMAL

-----★-----

Arrêté du 24 Rabie El Aouel 1432 correspondant au 29 mars 2011 portant approbation du cahier des charges fixant les modalités de concession aux organismes publics des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la loi n° 08-16 du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 3 août 2008 portant orientation agricole ;

Vu la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, modifié et complété, portant création de l'office national des terres agricoles ;

Vu le décret exécutif n° 11-06 du 5 Safar 1432 correspondant au 10 janvier 2011 précisant les modalités d'exploitation des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat et affectées ou rattachées à des organismes et établissements publics, notamment son article 7 ;

**Décret présidentiel du 6 Moharram 1433
correspondant au 1er décembre 2011 portant
nomination au ministère du tourisme et de
l'artisanat.**

— — — —

Par décret présidentiel du 6 Moharram 1433 correspondant au 1er décembre 2011, sont nommés au ministère du tourisme et de l'artisanat, Mmes, Melle et MM. :

- Hamza Belkhodja, chargé d'études et de synthèse ;
- Djamal Challal, chargé d'études et de synthèse ;
- Amal Loubari, sous-directrice de l'évaluation des projets touristiques ;
- Samira Moumen, sous-directrice du soutien aux activités artisanales ;

— Mohamed El Bey, sous-directeur de l'encadrement des activités, professions et des métiers du thermalisme ;

— Mohamed Lamine Gherbi, sous-directeur de l'aménagement touristique ;

— Thouraya Demai, sous-directrice de la qualité.

— — — — ★ — — — —

**Décret présidentiel du 6 Moharram 1433
correspondant au 1er décembre 2011 portant
nomination du directeur de la pêche et des
ressources halieutiques à la wilaya de Ouargla.**

— — — —

Par décret présidentiel du 6 Moharram 1433 correspondant au 1er décembre 2011, M. Nadir Korichi est nommé directeur de la pêche et des ressources halieutiques à la wilaya de Ouargla.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

**Arrêté interministériel du 26 Rajab 1432
correspondant au 28 juin 2011 modifiant l'arrêté
interministériel du 8 Joumada Ethania 1430
correspondant au 2 juin 2009 fixant les effectifs
par emploi, leur classification et la durée du
contrat des agents exerçant des activités
d'entretien, de maintenance ou de service au titre
de l'administration centrale de la direction
générale des forêts.**

— — — —

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-308 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les modalités de recrutement des agents contractuels, leurs droits et obligations, les éléments constitutifs de leur rémunération, les règles relatives à leur gestion ainsi que le régime disciplinaire qui leur est applicable, notamment son article 8 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 03-190 du 26 Safar 1424 correspondant au 28 avril 2003 fixant les attributions du directeur général de la fonction publique ;

Vu le décret présidentiel du 7 Rabie Ethani 1423 correspondant au 18 juin 2002 portant nomination du secrétaire général du Gouvernement ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 Joumada Ethania 1430 correspondant au 2 juin 2009 fixant les effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale de la direction générale des forêts ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier les dispositions de l'arrêté interministériel du 8 Joumada Ethania 1430 correspondant au 2 juin 2009, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté interministériel du 8 Joumada Ethania 1430 correspondant au 2 juin 2009, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Article 1er. — En application des dispositions de l'article 8 du décret présidentiel n° 07-308 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les effectifs par emploi leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance et de service, au titre de l'administration centrale de la direction générale des forêts conformément au tableau ci-après :

POSTES	EFFECTIF SELON LA NATURE DU CONTRAT DE TRAVAIL				EFFECTIF (1 + 2)	CLASSIFICATION	
	Contrat à durée indéterminée (1)		Contrat à durée déterminée (2)			Catégorie	Indice
	à temps plein	à temps partiel	à temps plein	à temps partiel			
Ouvrier professionnel de niveau 1	3	—	—	—	3	1	200
Agent de service de niveau 1	8	—	—	—	8		
Gardien	8	—	—	—	8		
Conducteur d’automobile de niveau 1	2	—	—	—	2	2	219
Ouvrier professionnel de niveau 2	—	—	—	—	—	3	240
Conducteur d’automobile de niveau 2	1	—	—	—	1		
Agent de service de niveau 2	—	—	—	—	—		
Conducteur d’automobile de niveau 3	—	—	—	—	—	4	263
Ouvrier professionnel de niveau 3	—	—	—	—	—	5	288
Agent de service de niveau 3	—	—	—	—	—		
Agent de prévention de niveau 1	13	—	—	—	13		
Ouvrier professionnel de niveau 4	—	—	—	—	—	6	315
Agent de prévention de niveau 2	3	—	—	—	3	7	348
Total général	38	—	—	—	38		»

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Rajab 1432 correspondant au 28 juin 2011.

Pour le ministre
des finances

Le secrétaire général

Miloud BOUTEBBA

Pour le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Le secrétaire général

Sid Ahmed FERROUKHI

Pour le secrétaire général du Gouvernement
et par délégation

Le directeur général de la fonction publique

Belkacem BOUCHEMAL

Arrêté interministériel du 26 Rajab 1432 correspondant au 28 juin 2011 modifiant l'arrêté interministériel du 15 Rajab 1430 correspondant au 8 juillet 2009 fixant les effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services centraux du ministère de l'agriculture et du développement rural.

— — — —

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-308 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les modalités de recrutement des agents contractuels, leurs droits et obligations, les éléments constitutifs de leur rémunération, les règles relatives à leur gestion ainsi que le régime disciplinaire qui leur est applicable, notamment son article 8 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 03-190 du 26 Safar 1424 correspondant au 28 avril 2003 fixant les attributions du directeur général de la fonction publique ;

Vu le décret présidentiel du 7 Rabie Ethani 1423 correspondant au 18 juin 2002 portant nomination du secrétaire général du Gouvernement ;

Vu l'arrêté interministériel du 15 Rajab 1430 correspondant au 8 juillet 2009 fixant les effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services centraux du ministère de l'agriculture et du développement rural ;

Arrêtent :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté interministériel du 15 Rajab 1430 correspondant au 8 juillet 2009, susvisé, sont modifiées comme suit :

« Article 1er. — En application des dispositions de l'article 8 du décret présidentiel n° 07-308 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services centraux du ministère de l'agriculture et du développement rural, conformément au tableau ci-après :

POSTES	EFFECTIFS SELON LA NATURE DU CONTRAT DE TRAVAIL				EFFECTIFS (1 + 2)	CLASSIFICATION	
	Contrat à durée indéterminée (1)		Contrat à durée déterminée (2)			Catégorie	Indice
	à temps plein	à temps partiel	à temps plein	à temps partiel			
Ouvrier professionnel de niveau 1	2	9	—	—	11	1	200
Agent de service de niveau 1	—	36	—	—	36		
Gardien	58	—	—	—	58		
Conducteur d’automobile de niveau 1	3	—	—	—	3	2	219
Agent de prévention de niveau 1	20	—	—	—	20	5	288
Agent de prévention de niveau 2	4	—	—	—	4	7	348
Total général	87	45	—	—	132		»

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Rajab 1432 correspondant au 28 juin 2011.

Pour le ministre
des finances

Le secrétaire général

Miloud BOUTEBBA

Pour le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Le secrétaire général

Sid Ahmed FERROUKHI

Pour le secrétaire général du Gouvernement
et par délégation

Le directeur général de la fonction publique

Belkacem BOUCHEMAL

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté du 2 Joumada Ethania 1425 correspondant au 20 juillet 2004 fixant les dates d'ouverture des stages de la formation spécialisée, le nombre de candidats par corps et par grades et le lieu de déroulement des stages pour l'année 2004.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural ;

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 91-255 du 27 juillet 1991 portant statut particulier applicable aux travailleurs appartenant aux corps spécifiques à l'administration des forêts ;

Vu le décret exécutif n° 96-92 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, modifié et complété, relatif à la formation, au perfectionnement et au recyclage des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté interministériel du 14 Safar 1425 correspondant au 5 avril 2004 fixant le cadre d'organisation des stages de la formation spécialisée pour la confirmation dans les corps spécifiques à l'administration des forêts, notamment son article 2 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 2 du l'arrêté interministériel du 14 Safar 1425 correspondant au 5 avril 2004, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les dates d'ouverture des stages de la formation spécialisée, le nombre de candidats par corps et par grades et le lieu de déroulement des stages, pour l'année 2004.

Art. 2. — Les dates et les lieux des cycles de la formation spécialisée sont fixés, selon les corps, comme suit :

Officiers supérieurs des forêts :

1ère session : du 10 avril 2004 au 27 mai 2004
(Institut de technologie forestière de Batna).

2ème session : du 11 septembre 2004 au 28 octobre 2004
(Institut de technologie forestière de Batna).

Officiers des forêts :

1ère session : du 10 avril 2004 au 8 juin 2004
(Centres de formation des agents techniques spécialisés El Aouana - Jijel - et de Beni Slimane - Médéa).
du 2 mai 2004 au 30 juin 2004
(Institut de technologie forestière de Batna)

2ème session : du 18 septembre 2004 au 16 novembre 2004
(Centres de formation des agents techniques spécialisés El Aouana - Jijel - et de Beni Slimane - Médéa).
du 16 octobre 2004 au 14 décembre 2004
(Institut de technologie forestière de Batna)

Sous-officiers des forêts :

1ère session : du 17 avril 2004 au 15 juin 2004
(Centres de formation des agents techniques spécialisés El Aouana - Jijel - de Béni Slimane - Médéa).

2ème session : du 25 septembre 2004 au 23 novembre 2004
(Centres de formation des agents techniques spécialisés El Aouana - Jijel - de Béni Slimane - Médéa).

Art. 3. — Le nombre de stagiaires selon les corps et les grades est fixé comme suit :

Officiers supérieurs des forêts :

— Grade de conservateur principal : 14
— Grade d'inspecteur divisionnaire : 58

Officiers des forêts :

— Grade d'inspecteur subdivisionnaire: 26
— Grade d'inspecteur : 76
— Grade de brigadier chef: 28

Sous-officiers des forêts :

— Grade de brigadier : 21
— Grade d'agent de protection des forêts: 162

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 Joumada Ethania 1425 correspondant au 20 juillet 2004.

Saïd BARKAT.

MINISTERE DE LA COMMUNICATION

Arrêté du 19 Ramadhan 1425 correspondant au 2 novembre 2004 fixant la composition et le fonctionnement du bureau ministériel de la sûreté interne d'établissement au niveau du ministère de la communication.

Le ministre de la communication,

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 98-410 du 18 Chaâbane 1419 correspondant au 7 décembre 1998 portant création, attributions et organisation des bureaux ministériels de la sûreté interne d'établissement, notamment son article 6 ;

Vu le décret exécutif n° 04-237 du 8 Rajab 1425 correspondant au 24 août 2004 fixant les attributions du ministre de la communication ;

Vu le décret exécutif n° 04-238 du 8 Rajab 1425 correspondant au 24 août 2004 portant organisation de l'administration centrale du ministère de la communication ;

Après avis du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et des collectivités locales en date du 12 octobre 2004 ;

3/- Epreuve de manipulation pratique :**A/- filière géologie et mines :**

- Evaluation des gisements ;
- Méthodes d'exploitation minière ;
- Exploitation des gisements ;
- Echantillonnage, sondages, méthodes ;
- Echantillonnage pour le traitement d'une substance ;
- Détermination des niveaux d'une substance donnée ;
- Calcul d'un équipement adapté à une carrière ;
- Calcul des réserves d'un gisement à partir de coûts et coupes géologiques ;

B /- filière énergie et hydrocarbures :

- Définition des différents marchés pétroliers ;
- Evaluation de la rentabilité d'un projet énergétique ;
- Définition de la chaîne pétrolière ;
- Définition de la chaîne gazière ;
- Evaluation des prix du pétrole et du gaz ;
- Définition des polymères ;
- Forage des puits de pétrole et de gaz ;
- Construction et exploitation des pipe-lines ;
- Mécanique des chantiers pétroliers ;
- Mécanique des complexes pétrochimiques ;
- Electromécanique et automatisation.

4/- Langue nationale : elle consiste en une étude de texte suivie de questions

II/- EPREUVE ORALE D'ADMISSION DEFINITIVE : elle consiste en un entretien de trente (30) minutes au maximum se rapportant au programme de l'examen professionnel.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 8 janvier 2005 portant création de commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 84-10 du 14 janvier 1984 fixant la compétence, la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions paritaires ;

Vu le décret n° 84-11 du 14 janvier 1984 fixant les modalités de désignation des représentants du personnel aux commissions paritaires ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 89-224 du 5 décembre 1989, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 89-225 du 5 décembre 1989 portant statut particulier des ouvriers professionnels, conducteurs d'automobiles et appariteurs ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-36 du 23 janvier 1990, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps techniques spécifiques à l'administration chargée de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 91-225 du 14 juillet 1991, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps techniques spécifiques au ministère de l'équipement et du logement ;

Vu le décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaâda 1415 correspondant au 22 avril 1995 portant statut particulier des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes ;

Vu l'arrêté du 9 avril 1984 fixant le nombre des membres des commissions paritaires ;

Vu l'arrêté du 25 mai 1986 portant création des commissions paritaires des personnels de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et de la pêche ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le présent arrêté a pour objet la création des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural suivantes :

1^{ère} commission :

- Corps des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes.

2^{ème} commission :

- Corps des ingénieurs en agriculture, des ingénieurs en équipement, des ingénieurs en statistiques et des ingénieurs en informatique.

3^{ème} commission :

- Corps des techniciens en agriculture, des techniciens en équipement, des techniciens en statistiques et des techniciens en informatique.

4ème commission :

— Corps des administrateurs, des traducteurs interprètes, des analystes de l'économie et des documentalistes archivistes.

5ème commission :

— Corps des assistants administratifs, des secrétaires de direction, des adjoints administratifs, des adjoints techniques en informatique, des adjoints techniques en agriculture et des comptables.

6ème commission :

Corps : des agents administratifs, des agents de bureau, des secrétaires et des agents techniques en informatique.

7ème commission :

Corps : des ouvrier professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appartiteurs.

Art. 2. — La composition des commissions paritaires visées à l'article 1er ci-dessus est fixée comme suit :

Corps	Représentants de l'administration		Représentants des fonctionnaires	
	membres titulaires	membres suppléants	membres titulaires	membres suppléants
1ère commission Corps des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes.	3	3	3	3
2ème commission Corps des ingénieurs en agriculture, des ingénieurs en équipement, des ingénieurs en statistiques et des ingénieurs en informatique.	3	3	3	3
3ème commission Corps des techniciens en agriculture, des techniciens en équipement, des techniciens en statistiques et des techniciens en informatique.	3	3	3	3
4ème commission Corps des administrateurs, des traducteurs-interprètes, des analystes de l'économie et des documentalistes-archivistes.	3	3	3	3
5ème commission Corps des assistants administratifs, des secrétaires de direction, des adjoints administratifs, des adjoints techniques en informatique, des adjoints techniques en agriculture et des comptables.	3	3	3	3
6ème commission Corps des agents administratifs, des agents de bureau, des secrétaires et des agents techniques en informatique.	3	3	3	3
7ème commission Corps des ouvrier professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appartiteurs.	3	3	3	3

Art. 3. — Les dispositions de l'arrêté du 25 mai 1986, susvisé, sont abrogées.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 8 janvier 2005.

Pour le ministre de l'agriculture et du développement rural

Le secrétaire général

Abdeslam CHELGHOU

Arrêté du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 8 janvier 2005 fixant la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Par arrêté du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 8 janvier 2005 sont désignés en qualité de représentants de l'administration au sein des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural, les fonctionnaires dont les noms figurent au tableau ci-après :

CORPS	REPRESENTANTS DE L' ADMINISTRATION	
	membres titulaires	membres suppléants
1ère commission Corps des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes	Abdelkader Laouti Nora Louanchi Ali Abda	Ahmed Boughalem El Karim Chaouki Brahim Messaoudi Saïd Abbas
2ème commission Corps des ingénieurs en agriculture, des ingénieurs en équipement, des ingénieurs en statistiques et des ingénieurs en informatique	Abdelkader Laouti Nora Louanchi Smaïl Benhabiles	Saïda Zougar Ali Mezoued Abdelkarim Ouldramoul
3ème commission Corps des techniciens en agriculture, des techniciens en équipement, des techniciens en statistiques et des techniciens en informatique	Abdelkader Laouti Nora Louanchi Fatiha Bendine	Ali Mezoued Djamel Kalil Hassane Berranene
4ème commission Corps des administrateurs, des traducteurs-interprètes, des analystes de l'économie et des documentalistes-archivistes	Abdelkader Laouti Nora Louanchi Hocine Tali	Mohamed Souami Mouloud Lounis Khalida Abdiche
5ème commission Corps des assistants administratifs, des secrétaires de direction, des adjoints administratifs, des adjoints techniques en informatique, des adjoints techniques en agriculture, et des comptables	Abdelkader Laouti Nora Louanchi Khalida Abdiche	Abdeldjalil Miloudi Mouloud Lounis Zohra Bendjedda
6ème commission Corps des agents administratifs, des agents de bureau, des secrétaires et des agents techniques en informatique	Abdelkader Laouti Nora Louanchi Mohamed Souami	Hocine Tali Mouloud Lounis Zohra Bendjedda
7ème commission Corps des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs	Abdelkader Laouti Nora Louanchi Abdeldjalil Miloudi	Hocine Tali Mouloud Lounis Mohamed Souami

Sont déclarés élus représentants des fonctionnaires aux commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural, les fonctionnaires dont les noms figurent au tableau ci-après :

CORPS	REPRESENTANTS DES FONCTIONNAIRES	
	Membres titulaires	Membres suppléants
1ère commission Corps des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes	Faouzi Abikchi Khaled Bara Atika Benbernou	Farouk Bouzouidja Nacéra Mansour Kaci Amalou
2ème commission Corps des ingénieurs en agriculture, des ingénieurs en équipement, des ingénieurs en statistiques et des ingénieurs en informatique	Amar Aïssat Saïd Chetibi Sonia Hamadache	Abderrezak Latoui Abdelkader Hassaine Fatma Mokhtari
3ème commission Corps des techniciens en agriculture, des techniciens en équipement, des techniciens en statistiques et des techniciens en informatique	Mohamed Belkadi Krimo Boudjemai Farid Chabouni	Fayçal Bahloul Mohamed Benmaza Mohamed Zoughbi
4ème commission Corps des administrateurs, des traducteurs-interprètes, des analystes de l'économie et des documentalistes-archivistes	Kamel Challal Kamel Tachet Saïd Bouabsa	Nacer Mokadem Nacéra Echikr Fatiha Baouche
5ème commission Corps des assistants administratifs, des secrétaires de direction, des adjoints administratifs, des adjoints techniques en informatique, des adjoints techniques en agriculture, et des comptables	Fouad Stof Hafida Benzadi Mohamed Djebarni	Ouahiba Menasri Mohamed Fethi Aziza Zerourou
6ème commission Corps des agents administratifs, des agents de bureau, des secrétaires et des agents techniques en informatique	Messaouda Touloul Mohamed Mestar Ali Helis	Rabei Chaouli Abdelkader Benachour Fatiha Moussouni
7ème commission Corps des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs	Smaïl Zeghlache Henni Bafdel Boualem Samir Kadous	Amara Oudak M'Hamed Hanifi Abderrahmane Bouazza

Arrêté du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 8 janvier 2005 portant création de la commission de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 84-10 du 14 janvier 1984 fixant la compétence, la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions paritaires ;

Vu le décret n° 84-11 du 14 janvier 1984 fixant les modalités de désignation des représentants du personnel aux commissions paritaires ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu l'arrêté du 9 avril 1984 fixant le nombre des membres des commissions paritaires ;

Vu l'arrêté du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 8 janvier 2005 portant création des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural ;

Vu l'arrêté du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 8 janvier 2005 fixant la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le présent arrêté a pour objet la création de la commission de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Art. 2. — Cette commission de recours est composée de :

- sept (7) membres représentant l'administration ;
- sept (7) membres représentant les fonctionnaires ;

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 8 janvier 2005.

Pour le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Le secrétaire général

Abdeslam CHELGHOUM

Arrêté du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 8 janvier 2005 fixant la composition de la commission de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Par arrêté du 27 Dhou El Hidja 1426 correspondant au 8 janvier 2005, la composition de la commission de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère de l'agriculture et du développement rural est fixée comme suit :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION		REPRESENTANTS DES FONCTIONNAIRES	
Abdelkader	Laouti	Hafida	Benzadi
Nora	Louanchi	Fouad	Stof
Smaïl	Benhabiles	Khaled	Bara
Mouloud	Lounis	Kamel	Tachet
Ali	Abda	Fayçal	Bahloul
Mohamed	Souami	Amar	Aïssat
Boualem	Trabelsi	Faouzi	Abikchi

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Arrêté interministériel du 26 Moharram 1426 correspondant au 17 mars 2005 relatif au classement d'un chemin communal dans la catégorie des chemins de wilaya dans la wilaya de Ouargla.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Le ministre des travaux publics,

Vu le décret n° 80-99 du 6 avril 1980, modifié, relatif à la procédure de classement et de déclassement des voies de communication ;

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n°2000-327 du 27 Rajab 1421 correspondant au 25 octobre 2000 fixant les attributions du ministre des travaux publics ;

Après avis des collectivités locales concernées ;

Arrêtent :

Article 1^{er}. — En application des dispositions de l'article 4 du décret n° 80-99 du 6 avril 1980, modifié, susvisé, le chemin précédemment classé dans la catégorie des chemins communaux, est reclassé dans la catégorie des chemins de wilaya et affecté de la nouvelle numérotation fixée ci-dessous.

Art. 2. — Le chemin communal concerné est défini comme suit :

Arrêté du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 8 janvier 2005 portant création de la commission de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 84-10 du 14 janvier 1984 fixant la compétence, la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions paritaires ;

Vu le décret n° 84-11 du 14 janvier 1984 fixant les modalités de désignation des représentants du personnel aux commissions paritaires ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu l'arrêté du 9 avril 1984 fixant le nombre des membres des commissions paritaires ;

Vu l'arrêté du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 8 janvier 2005 portant création des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural ;

Vu l'arrêté du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 8 janvier 2005 fixant la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le présent arrêté a pour objet la création de la commission de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Art. 2. — Cette commission de recours est composée de :

- sept (7) membres représentant l'administration ;
- sept (7) membres représentant les fonctionnaires ;

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 8 janvier 2005.

Pour le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Le secrétaire général

Abdeslam CHELGHOUM

Arrêté du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 8 janvier 2005 fixant la composition de la commission de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Par arrêté du 27 Dhou El Hidja 1426 correspondant au 8 janvier 2005, la composition de la commission de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère de l'agriculture et du développement rural est fixée comme suit :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION		REPRESENTANTS DES FONCTIONNAIRES	
Abdelkader	Laouti	Hafida	Benzadi
Nora	Louanchi	Fouad	Stof
Smaïl	Benhabiles	Khaled	Bara
Mouloud	Lounis	Kamel	Tachet
Ali	Abda	Fayçal	Bahloul
Mohamed	Souami	Amar	Aïssat
Boualem	Trabelsi	Faouzi	Abikchi

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Arrêté interministériel du 26 Moharram 1426 correspondant au 17 mars 2005 relatif au classement d'un chemin communal dans la catégorie des chemins de wilaya dans la wilaya de Ouargla.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Le ministre des travaux publics,

Vu le décret n° 80-99 du 6 avril 1980, modifié, relatif à la procédure de classement et de déclassement des voies de communication ;

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n°2000-327 du 27 Rajab 1421 correspondant au 25 octobre 2000 fixant les attributions du ministre des travaux publics ;

Après avis des collectivités locales concernées ;

Arrêtent :

Article 1^{er}. — En application des dispositions de l'article 4 du décret n° 80-99 du 6 avril 1980, modifié, susvisé, le chemin précédemment classé dans la catégorie des chemins communaux, est reclassé dans la catégorie des chemins de wilaya et affecté de la nouvelle numérotation fixée ci-dessous.

Art. 2. — Le chemin communal concerné est défini comme suit :

Chemins communaux :

— le tronçon de chemin de wilaya n° 8 reliant Houima à Djenane El Baz, du (PK 16+000) au (PK 30+000), d'une longueur de 14,000 Km ;

— le tronçon de chemin de wilaya n° 12 du (PK 0+000) au (PK 3+000), reliant la route nationale n° 3 (PK 116+000 El Guerrah) à la station de pompage de Ras El Aïn, d'une longueur de 3,000 Km ;

— le tronçon de chemin de wilaya n° 50 du (PK 0+000) au (PK 3+890), reliant la brèche (centre ville) au carrefour (Boulevard de l'Est, Cité Emir Abdelkader - Cité Ziadia), d'une longueur de 3,890 Km ;

— le tronçon de chemin de wilaya n° 51 du (PK 0+000) au (PK 6+400), reliant la route nationale n° 3 (Echangeur de Sidi Mabrouk) au parc d'attraction Djebel El Ouahch, d'une longueur de 6,400 Km ;

— le tronçon de chemin de wilaya n° 44 du (PK 0+000) au (PK 2+500), reliant la route nationale n° 3 (PK 81+000) au chemin de wilaya n° 2 (PK 1+000), d'une longueur de 2,500 Km ;

— le tronçon de chemin de wilaya n° 2 du (PK 0+000) au (PK 2+800), reliant la place des martyrs à la route nationale n° 27 (PK 4+900) El Menia, d'une longueur de 2,800 Km ;

— le tronçon de chemin de wilaya n° 133 du (PK 0+000) au (PK 0+700), reliant la route nationale n° 3 (PK 87+500) à la Cité El Guemas, d'une longueur de 0,700 Km.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Joumada El Oula 1429 correspondant au 8 mai 2008.

Le ministre d'Etat,
ministre de l'intérieur
et des collectivités locales

Nourredine ZERHOUNI dit Yazid

Le ministre
des travaux publics

Amar GHOUL

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 portant délégation de signature au directeur de la protection des végétaux et du contrôle technique.

— — — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 07-186 du 25 Joumada El Oula 1428 correspondant au 11 juin 2007 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret présidentiel du 25 Moharram 1429 correspondant au 2 février 2008 portant nomination de Mlle. Nadia Hadjeres, directrice de la protection des végétaux et du contrôle technique au ministère de l'agriculture et du développement rural ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à Mlle. Nadia Hadjeres, directrice de la protection des végétaux et du contrôle technique, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture et du développement rural tous actes et décisions à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008.

Rachid BENAÏSSA.

— — — — — ★ — — — — —

Arrêté du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 portant délégation de signature au directeur de la formation, de la recherche et de la vulgarisation.

— — — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 07-186 du 25 Joumada El Oula 1428 correspondant au 11 juin 2007 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret présidentiel du 27 Chaâbane 1426 correspondant au 1er octobre 2005 portant nomination de M. Mohamed Fouad Rachedi, directeur de la formation, de la recherche et de la vulgarisation au ministère de l'agriculture et du développement rural ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Mohamed Fouad Rachedi, directeur de la formation de la recherche et de la vulgarisation, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture et du développement rural tous actes et décisions à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008.

Rachid BENAÏSSA.

Chemins communaux :

— le tronçon de chemin de wilaya n° 8 reliant Houïma à Djenane El Baz, du (PK 16+000) au (PK 30+000), d'une longueur de 14,000 Km ;

— le tronçon de chemin de wilaya n° 12 du (PK 0+000) au (PK 3+000), reliant la route nationale n° 3 (PK 116+000 El Guerrah) à la station de pompage de Ras El Aïn, d'une longueur de 3,000 Km ;

— le tronçon de chemin de wilaya n° 50 du (PK 0+000) au (PK 3+890), reliant la brèche (centre ville) au carrefour (Boulevard de l'Est, Cité Emir Abdelkader - Cité Ziadia), d'une longueur de 3,890 Km ;

— le tronçon de chemin de wilaya n° 51 du (PK 0+000) au (PK 6+400), reliant la route nationale n° 3 (Echangeur de Sidi Mabrouk) au parc d'attraction Djebel El Ouahch, d'une longueur de 6,400 Km ;

— le tronçon de chemin de wilaya n° 44 du (PK 0+000) au (PK 2+500), reliant la route nationale n° 3 (PK 81+000) au chemin de wilaya n° 2 (PK 1+000), d'une longueur de 2,500 Km ;

— le tronçon de chemin de wilaya n° 2 du (PK 0+000) au (PK 2+800), reliant la place des martyrs à la route nationale n° 27 (PK 4+900) El Menia, d'une longueur de 2,800 Km ;

— le tronçon de chemin de wilaya n° 133 du (PK 0+000) au (PK 0+700), reliant la route nationale n° 3 (PK 87+500) à la Cité El Guemas, d'une longueur de 0,700 Km.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Joumada El Oula 1429 correspondant au 8 mai 2008.

Le ministre d'Etat,
ministre de l'intérieur
et des collectivités locales

Nourredine ZERHOUNI dit Yazid

Le ministre
des travaux publics

Amar GHOUL

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 portant délégation de signature au directeur de la protection des végétaux et du contrôle technique.

— — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 07-186 du 25 Joumada El Oula 1428 correspondant au 11 juin 2007 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret présidentiel du 25 Moharram 1429 correspondant au 2 février 2008 portant nomination de Mlle. Nadia Hadjeres, directrice de la protection des végétaux et du contrôle technique au ministère de l'agriculture et du développement rural ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à Mlle. Nadia Hadjeres, directrice de la protection des végétaux et du contrôle technique, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture et du développement rural tous actes et décisions à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008.

Rachid BENAÏSSA.

— — — — ★ — — — —

Arrêté du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 portant délégation de signature au directeur de la formation, de la recherche et de la vulgarisation.

— — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 07-186 du 25 Joumada El Oula 1428 correspondant au 11 juin 2007 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret présidentiel du 27 Chaâbane 1426 correspondant au 1er octobre 2005 portant nomination de M. Mohamed Fouad Rachedi, directeur de la formation, de la recherche et de la vulgarisation au ministère de l'agriculture et du développement rural ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Mohamed Fouad Rachedi, directeur de la formation de la recherche et de la vulgarisation, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture et du développement rural tous actes et décisions à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008.

Rachid BENAÏSSA.

Arrêté du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 portant délégation de signature au directeur des services vétérinaires.

— — — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 07-186 du 25 Joumada El Oula 1428 correspondant au 11 juin 2007 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret exécutif du 9 Chaoual 1413 correspondant au 1er avril 1993 portant nomination de M. Rachid Boughedour, directeur des services vétérinaires au ministère de l'agriculture ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Rachid Boughedour, directeur des services vétérinaires, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture et du développement rural tous actes et décisions à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008.

Rachid BENAÏSSA.

— — — — —★— — — — —

Arrêté du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 portant délégation de signature au directeur de l'administration des moyens.

— — — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 07-186 du 25 Joumada El Oula 1428 correspondant au 11 juin 2007 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret présidentiel du 13 Joumada El Oula 1425 correspondant au 1er juillet 2004 portant nomination de M. Abdelkader Laouti, directeur de l'administration des moyens au ministère de l'agriculture et du développement rural ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Abdelkader Laouti, directeur de l'administration des moyens, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture et du développement rural tous actes et décisions à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008.

Rachid BENAÏSSA.

— — — — —★— — — — —

Arrêtés du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 portant délégation de signature à des sous-directeurs.

— — — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 07-186 du 25 Joumada El Oula 1428 correspondant au 11 juin 2007 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret présidentiel du 2 Joumada Ethania 1422 correspondant au 21 août 2001 portant nomination de Mlle. Nora Louanchi, sous-directrice des ressources humaines au ministère de l'agriculture et du développement rural ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à Mlle. Nora Louanchi, sous-directrice des ressources humaines, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture et du développement rural tous actes et décisions à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008.

Rachid BENAÏSSA.

— — — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 07-186 du 25 Joumada El Oula 1428 correspondant au 11 juin 2007 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Arrêté du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 portant délégation de signature au directeur des services vétérinaires.

— — — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 07-186 du 25 Joumada El Oula 1428 correspondant au 11 juin 2007 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret exécutif du 9 Chaoual 1413 correspondant au 1er avril 1993 portant nomination de M. Rachid Boughedour, directeur des services vétérinaires au ministère de l'agriculture ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Rachid Boughedour, directeur des services vétérinaires, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture et du développement rural tous actes et décisions à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008.

Rachid BENAÏSSA.

— — — — —★— — — — —

Arrêté du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 portant délégation de signature au directeur de l'administration des moyens.

— — — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 07-186 du 25 Joumada El Oula 1428 correspondant au 11 juin 2007 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret présidentiel du 13 Joumada El Oula 1425 correspondant au 1er juillet 2004 portant nomination de M. Abdelkader Laouti, directeur de l'administration des moyens au ministère de l'agriculture et du développement rural ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Abdelkader Laouti, directeur de l'administration des moyens, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture et du développement rural tous actes et décisions à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008.

Rachid BENAÏSSA.

— — — — —★— — — — —

Arrêtés du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 portant délégation de signature à des sous-directeurs.

— — — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 07-186 du 25 Joumada El Oula 1428 correspondant au 11 juin 2007 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret présidentiel du 2 Joumada Ethania 1422 correspondant au 21 août 2001 portant nomination de Mlle. Nora Louanchi, sous-directrice des ressources humaines au ministère de l'agriculture et du développement rural ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à Mlle. Nora Louanchi, sous-directrice des ressources humaines, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture et du développement rural tous actes et décisions à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008.

Rachid BENAÏSSA.

— — — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 07-186 du 25 Joumada El Oula 1428 correspondant au 11 juin 2007 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Arrêté du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 portant délégation de signature au directeur des services vétérinaires.

— — — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 07-186 du 25 Joumada El Oula 1428 correspondant au 11 juin 2007 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret exécutif du 9 Chaoual 1413 correspondant au 1er avril 1993 portant nomination de M. Rachid Boughedour, directeur des services vétérinaires au ministère de l'agriculture ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Rachid Boughedour, directeur des services vétérinaires, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture et du développement rural tous actes et décisions à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008.

Rachid BENAÏSSA.

— — — — —★— — — — —

Arrêté du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 portant délégation de signature au directeur de l'administration des moyens.

— — — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 07-186 du 25 Joumada El Oula 1428 correspondant au 11 juin 2007 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret présidentiel du 13 Joumada El Oula 1425 correspondant au 1er juillet 2004 portant nomination de M. Abdelkader Laouti, directeur de l'administration des moyens au ministère de l'agriculture et du développement rural ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Abdelkader Laouti, directeur de l'administration des moyens, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture et du développement rural tous actes et décisions à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008.

Rachid BENAÏSSA.

— — — — —★— — — — —

Arrêtés du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 portant délégation de signature à des sous-directeurs.

— — — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 07-186 du 25 Joumada El Oula 1428 correspondant au 11 juin 2007 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret présidentiel du 2 Joumada Ethania 1422 correspondant au 21 août 2001 portant nomination de Mlle. Nora Louanchi, sous-directrice des ressources humaines au ministère de l'agriculture et du développement rural ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à Mlle. Nora Louanchi, sous-directrice des ressources humaines, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture et du développement rural tous actes et décisions à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008.

Rachid BENAÏSSA.

— — — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 07-186 du 25 Joumada El Oula 1428 correspondant au 11 juin 2007 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret présidentiel du 27 Chaâbane 1426 correspondant au 1er octobre 2005 portant nomination de M. Smail Dahmani, sous-directeur du budget au ministère de l'agriculture et du développement rural ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Smail Dahmani, sous-directeur du budget, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture et du développement rural tous actes et décisions à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008.

Rachid BENAÏSSA.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Arrêté interministériel du 26 Rajab 1429 correspondant au 29 juillet 2008 portant conditions d'accès, orientation et réorientation, contenu des programmes, durée et régime des études, composition de jurys d'examen, ouverture de filières et options et diplômes délivrés à l'institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audio-visuel.

— — — —

La ministre de la culture,

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Vu le décret n° 83-363 du 28 mai 1983 relatif à l'exercice de la tutelle pédagogique sur les établissements de formation supérieure ;

Vu le décret n° 85-243 du 1er octobre 1985, modifié, portant statut-type des instituts nationaux de formation supérieure ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-219 du 21 juillet 1990 portant création du diplôme d'études universitaires appliquées des établissements d'enseignement supérieur (D.E.U.A.) ;

Vu le décret exécutif n° 94-260 du 19 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 27 août 1994 fixant les attributions du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Vu le décret exécutif n° 04-98 du 11 Safar 1425 correspondant au 1er avril 2004 portant transformation de l'institut national des arts dramatiques en institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audio-visuel ;

Vu la décret exécutif n° 05-79 du 17 Moharram 1426 correspondant au 26 février 2005 fixant les attributions du ministre de la culture ;

Vu l'arrêté interministériel du 2 Moharram 1428 correspondant au 21 janvier 2007 portant création, composition, organisation et fonctionnement de la commission sectorielle de la tutelle pédagogique sur les établissements de formation supérieure relevant du ministère de la culture ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret n° 83-363 du 28 mai 1983 relatif à l'exercice de la tutelle pédagogique sur les établissements d'enseignement supérieur, le présent arrêté a pour objet de fixer les conditions d'accès, d'orientation et de réorientation, le contenu des programmes, la durée et le régime des études, l'ouverture des filières et options, la composition des jurys d'examen et les diplômes délivrés à l'institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audio-visuel.

Art. 2. — Les filières ouvertes à l'institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audio-visuel sont fixées comme suit :

- art dramatique ;
- prise de vue ;
- montage / script ;
- assistantat / réalisation.

Art. 3. — Les candidats au concours d'accès à l'institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audio-visuel, doivent réunir les conditions suivantes :

1 - être titulaire du baccalauréat ou d'un titre étranger reconnu équivalent :

* pour les filières "art dramatique" et "assistantat - réalisation" : toutes les séries du baccalauréat de l'ancien et du nouveau régime ;

* pour les filières "prise de vue" et "montage / script" :

— les séries du baccalauréat de l'ancien régime : sciences exactes, sciences de la nature et de la vie, technologie option génie électrique et baccalauréat de technicien option électronique et électrotechnique ;

— les séries du baccalauréat du nouveau régime : sciences expérimentales, mathématiques élémentaires, techniques mathématiques option génie électrique ;

2 - être âgé de 25 ans au plus à la date du concours d'entrée.

3 - être de bonne santé et indemne de toute infirmité.

Art. 4. — L'orientation et la réorientation des étudiants de l'institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audio-visuel s'opèrent dans les mêmes conditions que celles fixées par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Art. 5. — Le concours d'accès en première année de l'institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audio-visuel comporte, pour toutes les filières :

- une épreuve écrite de culture générale ;
- une épreuve pratique et/ou orale (suivant la filière) d'appréciation des aptitudes artistiques du candidat.

ANNEXE

Directions régionales	Inspections divisionnaires	Nombre de chefs de secteurs d'activité de lutte contre la fraude
Alger-extérieur	Alger-Ain-Taya Alger-Pins maritimes Aéroport Houari Boumediène-Fret Aéroport Houari Boumediène-voyageurs Blida Boumerdès Tizi-Ouzou Tipaza	8
Annaba	Annaba El Tarf Souk Ahras	3
Béchar	Béchar Tindouf Naâma Adrar	4
Sétif	Sétif Béjaia Jijel Bordj-Bou-Arredj	4
Tamenghasset	Tamenghasset In Guezzam In Salah	3
Tébessa	Tébessa Bir El Ater Oum El Bouaghi	3
Tlemcen	Tlemcen Maghnia Ghazaouet Sidi Bel Abbès Ain Témouchent	5
Oran	Oran-Port Oran-extérieur Arzew Mostaganem Chlef Tiaret	6
Ouargla	Ouargla Hassi Messaoud Laghouat Ghardaia El Oued	5
Alger-port	Alger-commerce Alger-régimes particuliers	2
Constantine	Constantine Skikda Batna Biskra	4
Illizi	In Amenas Djanet	2

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté du 19 Jomada Ethania 1431 correspondant au 2 juin 2010 modifiant l'arrêté du 27 Dhou Hidja 1425 correspondant au 8 janvier 2005 portant création de commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 84-10 du 14 janvier 1984 fixant la compétence, la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions paritaires ;

Vu le décret n° 84-11 du 14 janvier 1984 fixant les modalités de désignation des représentants du personnel aux commissions paritaires ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Jomada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 08-04 du 11 Moharram 1429 correspondant au 19 janvier 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 08-05 du 11 Moharram 1429 correspondant au 19 janvier 2008 portant statut particulier des ouvriers professionnels, conducteurs d'automobiles et appariteurs ;

Vu le décret exécutif n° 08-198 du 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'autorité phytosanitaire ;

Vu le décret exécutif n° 08-286 du 17 Ramadhan 1429 correspondant au 17 septembre 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 08-361 du 10 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 8 novembre 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des ressources en eau ;

Vu le décret exécutif n° 10-124 du 13 Jomada El Oula 1431 correspondant au 28 avril 2010 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps des médecins vétérinaires, des inspecteurs vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes ;

Vu l'arrêté du 9 avril 1984 fixant le nombre des membres des commissions paritaires ;

Vu l'arrêté du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 8 janvier 2005 portant création de commissions paritaires compétentes, à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural ;

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 8 janvier 2005, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 8 janvier 2005, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

1ère commission

— corps des médecins vétérinaires, des inspecteurs vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes.

2ème commission

— corps des ingénieurs et techniciens en agronomie, en ressources en eau, en statistiques et en informatique ;

— corps des inspecteurs phytosanitaires ;

— corps des contrôleurs phytosanitaires.

3ème commission

— corps des administrateurs, des traducteurs-interprètes, des analystes de l'économie et des documentalistes-archivistes.

4ème commission

— corps des assistants documentalistes-archivistes, des comptables administratifs, des secrétaires, des attachés d'administration, des agents d'administration, des adjoints et des agents techniques.

5ème commission

— corps des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs.

Art. 3. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 8 janvier 2005, susvisé, sont modifiées comme suit :

« Art. 2. — Le nombre des représentants de l'administration et des représentants des personnels aux commissions paritaires ci-dessus désignées est fixé conformément au tableau ci-après :

COMMISSIONS	REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION		REPRESENTANTS DES PERSONNELS	
	Membres titulaires	Membres suppléants	Membres titulaires	Membres suppléants
1ère commission Corps des médecins vétérinaires, des inspecteurs vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes	3	3	3	3
2ème commission Corps des ingénieurs et des techniciens en agriculture, en ressources en eau, en statistiques et en informatique Corps des inspecteurs phytosanitaires Corps des contrôleurs phytosanitaires	3	3	3	3
3ème commission Corps des administrateurs, des traducteurs-interprètes, des analystes de l'économie et des documentalistes-archivistes	3	3	3	3
4ème commission Corps des assistants, des documentalistes archivistes, des comptables administratifs, des secrétaires, des attachés d'administration, des agents d'administration, des adjoints et des agents techniques	4	4	4	4
5ème commission Corps des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs	3	3	3	3

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 Joumada Ethania 1431 correspondant au 2 juin 2010.

Pour le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Le secrétaire général

Sid Ahmed FERROUKHI

Arrêté du 19 Joumada Ethania 1431 correspondant au 2 juin 2010 portant renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural.

— — — —

Par arrêté du 19 Joumada Ethania 1431 correspondant au 2 juin 2010, la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural est renouvelée conformément au tableau ci-après :

COMMISSIONS	REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION		REPRESENTANTS DES PERSONNELS	
	Membres titulaires	Membres suppléants	Membres titulaires	Membres suppléants
1ère commission Corps des médecins vétérinaires des inspecteurs vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes	LAOUTI Abdelkader LOUANCHI Nora ABDA Ali	BOUGHALEM Ahmed Chaouki El Karim ABBAS Saïd ICHOU Sabrina	ABIKCHI Faouzi BARA Khaled MANSOUR Nacéra	ABDELLAOUI Abderrahmane BOUKROUNA Yasmina BENDAHPMANE Fairouz
2ème commission Corps des ingénieurs et des techniciens en agriculture, en ressources en eau, en statistiques et en informatique Corps des inspecteurs phytosanitaires ; Corps des contrôleurs phytosanitaires.	LAOUTI Abdelkader LOUANCHI Nora HEMDANI Abdelhamid	GRABA Arezki BERANEN Hassene LATOU Abderrezak	BELLACHE Sonia AZZI Bensaïd MOKHTARI Fatma	KIOUS Larbi IZEGOUINE Ourida SEKOUR Kheireddine
3ème commission Corps des administrateurs, des traducteurs-interprètes, des analystes de l'économie et des documentalistes-archivistes	LAOUTI Abdelkader LOUANCHI Nora TALI Hocine	LOUNIS Mouloud ABDICHE Khalida SOUAMI Mohamed	ZIOUCHE Noureddine ECHIKR Nacéra CHALLAL Kamel	LAMINE Samia MOKADEM Nacer MESMOUS Youcef
4ème commission Corps des assistants documentalistes-archivistes, des comptables administratifs, des secrétaires, des attachés d'administration, des agents d'administration, des adjoints et des agents techniques	LAOUTI Abdelkader LOUANCHI Nora ABDICHE Khalida SOUAMI Mohamed	LOUNIS Mouloud BENDJEDDA Zohra TALI Hocine MILOUDI Abdeljalil	BENZADI Hafida RAMTANE Nadira MESTAR Mohamed BENACHOUR Abdelkader	RELIMI Sid Ali TOULTOUL Messaouda HELLAL Amina Soraya HELIS Ali
5ème commission Corps des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs	LAOUTI Abdelkader LOUANCHI Nora MILOUDI Abdeljalil	ABDICHE Khalida SOUAMI Mohamed CHELLALI Lakhdar	ZEGHLACHE Smaïl MEKHALFIA Halim BOUAZZA Abderahmane	MOUSSOUNI Karim BACHIRI Hamid KADOUS Boualem Samir

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de la fin du mandat des commissions précédentes.

Arrêté du 11 Rajab 1431 correspondant au 24 juin 2010 portant désignation des membres du conseil d'administration du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique.

— — — — —

Par arrêté du 11 Rajab 1431 correspondant au 24 juin 2010, sont désignés membres du conseil d'administration du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique, pour une période de trois (3) années, en application des dispositions de l'article 12 du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, modifié et complété, portant création du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique, Mmes. et MM. :

— El Karim Chawki Boughanem, représentant du ministre de l'agriculture et du développement rural, président ;

— Mouloud Didane, représentant du ministre chargé des finances ;

— Djamel Benabdellah, représentant du ministre chargé du commerce ;

— Djamel Slimi, représentant du ministre chargé de la santé ;

— Saïda Laouar, représentante du ministre chargé de l'environnement ;

— Messaouda Meksoud, représentante de l'institut national de la médecine vétérinaire ;

— Mourad Abdelfettah, représentant de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie ;

— Ahmed Boudjenah, représentant de l'institut technique des élevages ;

— Lâadjal Doubi Bounoua, président de la chambre nationale de l'agriculture.

Les dispositions de l'arrêté du 19 octobre 2006 portant désignation des membres du conseil d'administration du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique sont abrogées.

— — — — — ★ — — — — —

Arrêté du 21 Ramadhan 1431 correspondant au 31 août 2010 portant renouvellement de la composition de la commission ministérielle de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère de l'agriculture et du développement rural.

— — — — —

Par arrêté du 21 Ramadhan 1431 correspondant au 31 août 2010, la composition de la commission ministérielle de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère de l'agriculture et du développement rural est renouvelée conformément au tableau ci-après :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION	REPRESENTANTS DES PERSONNELS
Abdelkader Laouti	Khaled Bara
Nora Louanchi	Nourredine Ziouche
Abdelhamid Hemdani	Faouzi Abikchi
Ahmed Chaouki El Karim Boughalem	Hafida Benzadi
Sabrina Ichou	Nacéra Echikr
Abderrezak Latoui	Kamel Challal
Khalida Abdiche	Fatma Mokhtari

Arrêté du 12 Chaoual 1431 correspondant au 21 septembre 2010 portant désignation des membres du conseil d'administration du parc zoologique et des loisirs "La Concorde Civile".

— — — — —

Par arrêté du 12 Chaoual 1431 correspondant au 21 septembre 2010, sont désignés membres du conseil d'administration du parc zoologique et des loisirs "La Concorde Civile", en application des dispositions de l'article 11 du décret exécutif n° 95-46 du 5 Ramadhan 1415 correspondant au 5 février 1995 portant réaménagement des statuts du parc des loisirs et changement de sa dénomination en parc zoologique et des loisirs, Mme. et MM. :

— Abdelkader Rachedi, représentant du ministre de l'agriculture et du développement rural, président ;

— Ahmed Saïm, représentant du ministre chargé des finances ;

— Ali Setti, représentant du ministre chargé du tourisme ;

— Hatima Aït Aoudia, représentante du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

— Boualem Fouitmane, représentant du ministre chargé de l'aménagement du territoire ;

— Messaoud Tebani, représentant du wali d'Alger ;

— Abdeslam Boufaïda, représentant de la direction générale des forêts ;

— Chaïb Saâdoune, représentant de la direction générale des forêts.